

REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE

LE NUMÉRO : 18 F

BIMESTRIEL N° 9 — AVRIL-MAI 1983

DANS CE NUMERO

GAVROCHE

Revue bimestrielle
d'histoire populaire

Numéro 9

Avril-mai 1983

Publication des
Editions Floréal
61, rue F.D. Roosevelt
27000 Evreux

Directeur de la publication :
Jean SANDRIN

Rédacteur en chef :
Hervé LUXARDO

Directeur administratif :
Georges PELLETIER

Fabrication et maquette :
Georges POTVIN

Avec la collaboration
pour ce numéro
de François Lebrun, Laurence Thibault, Alain Dalotel, Brigitte Saouma, Hervé Luxardo, Susan Asch, Jean-Gabriel Fichau, Serge Bianchi, Marcel Dorigny, Georges Pelletier, Sylvie Fournet, Jean Sandrin

Commission paritaire : 64185
I.S.S.N. : 02.42-9705

Imprimé en France
Composition : Scop Presse Normande à Evreux
Impression : Imprimerie André Le Neubourg

Illustration de couverture :
La lessive, photographie de 1920. Cette façon de laver le linge en rivière ou au lavoir a subsisté jusqu'au lendemain de la seconde guerre.

Crédits photographiques :
Roger Viollet,
pages 9, 21, 22, 23, 25.

Les autres documents sont la propriété des auteurs ou proviennent des archives des éditions Floréal.

ÉDITORIAL

"Celui qui fait au peuple
des fausses légendes révolutionnaires..."

La Révolution française n'est pas terminée. Pour s'en convaincre, il n'est que de lire les ouvrages et les articles polémiques qui fleurissent aujourd'hui sur ce sujet. Pour les uns il faut "penser la révolution", pour les autres, il s'agirait de la "comprendre" car "c'est notre mère à tous", pour d'autres encore dont la pendule semble s'être arrêtée en 1789 la Révolution c'est le maximum de l'horreur. Il est vrai que l'histoire que l'on fait de la Révolution française, plus que toute autre période n'a jamais été neutre et qu'elle reste un événement où beaucoup recherchent leurs origines ou leurs références. Le *Danton* d'A. Wajda n'échappe pas à la règle et ce, d'autant plus qu'il a rencontré un succès indéniable auprès du public. Il a provoqué des débats (passionnés) sur la représentation que le cinéaste polonais fait de la Révolution française et sur son interprétation de l'affrontement Danton-Robespierre. Ce n'est pas parce que l'on peut reprocher des partis pris, les erreurs historiques, des oublis regrettables qu'on doit évacuer les questions de fond que pose le film.

En mars 1794, le système de la Terreur est-il encore nécessaire ? Faut-il poursuivre l'économie dirigée destinée à ravitailler les armées et les villes, éliminer les contre-révolutionnaires et les suspects, alors que la situation militaire s'est considérablement améliorée pour la France républicaine ? Les victoires de l'hiver ont repoussé les armées coalisées au-delà des frontières, l'insurrection vendéenne a été écrasée par Westermann, la victoire peut paraître assurée aux yeux de certains révolutionnaires. Les "Indulgents" (ou Dantonistes) souhaitent relâcher la pression politique et judiciaire. Déjà les Montagnards (dont les Robespierristes) avaient relâché la Terreur économique en allégeant les mesures qu'ils avaient prises à l'automne 1793 sous la poussée du peuple de Paris. A l'opposé, les "Exagérés" (ou Hébertistes) sont partisans du renforcement de la Terreur. Quant au Comité de Salut Public dirigé par les Robespierristes il estime que tout relâchement politique prématuré est néfaste à la victoire de la Révolution.

C'est la toile de fond de la lutte des "factions" en l'an II. Paradoxalement c'est au moment où "l'effort patriotique" va porter ses fruits, que ces "factions", jusque-là unies, vont s'entredéchirer pour accaparer le pouvoir. Pour réussir tous les moyens sont bons au nom de "la Révolution" et de la "défense de la Patrie". Les principes révolutionnaires sont alors pervertis par les maîtres du moment. On entrave la liberté d'opinion et d'expression par la saisie de la presse qui dérange. On fabrique des procès politiques truqués : celui des Dantonistes, celui des Hébertistes, amalgames d'accusés politiques, de droit commun ou d'étrangers soupçonnés d'espionnage, actes d'accusation mêlant faits réels, procès d'intention et faits inventés de toute pièce ; interdiction de présenter jusqu'au bout sa défense par la mise hors débat. Les Robespierristes et leurs relais Jacobins de Paris et de province en portent une lourde responsabilité. S'identifiant à "la Révolution", ils n'ont pas hésité, dans de longs discours, *à réinterpréter le passé.* Ainsi, "l'archange de la révolution", Saint Just, a travesti volontairement la réalité en accusant Danton d'avoir été "royaliste" depuis le début de la révolution ! Toutes pratiques qui, avec des "perfectionnements" seront le lot des "révolutions communistes" et des régimes dictatoriaux de type fasciste du XXe siècle. Mais il y a plus grave. Le Comité de Salut Public, présenté comme un modèle de gouvernement par les universitaires proches du P.C.F., n'a pas hésité à faire condamner les "Dantonistes" grâce à un *décret à effet réatroactif*. Cette procédure juridique inique dont tout le monde affirmait que le régime de Vichy avait été le premier à la pratiquer, lors de l'affaire de la "Section Spéciale", avait un précédent de taille...

L'histoire de la Révolution française n'est donc pas terminée et nous nous emploierons à redécouvrir les faits occultés. "Celui qui fait au peuple de fausses légendes révolutionnaires, celui qui l'amuse d'histoires chantantes, est aussi criminel que ce géographe qui dresserait des cartes menteuses pour les navigateurs *(Lissagaray).*

LA REDACTION

SAINTS GUERISSEURS

et pélerinages thérapeutiques dans la France des 17e et 18e siècles

Sainte Apolline : pour avoir eu les dents brisées par les tenailles de son bourreau, elle devait guérir les maux de dents.

Les malades qui, aujourd'hui encore et depuis plus d'un siècle, se pressent autour de la grotte de Lourdes, sont les héritiers de ceux qui, dans les siècles passés, se rendaient en pélerinage à des sanctuaires, régionaux ou locaux, dédiés à la Vierge ou à un saint guérisseur. Aujourd'hui comme hier, ce qu'il y a au cœur de la démarche du malade, c'est le désir de recouvrer miraculeusement la santé en implorant Dieu par l'intermédiaire de l'un de ses saints ou de ses saintes, et en particulier de la Vierge Marie.



Saint Antoine : guérisseur des... cochons malades, mais aussi du "feu saint Antoine".

Saint Fiacre : patron des jardiniers, souverain pour les ulcères, les dartres, et surtout les hémorroïdes.



Spécialistes et généralistes

Aux 17e et 18e siècles, une telle attitude se situe dans le droit fil de l'enseignement de l'Eglise sur la maladie. Celle-ci est, en effet, considérée comme un châtiment et un avertissement envoyés par Dieu : châtiment, individuel ou collectif, pour les péchés des hommes ; avertissement à se convertir, à faire pénitence et à se préparer à la mort. Le "bon usage" de la maladie, pour un chrétien, consiste donc à se soumettre avec patience au "châtiment mérité" et à tirer parti le mieux possible de l'avertissement prodigué. Toutefois, cette soumission à la volonté de Dieu ne doit pas le conduire à la résignation. Comme le dit, dans l'un de ses sermons, vers 1760, le curé de la chapelle du Genêt (Anjou) : "Je dis que des malades et des infirmes peuvent et doivent chercher leur guérison dans les remèdes naturels, se servir de ceux que le Seigneur a créés pour cette fin et employer tout ce qu'ils croient pouvoir leur être utile pour se soulager". Mais plus encore qu'aux "remèdes naturels", le malade doit recourir au grand moyen recommandé par l'Eglise : la prière, adressée à Dieu par l'intermédiaire d'un saint. Tout pousse alors le chrétien vers un tel recours : l'incapacité de la médecine du temps à soigner efficacement la plupart des maladies, sauf les plus bénignes, la conviction que la maladie étant d'origine surnaturelle ne peut céder qu'à des armes surnaturelles, la profonde imprégnation religieuse des croyances et des comportements.

Face aux protestants qui ne reconnaissent aucune valeur au culte rendu aux saints, le concile de Trente (1545-1563) en a réaffirmé le caractère bénéfique. Bien plus, il l'a fortement encouragé, tout en en rappelant les limites : la Vierge et les saints ne sont que des intercesseurs, de simples intermédiaires, sans pouvoirs. En fait, la déviation était prévisible : pour beaucoup de fidèles, en dépit du rappel constaât de la "saine doctrine", le saint est beaucoup plus qu'un intermédiaire, il est doté d'une puissance autonome qui le rend capable d'intervenir dans la vie des hommes.

Cette croyance s'applique notamment aux saints guérisseurs et aux pouvoirs particuliers qu'on leur attribue dans telle ou telle maladie. Cette spécialisation peut s'expliquer par une circonstance de leur vie ou de leur mort. Saint Laurent, martyrisé sur un gril, guérit les brûlures ; sainte Apolline, à qui le bourreau a arraché les

Les saints-guérisseurs se comptaient sans doute par centaines. Saints universellement priés, comme Apolline, Antoine ou Fiacre ; ou saints "régionaux", comme le bienheureux Thomas Hélie, que l'on invoquait dans sa Normandie natale par ces vers :



Le bienheureux Thomas Hélie

Scrofuleux, hydropiques
Sourds-muets et goutteux,
Manchots, paralytiques
Aveugles et boiteux,
Célébrez à jamais
De Thomas les bienfaits !



La plus puissante des médiatrices : la Vierge
[Ici, statue de Notre-Dame de Liesse, couverte d'ex-voto, à St-Wandrille (Seine-Maritime)]

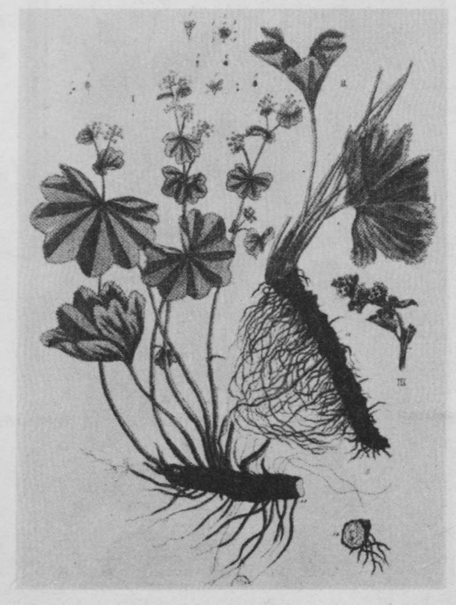
dents, guérit les maux de dents ; saint Vincent, éventré sans paraître en souffrir, les maux d'entrailles ; sainte Odile, née aveugle, les maux d'yeux ; saint Blaise, qui délivra un enfant d'une arête de poisson, les maux de gorge ; sainte Agathe, qui eut les seins coupés, le tarissement du lait. Saint Sébastien et saint Roch sont les grands saints invoqués en temps de peste (la dernière épidémie est celle de Provence en 1720), le premier parce que les blessures de flèche lors de son martyre rappellent les bubons pesteux, le second parce qu'il fut guéri miraculeusement du terrible mal. La spécialisation peut s'expliquer aussi par un jeu de mots sur le nom. Saint Quentin ou Quintin est invoqué pour les quintes de coqueluche ; saint Méen ou Main, pour la gale des mains ; saint Cloud, pour les clous et anthrax ; saint Eutrope ou Ytrope, pour l'hydropisie ; saint Clair et sainte Claire, pour les affections de l'œil ; saint Aureil, en Quercy, et saint Aurélien, pour les maux d'oreilles. Le curé de Sennely en Sologne, vers 1700, dénonce en ces termes ce qu'il appelle les "superstitions" de ses paroissiens : "lorsqu'ils souffrent quelques douleurs, ils implorent d'abord saint Sulpice qu'ils appellent saint Supplice, pour avoir du soulagement du supplice qu'ils endurent ; saint Maur, quand ils ont des malades en langueur ou en grande agonie, pour les faire vivre ou mourir plus tôt ; sainte Perpétue, pour avoir du lait aux nourrices qui sont taries ; saint Corneille, lorsqu'ils sont hâves, noirs et défigurés, par rapport à la corneille qui est un oiseau sec, maigre et tout noir".

Cette croyance se double souvent de la conviction que le saint qui guérit une maladie est aussi celui qui l'a provoquée. C'est pourquoi un certain nombre de maux sont communément désignés par le nom d'un saint. Le mal ou feu Saint Antoine, c'est l'ergotisme provoqué par l'absorption de farine à base de seigle ergoté ; le mal Saint Claude, la méningite ; le mal Saint Eutrope, l'hydropisie ; le mal Saint Fiacre, les hémorroïdes ou la gale ; le mal Saint Gilles, les terreurs nocturnes des enfants ; la danse de Saint Guy, la chorée (1) ; le mal Saint Hubert, la rage ; le mal Saint Jean, l'épilepsie ou haut mal ; le mal ou gril Saint Laurent, le zona (1) ; le mal Saint Marcoul, les écrouelles (1) ; le mal Saint Mathurin, la folie ; le mal Saint Maur, la goutte ; le mal Saint Méen, la gale. Ces dénominations sont répandues dans toute la France, mais il en existe d'autres propres à certaines régions. En effet, la spécialité d'un même saint peut varier selon les lieux, et certains saints invoqués dans une province sont totalement inconnus dans une autre.

Il en est de même pour les plantes médicinales sortant des noms de saints dans le langage populaire. Le plus souvent, la plante est ainsi dénommée parce que ses vertus thérapeutiques s'appliquent à la maladie dont le saint est le spécialiste. Ainsi, l'herbe de Saint Antoine désigne des plantes diverses selon les régions (épilobe, ellébore, renoncule, tussilage, etc), mais toutes utilisées contre l'ergotisme ; l'herbe de Sainte Apolline, ou herbe aux dents, c'est la jusquiame noire, très active contre les douleurs dentaires ; les herbes de Saint Laurent sont des plantes utilisées contre les brûlures, notamment le bugle et la menthe pouliot. Parfois, la dénomination s'explique par le fait que la plante fleurit ou doit être cueillie à l'époque de la fête du saint. L'herbe de Saint Christophe, ou actée, employée contre les névralgies faciales, est en fleur vers le 24 juillet. Les multiples herbes de Saint Jean doivent leurs vertus curatives au fait d'être cueillies la nuit du 24 juin ; ainsi l'armoise, le millepertuis, la verveine. Enfin, de même que la Vierge est la plus puissante des médiatrices, invoquée dans toutes les maladies, de même de nombreuses plantes portent son nom. Ainsi les "gants de la Vierge" qui désignent, selon les lieux, la digitale, l'ancolie, l'aconit ou la campanule ; le "manteau de Notre-Dame", l'alchémille ; le "sceau de Notre-Dame" ; le tamier, dit aussi "herbe aux femmes battues", car elle est souveraine contre les ecchymoses.

Cette multiplicité de saints guérisseurs "spécialistes", la Vierge faisant office de "généraliste", pose au malade ou à sa famille la question préalable de savoir à quel saint se vouer. Si l'on est dans le doute sur la nature du mal qui est en cause et par conséquent sur l'identité du médiateur à implorer, il reste la ressource de se faire "tirer les saints", c'est-à-dire se faire indiquer le saint correspondant à la maladie. L'une des pratiques les plus courantes consiste pour la "tireuse de saints" — car c'est le plus souvent une femme — à déposer successivement à la surface d'un baquet d'eau des morceaux d'étoffe en nommant chaque fois un saint thérapeute : le morceau qui coule le plus vite désigne le bon saint. Au 18e siècle, en Limousin, selon le témoignage d'un conseiller au présidial de Limoges, "on met un brin de paille dans un verre plein d'eau, que l'on tourne ; la paille étant arrêtée, on regarde la direction de son petit bout ; cette direction indique la paroisse d'où vient le mal", en d'autres termes le lieu de pélerinage adéquat. De telles pratiques relevant de la magie ne peuvent que paraître suspectes aux yeux du clergé. C'est ainsi que l'évêque de Grenoble, visitant en 1683 la paroisse dauphinoise d'Allemont, exige l'abolition "des superstitions qui y règnent, notamment celle du vœu au saint dont la chandelle est plus brûlée". Il fait allusion à une teéhnique, observée encore dans tout le Centre de la France à la fin du 19e siècle, qui con-

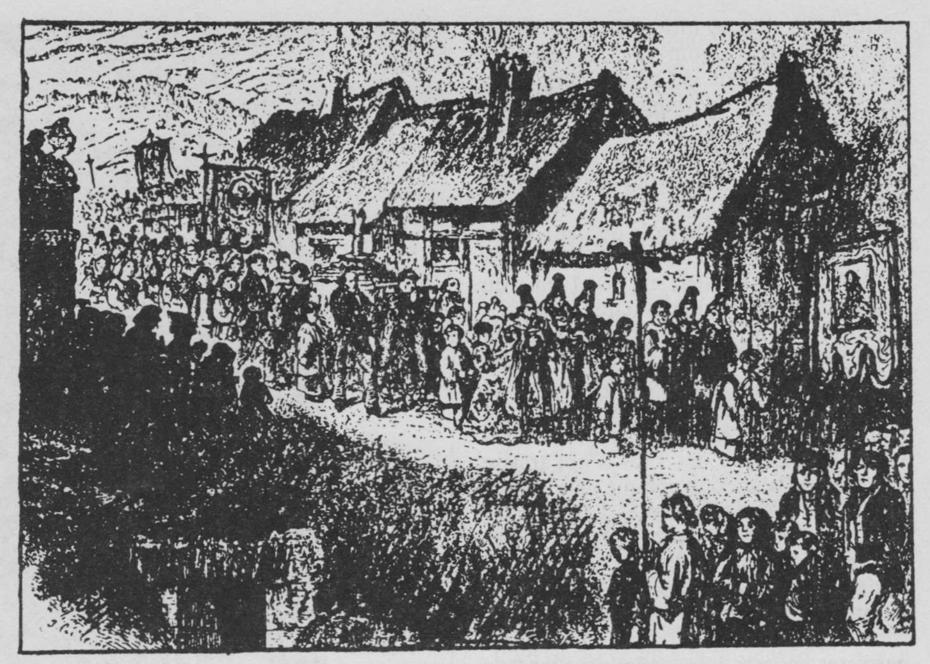
L'Alchémille : "manteau de Notre-Dame"



(1) La chorée : affection neurologique dont le principal symptôme consiste en mouvements brusques et involontaires ; Zona : affection dermatologique avec sensation de brûlures ; écrouelles : ganglions tuberculeux fistulés du cou.

Un pélerinage vers 1830

Dans Jacquou le Croquant, **Eugène Le Roy évoque un pélerinage à la chapelle de Saint-Rémy d'Auriac, près de Montignac, en Dordogne. La scène se passe vers 1830 : "Pendant que nous étions à caqueter, la procession arriva. En tête, comme de bon juste, le marguillier portant la croix, petit homme brun, qui avait l'air pas mal farceur, et se réjouissait d'avance, ça se voyait dans ses yeux pétillants, de ce que cette journée allait lui rapporter. Ensuite, sur deux files, les pélerins les plus dévots, qui sortaient d'ouïr une messe à la paroisse, et venaient encore à celle de Saint-Rémy, bien plus estimée ce jour-là (...). Tous ces hommes, leur grand chapeau noir à larges bords à la main, marchaient lentement dans la pierraille poussiéreuse avec leurs lourds souliers, sous un soleil brûlant qui leur faisait cligner les yeux. Les femmes, leur chapelet d'une main, et portant de l'autre un petit cierge dont la flamme se voyait à peine sous ce soleil aveuglant, suivaient à petits pas en remuant les lèvres. Parmi les gens sains, on voyait des boîteux traînant avec une béquille une jambe attaquée du mal de Saint Antoine, ou érysipèle ; d'autres qui avaient un bras en écharpe, plié dans des linges tout blancs pour la circonstance ; et d'autres encore qui avaient attrapé un effort, comme en témoignait leur culotte soulevée par une grosseur à l'aine. Entre tous ces visages brûlés par les fenaisons et les métives, il y avait des figures malades, jaunes, terreuses, qui sentaient la fièvre et la misère. Quelques uns à demi aveugles, un bandeau sur les yeux, étaient menés par la main. Tout ce monde venait demander la guérison au bon saint Rémy : ceux-ci avaient des douleurs, ou du mal donné par les jeteurs de sorts, ou des humeurs froides ; ceux-là tombaient du haut mal, ou se grattaient, rongés par le mal Sainte Marie, autrement dit la gale, assez commune en ce temps (...). Derrière les deux longues files de pélerins, venaient les curés, chantant des litanies".**



Le pélerinage de Saint Ernier ou (Ernée), dans l'Orne

siste à mettre aux quatre coins du lit du malade quatre cierges auxquels on attribue le nom d'un saint : le premier cierge à s'éteindre fournit la réponse.

Son poids de cire en cas de guérison

Le saint étant ainsi désigné, il reste à s'adresser à lui. On peut le faire du fond de son lit, en faisant le vœu de se rendre, en cas de guérison, en pélerinage d'actions de grâce au lieu le plus proche où il est vénéré. Mieux encore, on se rend soi-même à ce sanctuaire. Chaque petite région naturelle, chaque "pays" de l'ancienne France a ainsi ses pélerinages locaux, susceptibles de répondre à toutes les demandes. Mais il existe aussi de grands pélerinages thérapeutiques dont le rayonnement dépasse de beaucoup les limites du diocèse et qui attirent de partout les fidèles. C'est le cas notamment des grands sanctuaires mariaux de Chartres, de Saumur, du Puy, de Rocamadour, mais aussi de ceux du Mont-Saint-Michel, de Saint-Méen, de Sainte-Anne d'Auray, de Saint-Fiacre-en-Brie, de la Sainte-Baume, etc.

Ces pélerinages sont souvent très anciens et ont retrouvé une vigueur nouvelle au 17[e] siècle après la crise des guerres de religion. D'autres sont de création toute récente. Il en est ainsi d'Auray, en Bretagne, depuis la découverte, en 1625, d'une statue de sainte Anne par le laboureur Nicolazic. Le schéma de ces *"inventions"* est toujours le même : découverte (2) d'une statue dans un tronc d'arbre, sous terre ou auprès d'une fontaine, par une bergère ou un paysan ; afflux des premiers fidèles ; premières manifestations miraculeuses ; réticences des autorités ecclésiastiques qui cèdent bientôt, après enquête, à l'enthousiasme populaire. Qu'il soit fait par le malade, s'il en est capable, ou par l'un de ses proches, ou par une personne que l'on paie à cet effet, le pélerinage est toujours une démarche qui implique effort et confiance. Le "voyage" — comme on l'appelle dans la plupart des provinces — signifie d'abord une marche plus ou moins longue, d'une ou plusieurs journées, parfois davantage, faite quelquefois à jeun, voire pieds nus. Il peut être dangereux, notamment si l'insécurité règne dans la région, comme c'est souvent le cas dans la première moitié du 17[e] siècle. Il est toujours coûteux, en particulier si l'on recourt à un intermédiaire. S'il s'agit d'un petit pélerinage rural, le lieu même est le plus souvent un endroit isolé, soit une fontaine ou une source que le saint a fait jaillir de son vivant, soit une grotte, au sommet d'une colline, dans laquelle il a vécu et est mort, soit un arbre dans lequel sa statue a été miraculeusement trouvée. Une chapelle construite à proximité sacralise le lieu et sa prise en charge par les autorités ecclésiastiques. Mais l'eau, la grotte, l'arbre, éléments des vieux cultes païens concrétisent les pouvoirs miraculeux du saint. Dans les pélerinages urbains, une statue ou une relique conservée sur place joue le même rôle.

Une fois arrivé, le malade ou son représentant doit s'astreindre à un rituel précis, si pénible soit-il : immersion ou ablution partielle dans la fontaine, vénération et toucher de la statue ou de la relique. Si le voyage est fait par tiers, celui-ci trempe dans l'eau ou pose sur la statue une étoffe qui sera, au retour, placée sur le corps du patient. A cet élément central, s'ajoutent diverses prières et pratiques : processionner trois ou neuf fois autour du sanctuaire, réciter une neuvaine (prière particulière au saint neuf jours de suite), se faire "dire des évangiles", moyennant finances. Dans cette dernière pratique, un prêtre ayant au cou une étole dont l'une des extrémités est placée sur la tête du fidèle, récite le début de l'évangile de Saint Jean ou celui qu'on lit lors de la fête du saint dont on implore l'intercession. Dans son *Traité des superstitions* (1679), le curée Jean-Baptiste Thiers déclare à ce propos qu' "il faut s'en tenir à l'autorité de l'Eglise qui approuve cet usage". Mais il dénonce, aussitôt après, les abus qui l'accompagnent trop souvent : certains prêtres "les disent sans attention, à la hâte et comme en courant, afin d'en dire un plus grand nombre et de gagner davantage, ce qui ne se pratique que trop souvent dans les églises et les chapelles où il y a grand concours de peuple". Il dénonce

Une prière populaire à Saint Fiacre

Un livret de la Bibliothèque bleue de Troyes, intitulé *Vie de Saint Fiacre, confesseur, patron de Brie.* Avec des avertissements aux pélerins, **Troyes, Veuve Oudot, 1717, contient cette oraison au saint, spécialiste des flux de sang, de la gale, de la gravelle et de divers autres maux :**

Par toi soient guéris langoureux,
Pleins de vices, de chancres visqueux,
De rompure et de la gravelle
Et de maladie mortelle,
Pourpreux pleins de pourritures,
De broches, de clous et d'ordures,
Qui dedans le corps humain entre
De flux de sang, de cours de ventre,
Dont Médecin ne peut guérir,
Doux saint veuille m'en secourir.
Je te prie dévotement
M'impétrer la gloire éternelle*
Et au corps corporellement
Me donner la santé corporelle.

* Obtenir

(2) Terme technique d'archéologie.

surtout les "superstitions" dont beaucoup de pélerins entourent cette pratique, par exemple "ceux qui pour guérir de la gale se font dire un évangile de Saint Fiacre en tenant à leur main une chandelle éteinte, dans la pensée que si elle était allumée, la gale s'allumerait et s'échaufferait davantage". De même, certains s'imaginent que seuls trois ou neuf évangiles successifs sont susceptibles d'avoir un effet : "Si on leur en disait plus ou moins, ils ne guériraient jamais". L'Eglise a donc les plus grandes peines à contrôler ce culte populaire des saints. Cette façon de s'adresser à eux relève autant de la magie que de la religion. Le risque est grand, en tous cas, que l'observance scrupuleuse des rites n'apparaisse aux yeux de beaucoup comme plus important que la prière elle-même. Il va de soi que le meilleur moment pour faire le pélerinage est le jour de la fête du saint. Il devient alors une extraordinaire manifestation de piété collective à laquelle participent des foules considérables, souvent des paroisses entières regroupées derrière leur curé. De tels rassemblements ne vont évidemment pas sans "désordres et indécences", en dépit de l'étroite surveillance des autorités ecclésiastiques, très méfiantes à l'égard de ces grandes manifestations de défoulement, mêlant piété et fête profane.



De riches ex-voto : la Bravade, à Saint-Tropez

Les rois thaumaturges

Dans un ouvrage publié en 1924, *Les rois thaumaturges.* Etude sur le caractère surnaturel attribué à la puissance royale particulièrement en France et en Angleterre, **Marc Bloch a étudié notamment le pouvoir attribué aux rois de France de guérir les écrouelles par simple toucher. Voici ce qu'il écrit à propos de cette pratique au 17e siècle : "Dans la monarchie française du 17e siècle, le toucher des écrouelles a définitivement pris rang parmi les pompes solennelles dont s'entoure la splendeur du souverain. Louis XIII et Louis XIV y procèdent régulièrement aux grandes fêtes, Pâques, Pentecôte, Noël ou Jour de l'An, parfois la Chandeleur, la Trinité, l'Assomption, la Toussaint (...). La scène se passe dans des lieux différents, selon les nécessités du moment ; à Paris, d'ordinaire dans la grande galerie du Louvre, ou plus rarement dans une salle basse du même palais, ailleurs dans des salles ou des cours de châteaux, des parcs, des cloîtres ou des églises. Comme il vient beaucoup de monde, la cérémonie est fatigante, surtout par les chaleurs et pour un roi-enfant, tel que Louis XIII au début de son règne ; mais le souverain, sauf s'il est sérieusement indisposé, ne saurait se soustraire à ce devoir de sa charge ; il se sacrifie à la santé de ses sujets (...). C'est que le don thaumaturgique n'a rien perdu de son antique popularité ; nous avons quelques chiffres pour Louis XIII et, d'ordinaire avec moins de précision, pour Louis XIV ; ils sont pareils aux chiffres anciens : plusieurs centaines, parfois plus d'un millier par séance (...). Comme par le passé, c'était une foule cosmopolite dont les flots pressés venaient aux jours prescrits, encombrer les abords des palais royaux ; pas plus qu'autrefois, la réputation du miracle français ne s'arrêtait aux frontières du royaume (...). Quant aux visiteurs de marque, même luthériens, qui faisaient leur tour de Paris, on ne manquait pas de les mener au toucher ; c'était une des curiosités de la capitale, un spectacle qu'il fallait voir, entre une messe en musique et une séance solennelle de l'Académie des Inscriptions".**

La notoriété de chaque sanctuaire est fonction des miracles qu'on lui attribue. Les ex-voto qui ornent les murs sont là pour témoigner des grâces obtenues. Le témoignage de reconnaissance peut consister aussi en l'offrande d'un cierge. A Saint-Omer, au 17e siècle, les malades, avant de faire leurs dévotions à Notre Dame des Miracles, se font peser pour pouvoir offrir à la Vierge leurs poids en cire en cas de guérison. A l'inverse, les malades dont les prières ne sont pas exaucées se retournent parfois vers le saint récalcitrant. En Basse-Bretagne, on fouette la statue du saint ou on la plonge dans l'eau pour punir celui-ci de se montrer sourd aux prières. Le pélerin ayant strictement accompli les rites exigés, le saint doit l'exaucer, sinon il y a rupture de contrat (!).

"Que ce soit Dieu ou le diable"...

Les procès verbaux d'enquêtes épiscopales, les livrets de pélerinages, les exvoto montrent que l'on a attribué de nombreuses guérisons à des miracles. Il convient de replacer la notion de guérison miraculeuse dans la mentalité de la plupart des hommes et des femmes du 17e ou du 18e siècle. Etre soulagé de façon soudaine ou débarrassé d'une infirmité à la suite d'une neuvaine ou du toucher de la statue d'un saint n'apparaît guère plus étrange que si cela était survenu après la prière conjuratoire d'un leveur de sorts, voire même après l'absorption du remède prescrit par le guérisseur ou par le médecin. L'apparition et le déroulement de la maladie sont presque toujours mystérieux ; son issue l'est plus encore, quel que soit le moyen employé. La limite entre guérison naturelle et guérison surnaturelle est extrêmement floue. Le malade qui se tourne vers le saint guérisseur ne rompt pas avec la médecine. C'est pour lui l'ultime recours, puisque les précédents se sont révélés vains. Voici par exemple, selon le témoignage de son père, l'itinéraire du jeune Jean Dache, fils d'un forgeron d'Armentières. A l'âge de 13 ans, en 1661, il est devenu complètement paralysé. "L'enfant est demeuré en cet état pitoyable depuis les fêtes de Pâques de l'an 1661 jusques à la Saint-Jean dernière de l'an 1663. Pendant ce temps, le père a cherché tous les remèdes naturels possibles, tant par les docteurs et médecins de cette ville que ceux de Lille, Cambrai et Ypres, mais tous inutilement. La plupart et presque tous lui ont assuré qu'ils ne pouvaient apporter aucun remède à un tel mal et qu'il devait renoncer à en chercher s'il ne voulait pas se ruiner. Et comme il se vit hors de tout espoir de recouvrer guérison par des remèdes naturels, maître Jean Follet, demeurant en la paroisse de Capinghem, faisant profession de guérir plusieurs sortes de mala-

dies, lui conseilla de faire exorciser son enfant, sous prétexte que ç'aurait été par maléfice. Ce que le déposant a fait, en faisant porter son enfant à Lille aux Pères Minimes, mais cela resta sans effet". L'enfant décide alors de se faire porter devant l'image miraculeuse de Jésus flagellé, dite de Gembloux, qui se trouve chez les sœurs grises d'Armentières. Il y commence une neuvaine, et au neuvième jour, il retourne chez lui "sans bâton, ni aucune assistance".

Les guérisons miraculeuses dûment authentifiées par les autorités ecclésiastiques, très nombreuses dans la première moitié du 17e siècle, diminuent dans le siècle et demi qui suit. Cela signifie que la plupart des évêques, de plus en plus réticents devant la propension des fidèles à crier au miracle, établissent des critères sévères pour la reconnaissance de telle guérison. Cette attitude est à replacer dans le courant de méfiance généralisée à l'égard du mysticisme qui caractérise l'épiscopat à partir de la fin du 17e siècle. Mais elle témoigne aussi d'une volonté de surveiller étroitement les pélerinages et de recentrer toute la vie religieuse, non sur ces manifestations exceptionnelles et suspectes, mais sur la pratique régulière, dans le cadre paroissial, sous le contrôle du curé.

Cette diminution des "miracles enregistrés" ne veut pas dire que le nombre des malades qui se sont estimés guéris grâce à l'intervention de la Vierge ou d'un saint, ait été moins important qu'au siècle précédent.

Un exemple précis permet d'approcher de plus près les réalités des sanctuaires miraculeux. A Sainte-Anne d'Auray, près de Vannes, les registres tenus par les Carmes qui occupent le sanctuaire, permettent d'étudier l'évolution du nombre des miracles depuis 1625, (date de la découverte de la statue de la sainte) jusqu'en 1684. On constate un fléchissement net après 1650, puisque l'on passe d'une moyenne de plus de 30 miracles par an avant 1650, à moins de 10 après 1670. Sur les 1267 déclarations de miracles, 1169 concernent des Bretons, dont un peu plus du quart sont originaires de Vannes où est situé Auray. Il s'agit donc d'un grand pélerinage régional dont le rayonnement ne dépasse que de peu les limites de la province. Les miraculés se répartissent ainsi : les deux tiers sont des ruraux, un tiers des urbains ; 59 % sont de sexe masculin, 38 % de sexe féminin (3 % indéterminés) ; 3 % appartiennent au clergé, 9 % à la noblesse, 30 % à la bourgeoisie, 58 % aux classes populaires. Ces derniers chiffres montrent que si toutes les classes sociales sont représentées, les membres du clergé, de la noblesse (1,5 % de la population) et de la bourgeoisie sont proportionnellement plus nombreux que les gens du peuple qui constituaient environ 90 % de la population. Aller en pélerinage implorer un saint guérisseur n'est donc pas, tant s'en faut, une pratique exclusivement populaire et dédaignée par l'élite. Quant aux catégories des miracles, ils prouvent la variété des faveurs obtenues par l'intercession de Sainte Anne. Sur les 557 "miracles" survenus de 1634 à 1646, 323 concernent des malades guéris : 54 sont des paralytiques, 24 des aveugles, 23 des épileptiques et névropathes, 19 des muets, 15 des dysenteriques, 14 des varioleux, 9 des pestiférés ; 40 sont atteints de "fièvres", 30 de "maladies". Ainsi Sainte Anne se révèle une guérisseuse aussi polyvalente que sa fille la vierge Marie.

La démarche qui, aux 17e et 18e siècles, conduit un malade ou un membre de sa famille vers la Vierge, Sainte Anne ou tel autre saint, est inséparable de celle qui peut, dans le même temps, le conduire vers le leveur de sort. En effet, la maladie est réputée être, dans certains cas, la conséquence d'un maléfice jeté par un sorcier. La seule ressource est alors de recourir à un désensorceleur, qui peut être le sorcier lui-même. Le rapprochement avec le saint est ici évident : dans les deux cas, on s'adresse à celui que l'on considère comme l'auteur du mal donc le plus apte à le guérir, même s'il n'est qu'un intermédiaire de Dieu ou du diable. Convaincus de l'origine surnaturelle de la maladie, éprouvant trop souvent l'impuissance de la médecine, les hommes et les femmes de ce temps se tournent tout naturellement vers des pouvoirs miraculeux. Comment reprocher à des malades de tout faire pour se débarrasser de leur maladie ? Comme l'écrit le curé Thiers, dans son **Traité des superstitions :** "Il n'y a rien qu'ils ne fassent pour en être guéris ; que ce soit Dieu ou le Diable qui les en délivre c'est de quoi ils se mettent peu en peine, pourvu qu'ils en soient délivrés".

François LEBRUN □

Sainte Pataude et Sainte Tricolore

"La forêt de Taillay renferme plusieurs tombes modernes parmi lesquelles la plus réputée est celle dite : "La tombe à la fille...".

Marie Martin, vivant sous la Révolution, était originaire de Tresbœuf (Ile-et-Vilaine). D'après les uns, elle aurait indiqué aux gardes nationaux de Bain ou aux bleus, le refuge d'une bande de royalistes. Ceux-ci, surpris, auraient été massacrés. Alors, les chouans, pour venger la mort de leurs compagnons, se seraient emparé de Marie Martin et, après l'avoir maltraitée, l'auraient tuée sur place. D'après les autres, étant en service dans une ferme des environs de Tresbœuf et restée seule au logis de ses maîtres, elle n'aurait pas voulu indiquer la retraite de ceux-ci. Les chouans l'auraient alors contrainte à les suivre et seraient venus se réfugier dans la forêt. Devant son refus, ils la martyrisèrent. Trois jours après, un de la bande, repassant là, la trouva encore vivante, la tua et l'enterra.

A la tête ont été plantées deux croix et aux chênes voisins sont clouées de petites niches en bois contenant des statuettes. L'une de ces niches, vides, sert de dépôt aux offrandes pécuniaires, ainsi qu'un trou profond de 50 cm creusé au pied de la tombe. Avant la guerre de 1914, une femme venait là les dimanches et jours de pélerinages et empochait les offrandes.

On vient en pélerinage à la tombe de toutes les communes avoisinantes, surtout à la Saint Jean d'été et les lundis de Pâques et de Pentecôte. "Sainte Pataude", c'est ainsi que les paysans appellent la fille qui est enterrée là, accorderait toutes les grâces qui lui sont demandées. Les mères y amènent leurs jeunes enfants pour qu'ils marchent de bonne heure. Elles font faire trois fois le tour de la tombe à l'enfant en l'obligeant à faire des pas normaux".

(Abbé CENTREAU — 4 juillet 1950)

Perrine Dugué appartient à une famille de petits paysans habitant le village de Thorigné (Manche) dont l'attachement à la Révolution est connu de tous. Le 22 mars 1796, elle se rend à la foire de Sainte Suzanne. A mi-chemin, trois chouans lui reprochent d'aller renseigner ses deux frères incorporés dans les "Compagnies Franches" chargées de pourchasser "les contre-révolutionnaires". Ils l'abattent. Le 25, elle est inhumée dans un champ. Bientôt le bruit court que vient de mourir une "Sainte Républicaine". On l'a même vue "monter au ciel avec des ailes tricolores". De l'Orne, de la Sarthe et du Maine-et-Loire des pélerins viennent lui implorer la guérison. Début 1797, une chapelle lui est dédiée mais le culte de la "Sainte Tricolore" s'éteint à la fin de la même année. Par manque de résultats tangibles ?

Pour en savoir plus

Sur les pélerinages, l'article "Pélerinage" d'Alphonse Dupront, dans l'Encyclopaedia Universalis.

Sur les miracles, Henri Platelle, **Les chrétiens face au miracle. Lille au XVIIe siècle,** Paris, 1968,

Sur Sainte-Anne d'Auray, Stéphanie Janssen-Peigné, "Les miracles de Sainte Anne d'Auray", dans l'ouvrage de Jean Delumeau, **Un chemin d'histoire. Chrétienté et christianisation,** Paris, 1981.

Pour situer le phénomène des saints guérisseurs et des pélerinages dans l'ensemble des recours thérapeutiques aux XVIIe et XVIIIe siècles, on pourra se reporter à François Lebrun, Se soigner autrefois, Paris, Temps Actuels, 1983. (Cf bon de commande "Librairie de Gavroche").



Le mot... de la fin est pour Saint Etienne : guérisseur de la coqueluche, on l'invoquait aussi pour une "bonne mort"...

Nous avons déjà publié...
sur la médecine et la santé

— Malades et médecins aux 17-18e siècles (*L.P.F.* n° 1) 5 F ;
— Médecins et remèdes populaires au 18e siècle (*L.P.F.* n° 2) 5 F ;
— Quand les Gaulois prenaient les eaux (*Gavroche* n° 3) 16 F ;
— L'accouchement au 18e siècle (*Gavroche* n° 3) 16 F.



Paysage minier (Lens)

1963 : 35 JOURS DE GRÈVE DANS LES HOUILLÈRES *(du Nord et du Pas-de-Calais)*

1945 : La bataille du charbon pour reconstruire la France. *"Mineurs, retroussez vos manches" !.* 1963 : L'or noir chasse le charbon. On ferme les puits l'un après l'autre. *"Mineurs, nous n'avons plus besoin de vous...".* Toute une région se mobilise pour sa survie.

Un an à peine après la fin de la guerre d'Algérie, 1963 est l'année de "la grève des mineurs", soutenus par une grande majorité des travailleurs français.

Le secteur nationalisé depuis la Libération est secoué par des revendications salariales. D'une part, la hausse des prix, d'environ 25 % depuis 1958, s'est fortement aggravée, en particulier les prix des légumes, de la viande, du fait d'un hiver particulièrement long et rigoureux en 1962-1963. Les salariés s'inquiètent de cette inflation et, plus généralement de la politique économique et sociale du gouvernement Pompidou.

En effet, l'augmentation annuelle du niveau de vie est considérée comme un "droit acquis". Et si, dans le secteur privé, l'essor économique a permis d'absorber des hausses de salaires importantes, dans le secteur public et nationalisé, "l'Etat patron" a limité l'augmentation des rémunérations. Dans ce secteur public, il existe d'importantes disparités. Au début de l'année 1963, un malaise existe parmi les cheminots, les électriciens, les gaziers... Là-dessus, viennent se greffer des problèmes spécifiques aux mineurs. Déjà pendant l'hiver 1961-1962, les mineurs de Decazeville (Aveyron) avaient mené une grève très dure contre la fermeture de certains puits.

"Les mineurs ne peuvent plus attendre" (Syndicat Force Ouvrière)

Le travail dans la mine est particulièrement pénible et difficile et le nombre de mineurs victimes de la silicose est important : 45 500 en France, dont 33 700 dans le bassin du Nord/Pas-de-Calais. Alors que l'espérance de vie de chaque Français est de soixante-sept ans, celle du mineur ne dépasse pas 55 ans en cas de silicose.

De plus, l'évolution des rémunérations des mineurs a été bien moins rapide que celle des autres catégories de salaires industriels. Ceux-ci ont augmenté de 156 par rapport au niveau du 3e trimestre 1957, et de 140 seulement pour les salaires des mineurs, soit un retard de 16 %.

En 1962, les premiers augmentent de 9,45 %, les seconds de 6,5 %.

Il faut reconnaître que le niveau de vie des familles de mineurs est très insuffisant, malgré les divers avantages complétant la rémunération : logement, charbon... "Les avantages des mineurs ? — Ecoutez, intervient un conducteur de haveuse. J'ai 17 ans de fond. Oui, je suis logé par les houillères avec ma femme et mes deux enfants. Mais dans un baraquement que je dois bricoler moi-même car il tombe en ruine"... D'autres expliquent : "Quant au charbon, celui que l'on nous donne, n'est pas vendable (par les Charbonnages), mais on nous fait quand même payer les taxes et le transport".

En effet, tous avantages compris (logement et chauffage évalués à 92 F par mois), un mineur marié avec deux enfants, travailleur du fond, gagne en moyenne de 665 à 1 080 F mensuellement. Cela justifie un mécontentement grandissant. Les mineurs réclament une revalorisation du régime des retraites, une semaine de 40 heures payées 48 heures en raison de l'insalubrité et de la difficulté de leur métier, une 4e semaine de congés payés... Ainsi, M. Kula, chargeur au puits, responsable d'une équipe de 11 personnes, a perçu un salaire brut de 263 F, pour la dernière quinzaine ; Edouard Cuvelier, marié, un enfant, employé en surface, a reçu 216 F ; Victor Favero est bowetteur, (il creuse des galeries dans le rocher) père de 6 enfants, a reçu 591 F, dont 300 F d'allocations familiales.

Au début de l'année 1963, on apprend que les 40 000 mineurs italiens viennent d'obtenir une augmentation de 12 % et qu'en Allemagne, les mineurs gagnent 30 % de plus qu'en France. Quant à M. Jacques Thibault, président de la Chambre syndicale des mines de fer de France, il indique que les salaires, dans les mines de fer, sont de 40 % supérieurs à ceux des Charbonnages, alors qu'aux termes du statut du mineur, ils devraient leur être inférieurs de 6 %.

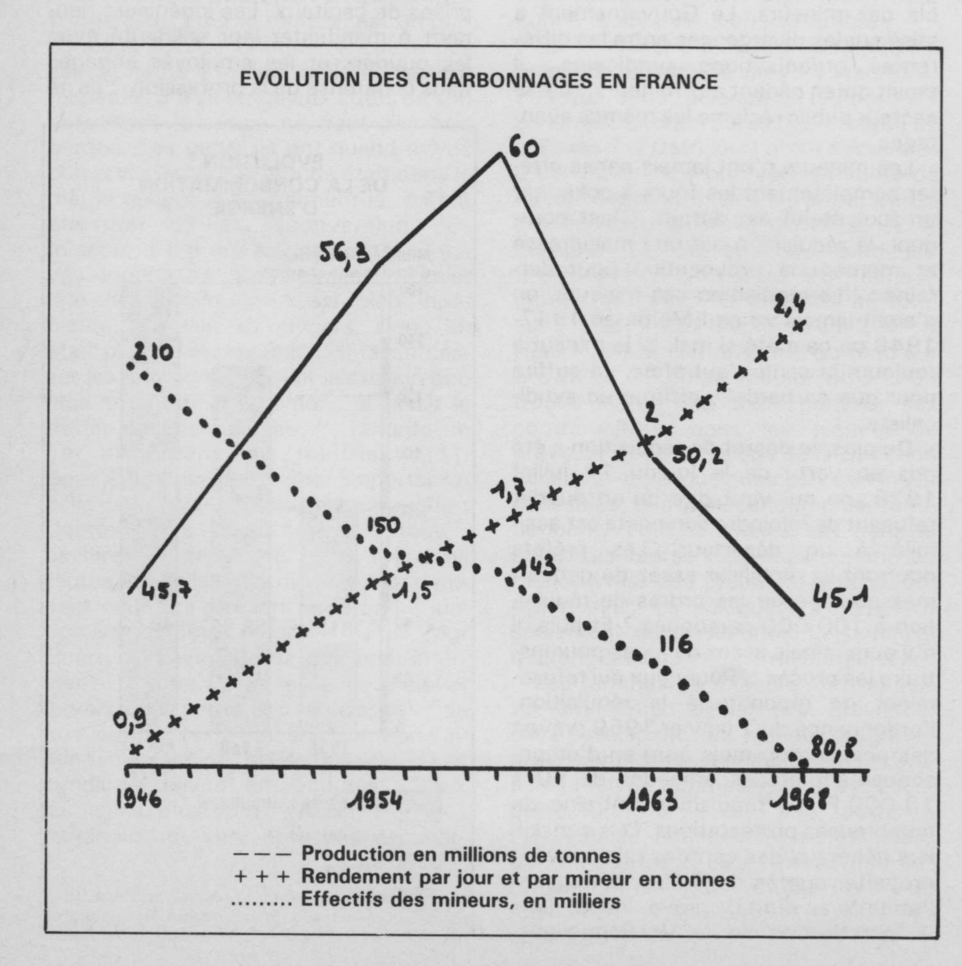
La question des salaires se double d'un problème préoccupant : celui de la place des Charbonnages de France dans l'expansion économique nationale et au sein de la Communauté économique européenne. D'une part, les accords de la C.E.C.A. (Traité créant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ratifié en décembre 1951) prévoient une diminution de la production charbonnière européenne. Un plan d'adaptation des Charbonnages a été établi en 1960, prévoyant une réduction de la production, ce qui crée un climat de désarroi dans la mine : ''On a tous l'impression de faire un métier qui coûte cher à la nation, à tout le monde, et un métier qui est devenu inutile'', disent les mineurs. Le régime gaulliste a choisi de sacrifier le charbon aux frais d'extraction élevés, au profit du pétrole bon marché où de gros intérêts sont engagés. D'autre part, les experts estiment que le bassin du Nord/Pas-de-Calais produira au mieux 15 millions de tonnes de charbon dans les années 1970, au lieu de 27 millions de tonnes en 1962. Compte tenu des progrès attendus de la productivité, cela signifie que dans le bassin, la moitié environ des 72 000 mineurs de fond seront licenciés...



1945 : ces affiches invitent les mineurs à prendre part à la ''Bataille du charbon''.

De plus, les Charbonnages sont en déficit, en particulier en raison de la lourdeur des charges sociales qui atteignent 103 % du salaire dans le Nord/Pas-de-Calais. Les causes principales étant l'âge de la retraite (55 ans), les maladies professionnelles. Et, surtout, la sécurité sociale minière n'étant pas intégrée au régime général de la Sécurité sociale, il ne peut y avoir de prise en charge de son déficit par les excédents des autres régimes.

A la Libération, ''la bataille de la production'' avait mis à l'honneur le charbon, seule source d'énergie disponible, et on avait demandé aux mineurs de gros sacrifices. 18 ans plus tard, on les ''remerciait'' d'une manière bien curieuse...



Le Père-Noël est passé, mais pas chez les mineurs

Au 1er janvier 1963, les mineurs doivent recevoir une augmentation salariale de 2,25 % et des négociations doivent s'ouvrir pour fixer l'évolution des salaires de l'année charbonnière, (avril 1963 - avril 1964).

Le gouvernement Pompidou propose d'ouvrir la discussion sur les salaires le 1er mars, en vue d'aboutir le 1er avril. C'est bien tardif, estiment les mineurs et, à partir du 16 janvier, une action limitée à la grève du rendement est organisée pour ne pas priver les foyers de charbon. Ils tiennent ainsi à soutenir les négociations et ils menacent de faire une grève totale à partir du 1er février s'ils n'obtiennent pas satisfaction.

Le 31 janvier, le ministère de l'Industrie annonce que les négociations sont avancées au 15 février. En consé-

LA C.E.C.A.

Le Traité de Paris, instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, signé le 18 avril 1951, n'a pas été accueilli en France de façon unanime :

— Le M.R.P. (Chrétiens-Démocrates) soutient l'idée européenne depuis sa création : l'Europe est le meilleur moyen pour relever le niveau de vie, créer des liens de solidarité et établir la paix.

— La S.F.I.O. (socialistes) estime que l'attitude européenne est la seule solution pour résoudre le problème allemand. Il faut intégrer l'Allemagne dans un monde plus large.

En revanche,

— pour le R.P.F. (Gaullistes), la C.E.C.A. est une atteinte à l'indépendance nationale, puisque des règles fixées au niveau européen vont s'appliquer en France.

— pour le P.C.F., la C.E.C.A. est dictée par l'impérialisme américain, en vue de préparer une agression antisoviétique...

quence, la C.G.T. et la C.F.T.C. et F.O. suspendent la grève prévue pour le 1er février. Des militants éprouvent beaucoup d'amertume : "Un 1er février qui fut effectivement un 1er avril pour les travailleurs de la mine !", affirme le syndicat F.O.. Pourquoi ? Renoncer à la grève est une "manœuvre syndicale". Cette action ne pouvant être qu'impopulaire à une saison où le combustible est nécessaire. D'autre part, la C.G.T. négocie son entrée dans les organismes de la C.E.C.A., où ses dirigeants souhaitent maintenant siéger, après avoir critiqué sévèrement le traité pendant 10 ans, estimant qu'il ouvrait le marché à la concurrence allemande. Lors de la réunion avec la direction des Charbonnages, le gouvernement propose une augmentation de 5,77 %. Les syndicats considèrent ces propositions "très insuffisantes" et estiment que le retard par rapport aux autres salaires est d'au moins 11 %. Unanimement, ils refusent de signer un accord sur ces bases : "On chicane quelques francs d'augmentation, alors que 1 000 mineurs sont morts de la silicose en 1962 et que 30 000 mineurs sont atteints de la maladie !", s'exclame un journaliste de *Nord-Matin.*

Le 16 février, les maires du Pas-de-Calais, en majorité socialistes et communistes, réunis en assemblée générale à Béthune, votent une motion de soutien aux mineurs. Le 18 février, la C.G.T. lance un ordre de grève de 48 heures pour les 1er et 2 mars, tandis que F.O. et la C.F.T.C. réservent leur réponse. Le lendemain, le groupe socialiste de l'Assemblée nationale (66 députés sur 482) se déclare "solidaire de la lutte des mineurs". Le syndicat des Ingénieurs des Houillères (C.G.C.) vote une motion demandant la définition et la mise en œuvre d'une politique énergétique à long terme et la revalorisation du métier de mineur. Le 20 février, la C.F.T.C. et F.O. lancent un ordre de grève illimitée à partir du 1er mars : "Au pouvoir, nous avons laissé le temps de réflexion. Qu'il prenne maintenant ses responsabilités. Les mineurs ont fait suffisamment de sacrifices. Pendant ce terrible hiver, ils ont une fois de plus fait la preuve de leur courage et de leur esprit de solidarité. Il est temps maintenant de leur rendre justice. D'ailleurs, ils ne peuvent plus attendre", affirme Cortot, secrétaire national F.O.

Soumis ou déserteur ?

Cependant, les syndicats sont assez pessimistes sur d'éventuelles négociations et on parle même de réquisition, pratique gouvernementale qui paraît être de tradition chaque fois qu'un mouvement d'envergure est envisagé dans le secteur nationalisé. Les plaintes des mineurs se font entendre de toutes parts : "Qui pourrait dire le nombre de fois où on nous a parlé de solidarité nationale ? Chaque fois qu'on le leur a demandé, les mineurs ont répondu. Mais chaque fois pour constater que nous n'étions pas payés de retour. La solidarité nationale, elle ne nous est vraiment acquise que les jours où des cercueils s'alignent côte à côte sur un carreau du puits", dit un mineur de la commune d'Avion (Pas-de-Calais).

Les positions syndicales vont se durcir lorsque le ministre de l'Industrie, Michel Maurice Bokanowski, n'accepte de recevoir les délégations, le 27 février, que quelques minutes, à 19h30. Et, le 28 février, le gouvernement prend les décrets de réquisition avec effet au 1er mars pour le personnel des cokeries et au 4 mars pour l'ensemble des mineurs. Le Gouvernement a misé sur les divergences entre les différentes organisations syndicales : il craint qu'en cédant aux mineurs, tout le secteur public réclame les mêmes avantages.

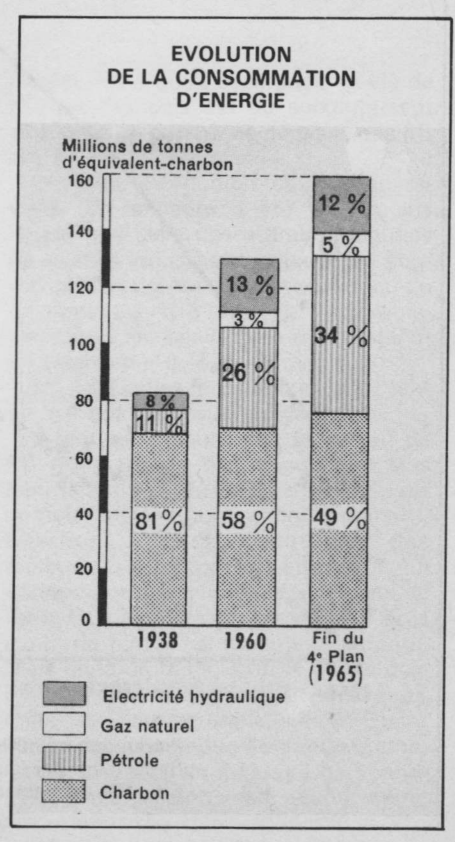
Les mineurs n'ont jamais pensé arrêter complètement les fours à coke, car un four éteint est détruit. C'est pourquoi, la réquisition est une maladresse et même une provocation pour certains : "La réquisition des mineurs, on n'avait jamais vu ça ! Même en 1947-1948 où ça a été si mal. Si le mineur a toujours le sang d'autrefois, ça suffira pour que ça barde", affirme un syndicaliste.

De plus, le décret de réquisition a été pris en vertu de la loi du 11 juillet 1938, ce qui veut dire qu'un ouvrier refusant de rejoindre son poste est assimilé à un déserteur. Les préfets pourront-ils mobiliser assez de gendarmes pour porter les ordres de réquisition à 100 000 personnes ? Et puis, il n'y aura jamais assez de juges pour instruire les procès... Pour ceux qui refuseraient de répondre à la réquisition, l'ordonnance du 7 janvier 1959 prévoit des peines d'un mois à un an d'emprisonnement et des amendes de 60 à 18 000 F. La réquisition entraîne de nombreuses protestations. Des conseillers généraux des cantons miniers vont protester auprès du Préfet, dénonçant l'atteinte au droit de grève, inscrit dans la constitution de la Ve République.

C'est alors que la C.G.T., abandonnant son mot d'ordre de grève de 48 heures, rejoint les autres syndicats dans un front uni. Des motions de soutien affluent alors du monde entier.

Mineurs, ingénieurs, évêques même combat !

Fait unique dans les annales de la mine, le 1er mars, une grande partie des ingénieurs manifestent en masse leur solidarité avec les mineurs ! Sur la proposition de Pointurier, délégué des Ingénieurs au Conseil d'administration des Houillères, ils décident de verser deux journées de leur traitement aux organisations syndicales ouvrières. Ils estiment "anormal" que l'entreprise se trouve dans l'impossibilité de rémunérer correctement son personnel "dont les salaires délibérément freinés accusent maintenant un retard d'environ dix pour cent par rapport aux salaires de l'industrie depuis 1958. Ils affirment qu'il est profondément injuste que les mineurs. soient frustrés de leur part dans l'augmentation du revenu national, alors que l'on se plait à reconnaître leurs performances dans des conditions de travail particulièrement pénibles"... Ils proclament le bien-fondé des mouvements en cours et demandent aux pouvoirs publics de régler dans les plus brefs délais, en accord avec les organisations syndicales, les problèmes en suspens et notamment ceux "posés par le scandale de la répartition des charges nationales (dites "sociales") qui se fait au détriment des entreprises de main d'œuvre et au profit des entreprises de capitaux. Les ingénieurs tiennent à manifester leur solidarité avec les ouvriers et les employés engagés dans la défense de la profession. "Ils ne





Le "briquet" : à l'origine nom des tartines elles-mêmes, l'expression servit ensuite à désigner la pause casse-croûte.

feront pas pression sur le personnel malgré la réquisition et ne participeront pas, de leur propre chef, à des prises de sanctions". En pratique, un problème risque tout de même de se poser : la réquisition oblige non seulement à être présent, mais aussi à travailler normalement. Or, la constatation des fautes incombe aux cadres et les obligations découlant de la réquisition s'imposent aussi aux ingénieurs.

Cette déclaration renforce la détermination des mineurs. "Plus personne maintenant ne doute de son bon droit... L'ingénieur, pour le mineur, est un personnage parfois critiqué, à cause des sanctions qu'il inflige, mais également respecté. S'il se range aux côtés de son personnel, la cause ne peut pas être perdue. Les gens, ils ont quand même compris que tout le monde était dans la même galère. A ce moment-là, il était question de la reconversion des mineurs, il y a des sièges arrêtés, il y a des ingénieurs qui devraient trouver une place ailleurs. Aussi bien ingénieurs, maîtrise qu'ouvriers. Donc on était plus ou moins unis... Il fallait cesser les punitions. Il fallait laisser un peu plus de liberté à l'ouvrier... Il fallait le traiter en être humain...", raconte un porion (agent de maîtrise) (1). Deuxième prise de position importante, celle de l'évêque d'Arras, Mgr Huyghe : "cette grève nous concerne tous", déclare-t-il, dans une lettre lue dans toutes les églises du diocèse, condamnant ceux qui refusent de "rendre justice aux hommes en grève". Puis, Mgr Guerry, archevêque de Cambrai, intervient : "Nous avons le devoir d'élever la voix pour éviter le pire et appeler de nos vœux pressants une solution raisonnable, rapide et de justice... Les syndicats doivent être écoutés". Deux semaines plus tard, l'Assemblée des cardinaux et des archevêques marquera son accord avec les évêques qui ont exprimé publiquement la position de la hiérarchie ecclésiastique.

(1) Propos de Tadek Chudzinski, rapportés dans *"Paroles et mémoires du bassin houiller du Nord/Pas-de-Calais, 1914-1980"*, C.N.D.P., Lille.

"Charlot, des sous !"

L'épreuve de force va durer 35 jours pour les 104 285 ouvriers et ouvrières et les 8 319 agents de maîtrise. Jusqu'au dernier moment, des tentatives sont faites par les syndicalistes auprès des pouvoirs publics et, le 28 février, Georges Pompidou, recevant une délégation des ingénieurs, leur donne rendez-vous en septembre !

Le 1er mars, à 5 heures du matin, les premiers piquets de grève s'installent. Philippe Menu, délégué de la Fosse 21 d'Harnes, Léonce Sénéchal, délégué de la Fosse 7 d'Ostricourt n'ont aucun mal à convaincre les premiers arrivants de ne pas descendre dans les puits. Dès le premier jour, la grève est massive. A Oignies, 21 présents au fond sur 2 800 et 6 employés sur 98 ; dans le groupe de Lens, 79 présents au fond sur 5 106 et 132 employés sur 290 ; à Hénin-Liétard, 28 présents au fond sur 5 653 et 27 employés sur 300... On trouve même des chefs porions, des contremaîtres, dans les piquets de grève. A Douai, au siège de la Direction générale, seuls quelques services indispensables, tels la mécanographie, fonctionnent. Tout le monde est dans le coup. Les cadres supérieurs comme les manœuvres. Les premiers, en collaboration avec les délégués, s'inquiètent seulement de la sécurité. Le principal est fait, des soutènements remplacés...

Les femmes de mineurs vont apporter un soutien décisif aux grévistes. Elles participent aux piquets de grève, organisent des manifestations. Une délégation de femmes se rend à la sous-préfecture, à Lens, une autre à l'Assemblée nationale et au ministère de l'Industrie... Le gouvernement refuse tout dialogue, tant que l'ordre de réquisition n'est pas effectivement appliqué.

Les dockers, par solidarité, refusent de décharger les navires charbonniers à Calais, Boulogne, Nice, Nantes, au Havre, à Sète... Les cheminots adoptent rapidement une attitude identique.

Les élus locaux, de façon quasi-unanime, soutiennent les grévistes. Dès le samedi 2 mars, le comité U.N.R., gaulliste, de Beuvrages exprime le souhait que "le gouvernement du Général de Gaulle reconsidère sa position vis-à-vis des mineurs et qu'il tienne compte du rôle joué par ces derniers durant le dur hiver que nous venons de traverser"... La plupart des maires refusent d'afficher l'ordre de réquisition. Les élus sont en tête de toutes les grandes manifestations qui ponctuent ces longues semaines de grève : à Douai, Hénin-Liétard, Lens etc. Mais, ils ne sont pas seuls : des étudiants, des cheminots, des "métallos", des enseignants ... suivent les mineurs, au cri de "Charlot, des sous", "Pas d'sous, pas d'carbon", accompagnés des trompettes et des cors de la fanfare d'Avion, secondés par la *"Prolétarienne"* d'Hénin-Liétard et la fanfare de Liévin. Toute la région entre dans la lutte. Dès le 4 mars, des débrayages sont enregistrés dans presque toutes les entreprises et les administrations. Dans de nombreuses villes du Nord/Pas-de-Calais, les commerçants ont même fermé leur boutique pendant une demi-heure, en signe de solidarité. Un comité est créé : il comprend des représentants des syndicats de mineurs, un maire désigné par ses collègues des communes minières du Pas-de-Calais, un maire pour le département du Nord et un représentant des commerçants de la région. Ce comité va recueillir et distribuer les fonds qu'il pourra récolter.

"Tous les jours plus pauvres, mais tous les jours plus résolus"

En temps normal, les installations du bassin dévorent 15 à 18 000 tonnes quotidiennement. Les cokeries sont rapidement obligées de réduire leurs émissions de gaz, et les complexes chimiques qui en dépendent directement doivent donc diminuer leur production. En fait, le Gouvernement semble espérer le pourrissement de la grève, mais les arrêts de travail s'étendent à d'autres régions et d'autres professions : mines de potasse, mines de fer en Lorraine, E.D.F., gaz de Lacq...

Le 8 mars, partent les derniers trains et les dernières péniches de charbon. Les Houillères ne livreront plus rien. Les usines de produits chimiques "Grande Paroisse" et "Finalens" sont paralysées. A Kuhlman-Courrières, la production d'ammoniaque est stoppée. A la veille des labours de printemps, les Houillères ne sont pas sûres de pouvoir livrer toute leur clientèle paysanne en engrais azotés. Des menaces pèsent aussi sur l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing. Les stocks s'épuisent rapi-



"Pas d'sous, pas d'carbon !". Manifestation de mineurs en 1963.

dement et quelques ateliers de teinturerie industrielle, gros consommateurs de charbon, sont contraints de fermer, bientôt suivis de la verrerie de Wingles. L'alimentation en gaz des usines du Nord est arrêtée le 22 mars. Les compteurs industriels sont coupés et plombés. Pour les particuliers, la pression est seulement réduite, mais les usagers s'organisent et sortent les installations de camping. Le reste de l'industrie française fonctionne au jour le jour. De toute façon, pour les syndicats, le gouvernement, en décidant de baisser le gaz, veut retourner l'opinion contre les mineurs, mais les grévistes se sentent forts grâce au soutien de la population. "Nous tiendrons et mangerons de la betterave s'il le faut".

Pour Léon Delfosse, secrétaire général des mineurs C.G.T., "tout le monde est d'accord pour dire que le métier de mineur est le plus dur des métiers. De nombreuses catégories professionnelles bénéficient désormais de 4 semaines de congé. Celles-ci viennent d'être accordées à 750 000 métallos, et on persiste à les refuser aux mineurs !". Le délégué Philippe Menu est aussi sévère pour les pouvoirs publics : "De l'argent, il est facile d'en trouver quand il ne s'agit pas de nous. Le Président de la République ne vient-il pas d'offrir 75 milliards au Mexique ?" — (En fait, il ne s'agit naturellement pas d'un don, mais de crédits à charge d'acheter des produits français...).

Fait peu habituel dans les négociations, tous les éléments techniques, pendant toute la durée de la grève, sont discutés et analysés jusqu'à la base : "Peut-être le sentiment de participer ainsi au débat explique-t-il le calme à peu près absolu qui n'a cessé de régner pendant les 34 jours de grève". En fait, la télévision et les transistors facilitent la liaison entre les dirigeants syndicaux et leurs troupes. Les mineurs rentrent chez eux écouter les nouvelles, au lieu de se réunir, comme pour les grèves précédentes, au siège des syndicats. Des députés M.R.P. (démocrates-chrétiens), socialistes, communistes demandent, en vain, la réunion du Parlement en session extraordinaire. Des grèves de soutien sont organisées par les personnels de la navigation aérienne, le Syndicat national des journalistes, les P.T.T., le Syndicat du Livre, les industries chimiques, la métallurgie... Le Centre des jeunes patrons demande la reprise du dialogue. Le M.R.P. réclame un statut européen des mineurs. Le seul à rester silencieux est le président de la République. Il ne prononcera une allocution radiotélévisée, le 19 avril 1963, qu'au moment où la grève sera terminée.

Les motions et les dons affluent de toutes parts. Dans la région, les commerçants font crédit aux grévistes et parfois diminuent même leurs prix. "On ne travaille pas, alors on peut moins manger", disent ironiquement les mineurs. Le principal souci est causé par les enfants. C'est à eux que l'on réserve le lait et le beurre que permettent de se procurer allocations familiales et secours. Certaines communes fournissent gratuitement un repas et un goûter quotidiens aux enfants. Les premiers fonds sont distribués aux mineurs le 26 mars. Il y a de longues files d'attente devant les bureaux improvisés où les opérations se déroulent. A Harnes, c'est le dancing qui est transformé en service de paye ; à Lens, le café *La belle femme...* Des employés des Houillères, entraînés à établir et servir les salaires, ont accepté de procéder bénévolement à la distribution : "Un à un les ouvriers ou leurs épouses passent devant les tables. Chacun présente la feuille de paie sur laquelle est indiquée le nombre de journées de travail. Dans presque tous les cas, elle est vierge. Le responsable lit le nom, le numéro matricule de la lampe et la somme qui doit être versée : Jean Lambin (n° 5402) 30 F ; Henri Lorthoir (n° 6202) 30 F ; Louis Thietard (n° 4036) 30 F". A Lens, dans la salle des mariages, c'est le percepteur et sa fille qui distribuent les fonds provenant des subventions votées par la municipalité et le Conseil général un secours d'extrême urgence de 20 F par personne. Dans d'autres communes, une aide est versée sous forme de bons alimentaires ou de colis de vivres.

Il se manifeste "une sorte de souhait diffus d'en finir"

Dès la 1ère semaine de grève, les ingénieurs des Houillères ont fait une "tentative d'hommes de bonne volonté" auprès de Georges Pompidou en évoquant, en particulier, la possibilité de rechercher une personnalité neutre qui éclairerait le gouvernement sur le problème. Peut-être cette idée est-elle à l'origine du Comité des Sages, créé par le Conseil des ministres du 13 mars. En tout cas, c'est l'aveu pour le gouvernement de son impuissance. Le comité, chargé d'établir un rapport comparatif sur les salaires dans les entreprises nationalisées, est présidé par Pierre Massé, commissaire général au Plan, et composé de François Bloch-Lainé, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, et Pierre Masselin, conseiller maître à la Cour des comptes. Grâce à ce comité, le dialogue reprend. Les "Sages" remettent leur rapport au Général de Gaulle le 23 mars.

Ils font un certain nombre d'observations et de suggestions pour éviter que des problèmes aussi ardus ne se reproduisent. Il faut, écrivent-ils, organiser une "magistrature consultative", équipe peu nombreuse mais de qualité, qui permette au gouvernement d'apprécier en permanence l'évolution des salaires. Il faut une meilleure définition des responsabilités des dirigeants d'entreprises nationales, car les syndicats ont l'impression de discuter avec des "potiches". L'opinion publique a montré qu'elle trouve inacceptable qu'un travailleur exerçant un métier pénible et dangereux soit défavorisé par rapport aux autres travailleurs. Une progression minimum des salaires doit être organisée dans le secteur public. Enfin, le comité détaille le calcul des disparités de salaires entre les mineurs et les travailleurs du secteur privé. Il constate que le retard est de 7,4 %. Il faut encore des discussions et des concessions de part et d'autre pour qu'un accord puisse enfin être signé le 3 avril entre les syndicalistes et les Charbonnages de France. Outre un échelonnement d'augmentations de salaires, et l'assurance d'un examen annuel de la situation au mois de septembre, les mineurs percevront, dès la reprise du travail, une allocation forfaitaire de 20 F et une avance de 80 F. Ils obtiennent 4 semaines de congés payés et une table ronde doit se réunir "dans les meilleurs délais" pour étudier l'avenir de la profession.

Le 4 avril, les syndicats donnent l'ordre de la reprise du travail, mais la base ne l'accepte pas de façon unanime. Des réunions houleuses ont lieu ; des manifestations spontanées se produisent... Ce mouvement est le fait de mineurs qui reprochent surtout aux responsables de ne pas avoir été consultés par référendum. Un meeting, organisé à Lens, permet aux dirigeants syndicaux de mieux informer les "irréductibles" et, dans l'après-midi, 65 % des "Gueules noires" rejoignent leurs fosses res-

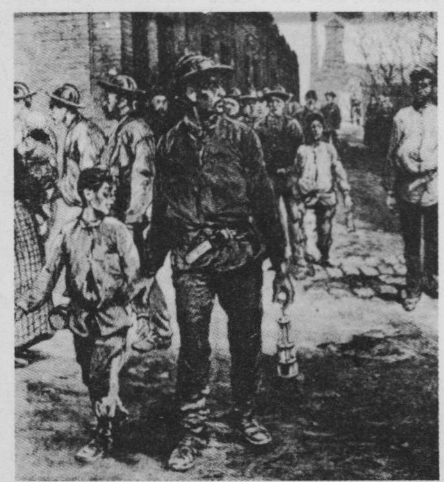
pectives. Dans certains puits, il y a plus de 100 % de présents : 113 % à Auchel-Bruay, 105 % à Douai... ! Cet excès de personnel est dû au fait que les Houillères ont des effectifs gonflés en fonction d'un absentéisme assez régulier ! Or, le jour de la reprise, tout le monde est là pour s'informer et toucher les primes... En fait, la baisse de la production (1/10e du total) obligera les entreprises utilisatrices à trouver des solutions de rechange, et aboutira à la recoàversion de certaines usines vers l'utilisation d'autres sources d'énergie.

Quant aux pertes de salaires, elles ne seront pas totalement compensées par le produit des collectes. Le gouvernement redoute surtout la contagion du rattrapage des salaires entre les différentes catégories des employés de l'Etat. Au moment où les tensions sur les prix semblent diminuer, cela ne va-t-il accélérer les effets contraires ? C'est pourquoi, il lui apparaît nécessaire d'établir des ''contrats de progrès'' entre les syndicats et les pouvoirs publics, pour déterminer l'importance des relèvements de rémunérations compatibles avec le maintien de l'équilibre économique. Sur le plan budgétaire, la note à payer pour les Houillères sera de plus d'un milliard de francs. Elle sera couverte par une augmentation des subventions de l'Etat. Il faut ajouter à cela qu'en dehors du cadre régional, les forces politiques ont semblé absentes du débat. Cette grève fut d'autant plus fâcheuse pour les gaullistes qu'ils avaient proclamé que l'année 1963 serait une ''année sociale''.

Elle a des conséquences immédiates. Tout d'abord, la ''table ronde'' promise s'est réunie sous la présidence de Maurice Bokanowski, dès le 30 avril 1963, et un secrétariat général de l'énergie au ministère de l'Industrie, est créé le 15 mai. Ensuite, dès le mois de juillet, un projet de loi sur les conditions de grève dans le secteur public est voté, provoquant des remous. En fait, le texte se borne à imposer un préavis de cinq jours pour les grèves dans le secteur public. Au cours de l'été 1963, ces problèmes sociaux poussent le général de Gaulle à reprendre en main toute la politique économique. Il donne des consignes très strictes à ses ministres et, en particulier à celui des Finances, Valéry Giscard d'Estaing. Un plan de stabilisation, comprenant un blocage de prix et des restrictions de crédit, entre en vigueur en septembre 1963. Enfin, l'année suivante, des procédures pour régler les conflits dans le secteur public (procédure Toutée-Grégoire) sont mises en place : dispositif de constatation, de consultation et de répartition des améliorations de salaires dans les sociétés nationales. Mais, cela n'empêchera pas des grèves ultérieures.

Laurence THIBAULT □

Soixante-dix ans avant, pendant les événements tragiques de Fourmies.



Pour en savoir plus

— La presse nationale, régionale (**Nord Matin, Liberté, La Voix du Nord**) et syndicale : **L'ouvrier des mines** (FO).

— **Paroles et Mémoires du Bassin houiller du Nord/Pas-de-Calais — 1914-1980''**, C.N.D.P., Lille, 1981.

Nous avons déjà publié...

Sur les luttes ouvrières

- Un livre sur *''Luttes ouvrières'' du 16e au 20e siècle'',* Ed. Floréal (25 F)
- 1907 : Une grève à Flers (L.P.F. n° 1) 5 F
- Les séquestrations de cadres en 1968 (L.P.F. n° 2) 5 F.
- Les étudiants dans les usines 1968 (L.P.F. n° 2) 5 F.
- La grève générale de 1938 (L.P.F. n° 2) 5 F.
- Les décrets lois Laval de 1935 (L.P.F. n° 5) 6 F.
- 1825 : L'insurrection du Houlme (L.P.F. n° 6) 6 F.
- 1909 : La guerre des boutons (L.P.F. n° 9) 8 F
- Les grèves de 1917-18 (L.P.F. n° 10) 8 F
- La révolte des 2 sous en 1786, (Gavroche n° 2) 16 F.
- Les émeutes populaires de Gdansk 1970, (Gavroche n° 2) 16 F.
- La bataille de Homestead 1892, (Gavroche n° 4/5) 32 F.
- Autogestion en 1944-49 (Gavroche n° 6) 16 F.

(encore disponibles)

Sur les mineurs

- *1906 : Courrières. 1 100 morts - Crimes ou catastrophe ?*
  1 vol. 18x11, 160 pages,
  25 F, Editions Floréal.

Ce volume comprend : la vie des mineurs à la belle époque, le récit de la ''catastrophe'', le déroulement de la longue grève qui la suivit. Le témoignage inédit d'un des 14 rescapés nous plonge dans la fantastique odyssée de ces hommes que l'on croyait perdus

(encore disponible)

— 1869 : Une grève à Aubin (L.P.F. n° 4) 5 F.

— 1886 : La grève des mineurs de Decazeville (L.P.F. n° 10) 8 F.

— Les gueules noires du Calvados au 18e siècle (L.P.F. n° 9) 8 F.

BRIC A BRAC

POUR LIRE OU VOIR

- *Les travaux et les jours dans une ville gallo-romaine : Aquis Calidis (Vichy)*
  La vie quotidienne des habitants de Vichy il y a 2 000 ans en 24 diapos, 8 planches photos et 20 pages de dossier documentaire, 60 francs.
  C.L.D.P. de Vichy, allée des Ailes, 03200 VICHY.
- *Le Tour de France d'un compagnon menuisier audois au XIXe siècle :*
  L'aventure quotidienne d'un menuisier qui, à 18 ans, en 1857, commence son Tour de France avec la fière devise ''Ni s'asservir, ni se servir, mais servir''.
  C.D.D.P. de l'Aude, 56, avenue Dr Henri Gout, 11012 CARCASSONNE.
- *Deux villages sous l'Ancien Régime : Lambres et Courchelettes (Nord).*
  L'histoire sociale de 2 paroisses avant la Révolution. Une enquête remarquable menée par des historiens de 14-15 ans, 70 francs.
  Foyer Coopératif du Collège André Malraux, 59500 LAMBRES LES DOUAI.
- *Moulins et meuniers d'autrefois*
  Un dossier de documents qui évoquent la vie et la mise à mort de ces symboles de la vie.
  C.D.D.P. de l'Aisne.
- *Travail industriel et scolarisation des enfants au XIXe siècle (en Seine Saint-Denis).*
  L'enfer et l'espoir des enfants ouvriers de la future ceinture rouge.
  Archives départementales de Seine-Saint-Denis. Cité administrative, n° 2, bât. D, avenue Paul Vaillant Couturier, 93007 BOBIGNY.
- *De la salle d'asile à l'école maternelle*
  Comment on apprenait aux jeunes enfants à s'initier à la vie sociale. 85 pages et 18 gravures.
  C.D.D.P. du Doubs, BP 1153, 25003 BESANÇON Cedex.
- *La question scolaire à Givors 1789-1882*
  La vie quotidienne des enfants et de leurs maîtres avant l'instauration de la Communale.
  Cahiers du Souillat n° 4, Hôtel-de-Ville, 69700 GIVORS.
- *Le monde rural au 19e siècle. Outils et techniques.*
  Dans la région du Nord quand le changement fait ménage avec la tradition.
  C.R.D.P. du Nord. BP 199, 59018 LILLE CEDEX.
- *Haute Provence d'hier : la femme à la fontaine*
  Instruments, pratiques et vie des femmes autour d'un lieu de vie et de rencontre. 80 pages, très nombreuses photos. 30 francs. Les Alpes de lumière, rue Saunerie, 04870 SAINT-MICHEL L'OBSERVATOIRE.
- *Les massacres de Sétif et un entretien avec Charles Tillon.*
  L'évocation saisissante d'un des drames les plus atroces des événements d'Algérie.
  L'Estocade, n° 12, BP n° 102, 70002 VESOUL CEDEX.

POUR ECOUTER

- *''Lo Jai''* (Rev. 038)
  La musique des anciens ménétriers limousins remise à l'honneur.
  Revolum, 32, rue Pagès, 31200 TOULOUSE.
- *Chants d'Auvergne* 1er album
  Frederica Von Stade, le Royal Philharmonic orchestra sous la direction de Antonio de Almeida, font revivre les superbes mélodies populaires collationnées par Joseph Canteloube.
  C.B.S. 37 299, prix moyen : 72 francs.
- *Chants de marins des côtes de France* (vol. 1)
  Chants de travail, de joie, de protestations des marins dans une version qui sent le sel et la sueur (environ 120 francs).
  Le Chasse Marée, Abri du Marin, 29100 DOUARNENEZ.

TEMOIGNAGES

LE CHEMIN DES DAMES (1917)

L'auteur de ce témoignage est fils de paysans aisés de la région du Sud-Finistère ; il a pu poursuivre ses études jusqu'au brevet (niveau d'instruction élevé pour l'époque). Mobilisé le 1er août 1914, il reste, jusqu'en mars 1915, en dépôt à Brest. En avril 1915, il est versé au 33e colonial, stationné en Argonne. Du 30 septembre au 20 février 1916, il reste à l'arrière dans la région de Compiègne. Puis, jusqu'en septembre, son régiment est dans la région de Roye, en Picardie, où la "routine" de 8 jours en ligne sans attaque et 8 jours de repos occupe le temps. Il est ensuite transféré dans la Somme où il reste jusqu'à la mi-janvier 1917. Alors il se trouve sur "le Chemin des Dames".

"(...) Je passe le *1er janvier 1917* ici à Fontaine-Lavaganes. Nous reprenons la route et faisons un ou deux jours dans la commune de Baray qui appartient tout entière au comte de la Bédayère, 1 200 ou 1 300 hectares, où travaillaient une trentaine de prisonniers : ces derniers s'étaient mis en grève, ne trouvant pas la cuisine assez copieuse. Pour en venir à bout, 3 jours et 3 nuits dans le pigeonnier sans boire et sans manger. C'est que les Allemands lui avaient pris 30 chevaux et 30 paires de bœufs en 1914.

De là nous nous acheminons vers l'Aisne en passant par un pays appelé Verberie. Nous cantonnons dans un pays dont j'ai oublié le nom, traversons Ailly sur l'Aisne, Beaurieux, pour arriver aux grottes de Vassoguets où nous allons nous mettre au boulot pour préparer l'attaque du Chemin des Dames.

Donc nous voilà à pied d'œuvre, montant en première ligne, revenant du repos aux grottes, éclairées à l'électricité. Je n'en ai jamais vu la fin, on arrachait des pierres qui se sciaient pour différents travaux. C'est là, dans la boue, que nous avions reçu des sacs de belle toile blanche, soi-disant pour se coucher dans les premières lignes. Que pensez-vous de cela ? C'était en plein hiver de 1917 que nous étions là. Quand nous n'étions pas en première ligne, le travail consistait à élargir les boyaux pour le transport des munitions, vivres et l'évacuation des blessés. Nous ne faisions pas large dans une journée, il gelait à pierre fendre. Mais quand le dégel arriva ce que nous avions pioché s'écroula dans la tranchée et nous pataugions dans la boue jusqu'aux genoux et par endroit plus haut.

Enfin la fameuse journée arrivée : le 16 avril, à l'heure H qui était 6h30. Nous avions reçu chacun 2 litres de pinard et 1 litre de gnole, au départ, de quoi nous abrutir. Notre chargement consistait en vivres pour 3 jours et le matériel de la mitrailleuse : au bas mot cela faisait un chargement de 50 kilos. Avec tout ça sur le râble, nous n'étions pas fauchés !

Nous prenons le départ le soir du 15 pour se rendre au point de départ au matin du 16. Le chef de section Laouénan se mit à genoux sur le parapet à 6h20 et demanda une goutte de gnole à qui voulait lui en donner, à 6h25 une autre goutte et 6h29 une 3e goutte, et à l'heure H tout le monde suivit le sergent qui marchait avec une dizaine de mètres d'avance, les bras grands ouverts et regardant de temps à autre si toute la section le suivait. Les balles et obus sifflaient au-dessus de nos têtes recourbées.



(Dessin de Ricardo Florès)

Quelques centaines de mètres franchis, nous faisons une petite halte et nous reprenons la marche en avant. Une descente se présente, balayée par une mitrailleuse allemande. D'un élan, tant que nos jambes pouvaient donner, nous descendons la côte : au devant de nous, un mamelon salutaire nous sauva. Beaucoup étaient à flanc de coteau, fauchés par la mitrailleuse. Là nous restâmes un bon moment, tenus en respect par la fameuse mitrailleuse. Nous devons faire appel au 155 court pour démolir le blockhaus où se trouvait cette dernière, avant de reprendre la marche en avant. On appelait cet endroit "le trou d'enfer" dans la vallée Farlon.

Le tireur de la pièce, un gars de l'Aveyron resta, lui, assis sur sa mitrailleuse : c'était le premier tué de la section depuis le départ. Donc, débarrassés de la mitrailleuse, nous continuons notre marche sur la ferme d'Heurtelise, située sur le fameux Chemin des Dames. Sur ce chemin je n'ai vu une seule dame mais par contre des Frigolins, les mains pleines de grenades, avec des fusils. Nous faisons des prisonniers en grand nombre : ils avaient le sourire. Nous descendons la forêt en bas, où se trouvait la rivière Ailette, notre avance extrême. Nous restons là 1 ou 2 heures quand l'ordre arriva de regagner Heurtelise où nous arrivons vers 5 heures du soir.

Un quart d'heure après notre arrivée, un obus de 105 sur un pan de mur de la ferme : le capitaine Verly qui commandait la compagnie tomba sur mes galoches, c'est le cas de le dire, un éclat dans la tête qui lui avait rivé le casque au crâne, et 2 poilus tués net. Un moment après encore des prisonniers font irruption d'une sape insoupçonnée de nous. Je fis le pansement du capitaine avec l'aide de son ordon-



Cet article est illustré avec les dessins (et quelques publicités..) extraits du "Rire rouge". On verra que pour satirique qu'il se voulût, ce journal n'y allait pas avec le dos de la cuiller en matière de propagande !

nance nommé Tuloup du recrutement de Rennes. A onze heures du soir, le capitaine était toujours dans une sape où nous l'avions déposé. Le sergent demande un volontaire pour aller au poste de secours quérir un brancard et des brancardiers : je me proposai.

C'était pas le filon : il faisait noir comme dans un tunnel, avec un crachin mêlé de pluie et de neige. A force de tâtonnements, j'arrivai au vieux moulin dans la vallée Farlon où se trouvait le poste de secours. Il y avait là un jeune major, 2 infirmiers et 4 prisonniers. On me donna un brancard, 4 prisonniers et un infirmier pour prendre le capitaine. Arrivé à la ferme avec mon équipe, je ne trouvais pas la sape où était le "pitaine" quand un des Frigolins me fit signe de le suivre et il découvrit la fameuse sape. Au plus vite, ils empoignent le capitaine et de toute leur vitesse ils refont la route du poste de secours. Il faut coire qu'ils n'avaient nul envie de retourner dans leurs lignes, autrement ils auraient pu nous descendre tous les deux et rejoindre leurs camarades.

Sur ce, dans la nuit du 19 au 20 avril, nous fûmes relevés par les zouaves. En descendant, je rencontrai un zouave blessé, la jambe fracturée, roulant une cigarette, disant que cette cigarette fumée, s'il n'était relevé, il se tirait un coup de fusil dans le crâne.

On descend à Beaurieux où je rencontrai p'tit Louis Naour de Ruveil, à Rosporden, qui montait avec le 116e de ligne, qui m'annonce que certaines unités avaient abandonné les lignes. Nous passons à Oeilly-sur-l'Aisne où les civils après le roulement qu'ils avaient entendu ne croyaient plus à un survivant. Nous arrivons à Fisme où nous faisons un peu de toilette et embarquons cette fois en chemin de fer pour s'échouer dans la vallée de la Moselle, loin de tout bruit de la canonnade". (...)

Après l'échec sanglant du Chemin des Dames, le régiment "prend un repos" à Badonviller (Meurthe et Moselle) puis est dirigé sur Verdun où il combat à la cote 304.

"C'était l'endroit à ne pas rester tirer des plans sur la comète. Quelques temps après notre arrivée, alors que le général était au cabinet un obus de 210 creva le plafond de l'Etat-Major, tuant et blessant tous les galonnés qui s'y trouvaient !".

De janvier à mai 1918, après un repos dans la Meuse, son régiment combat dans la région de Château-Thierry — Epernay où il participe à la "seconde bataille de la Marne". A partir de juillet 1918, c'est l'offensive alliée.

(...) "Je reçois un télégramme : frère mourant à Quimper. Venu en permission, il est hospitalisé à Quimper. Ma permission de détente arrive à quelques jours près, j'accumule celle du frère en même temps et obtient ainsi 3 + 7. C'était les premiers jours d'octobre 1918, déjà le bruit de paix circule en arrière, aussi je tire sur la ficelle pour rentrer le plus tard possible.

Je retrouve ma section dans une sape près de Douaumont, le 7 novembre. Le 8 au matin arrive l'agent de liaison :

— Allons les gars ! Une douloureuse nouvelle, sac au dos à 9h !

On grimpe le parapet au pied de Vaux. Je l'avais rudement sec, et il y avait de quoi. Donc à 9h, nous sortons de la tranchée : pas un coup de fusil nous arrête, nous marchons jusqu'à une position d'artillerie abandonnée par les Allemands où nous restâmes jusqu'à 10h le soir. Ordre du commandant Capdevielle :

— Regagnez votre tranchée de départ et fourrez-vous dans une sape quelconque, je ne veux pas qu'il y ait un seul blessé ni tué : demain à 11h, c'est l'armistice.

Quelle joyeuse et gaie nouvelle ! Réellement on y croyait à peine. En effet, le matin j'allais au jus à la roulotte qui était à 1 km environ des lignes : double ration de gnole, deux quarts au lieu d'un seul et à onze moins une minute le dernier obus partit de Verdun. Sur notre droite, la mitrailleuse américaine ne s'arrête qu'à 11h tapant. C'était une attaque de leur part ou tiraient-ils de la tranchée pour fêter l'armistice ?

La nuit arrivée, nous allumons un feu de joie. Nous étions dans un bois et ce dernier ne faisait pas défaut. Vers minuit nous descendons au pied du fort de Vaux, ordre du commandant. Nous montons nos tentes individuelles et allumons un feu au milieu. Vers les 1h des voix d'hommes dans les fils de fer, on se demandait :

— Halte ou je fais feu ! cria la sentinelle.

C'était des Français auxquels les Allemands avaient donné quartier libre depuis 11h.

Nous restâmes là jusqu'au 14 novembre : au matin nous reprenons la marche en avant, suivant les Allemands à trois étapes d'intervalle. Nous traversons la frontière lorraine recouvrée à Vic-Moyenvic et cantonnons à Sarrelouis. Nous suivons la vallée de Mahé, nous cantonnons chez l'habitant dont certains nous faisaient un assez bon accueil, d'autres nous regardaient d'un sale œil, mais les jeunes filles souriaient et nous leur rendions aussi le nôtre.

Après 20 jours de marche, nous arrivons à Oppenheim sur le Rhin, en amont de Mayence où nous restâmes jusqu'aux premiers jours de janvier 1919. Ensuite nous prenons le bateau pour descendre le Rhin jusqu'à St Goarhausen, où nous débarquons pour gagner nos têtes de pont à l'intérieur qui nous étaient assignées (...).

Le 33e colonial fut disloqué les premiers jours de mars 1919 et retourna à Bordeaux. Seuls les libérables dont je faisais partie furent dirigés sur leur lieu de démobilisation : Quimper. St-Corentin pour bibi, où j'arrivai au terme de ma campagne 1914-1919. Heureux comme un poisson dans l'eau, j'arrivai au village de Kerambrunen où je retrouvai ma pauvre mère et ma sœur Hélène sourde-muette, enfin toute la famille, à part mon père qui étai décédé le 14 avril 1915".

Dire que j'arrivais à la maison sans blessure, sans un jour de maladie. Presqu'incroyable, je me demande, comment j'ai pu passé à travers mailles et mailles dans la boue et la vase ?

(Récit rédigé entre 1960 et 1963, de mémoire Envoyé par le petit-fils, Hervé Le Gall)



— Kamarad, kamarad! pas kapout!
— Ben, mon vieux, comme pas d'parade, c'est réussi.
Dessin de Emm. HUARD.

Le "repos du guerrier" ?



NOTES DE LECTURES

• *Printemps aux tranchées.* **Notes de campagne de Joseph Astier (1916). Editeur Elie Bellier ; 152 p., 32 photos. 80 F, port compris. Commande à adresser à Roland Chabert, 36, rue Claude Farrere, B.KA, 69800 Saint-Priest.**

• **Une collection de petites brochures sur 14-18 en Languedoc,** *Mémoires de soldats,* **environ 40 pages chacune :**

2. *Ils m'appelaient tout le temps camarades.*
3. *Nous étions ennemis sans savoir pourquoi ni comment*
4. *Tranchées de France et d'Orient.*
5. *Plus d'espoir, il faut mourir ici.*

A commander à F.A.O.L., 22, rue Antoine Marty, BP 24, 11001 Carcassonne.

Nous avons déjà publié... sur la guerre 14-18

• **Les femmes paysannes en 14-18, L.P.F. n° 3, (6 F)**
• **Le bourrage de crâne, L.P.F. n° 4, (6 F)**
• **Les femmes ouvrières en 1914-18, L.P.F. n° 7 (6 F)**
• **Les grèves de 1917-18, L.P.F. n° 10, (8 F)**
• **Un caricaturiste de guerre : Raemackers,** *Gavroche* **n° 1 (16 F)**



Un pélerinage rouge :

LA "MONTEE" AU MUR DES FEDERES (1878-1914)

Le Mur des Fédérés, au cimetière du Père-Lachaise, où furent très probablement fusillés et inhumés nombre de communards en mai 1871, fait partie de la mythologie des militants de gauche. Il fut choisi avant 1914 comme le symbole de la ''sauvagerie bourgeoise''. La montée au Mur était surtout l'occasion de célébrer une ''messe rouge'' et souvent le lieu d'affrontements politiques.

Immortelles rouges, bleuets et myosotis

L'anniversaire du 28 mai se déroule toujours à peu près de la même façon. Pendant une dizaine de jours, les réunions préparatoires se multiplient, puis, la veille, les journaux ''révolutionnaires'', bordés de noir, appellent à la manifestation. Ce jour-là, vers treize heures, la concentration commence, généralement aux alentours de la salle Lexellent, boulevard de Ménilmontant. Ce café est plein de manifestants qui se passent des mots d'ordre ou improvisent discours et meetings. Sur le boulevard, les camelots vendent des portraits de communards, des brochures, des chansons, des fleurs, des insignes. Jusqu'à 14 heures, le cortège bourdonnant se forme. Les anciens combattants de la commune se placent en tête, puis viennent les élus et les responsables socialistes et enfin les dizaines de groupes rassemblés derrière leurs drapeaux et bannières.

Vers 14h30-15h, on s'ébranle. La grande porte du cimetière franchie, les drapeaux, extraits de leurs gaines, sont déployés, lorsque cela est autorisé, et les chants s'élèvent. Les plus repris sont *La Carmagnole* et *l'Internationale,* mais aussi *l'Insurgé, le Drapeau rouge, la Ravachole, l'Hymne à l'anarchie* et, après la révolte des vignerons de 1907, *Gloire au 17e*... Il y a aussi les cris, celui, traditionnel, de ''Vive la Commune !'' et toute une série contre les ''flics'', l'armée, la Patrie et les gouvernements en place. L'enthousiasme et le nombre des manifestants varient en fonction des circonstances. On met une demi-heure pour parvenir au Mur où chaque groupe et des particuliers accrochent leurs couronnes et déposent leurs bouquets. Pendant plusieurs années, les porteurs de drapeaux se hissent au sommet du Mur. Le défilé proprement dit s'étire généralement jusqu'à 17h. Ensuite, tandis que la police procède à la ''battue'' dans le cimetière, les manifestants s'égayent dans les débits de boissons alentour ou rejoignent quelques salles de réunions publiques pour parler de la Commune ou chanter. Il y a aussi quelquefois, à la sortie du Père-Lachaise ou après ces meetings, des tentatives de manifestations sur la voie publique.

Pour les adversaires conservateurs, la commémoration est une ''démonstration de souvenirs haineux et violents'' durant laquelle on boit ''la lie du calice d'amertume''. Il est vrai que l'idée de vengeance ne disparaît pas : ''Ma haine grandit, Mère 71'' lit-on sur une couronne en 1884. D'ailleurs les organisateurs, surtout au début, déclarent vouloir inspirer la ''haine de la société capitaliste et bourgeoise'', inculquer ''l'Idée'' aux enfants, jeter le massacre à la face des ''possédants'' en rappelant ''les horreurs commises

par les honnêtes gens au nom de l'ordre''.

Cette journée, qui sent la poudre et le sang, a un caractère d'affirmation révolutionnaire. C'est l'occasion de dénoncer ''l'hypocrisie'' et ''l'exploitation humaine'', de dire ses espérances et sa tactique politique ; elle sert aussi à recharger ses batteries, à trouver une ''nouvelle ardeur''. On va demander aux ''aïeux'' le ''secret de leur héroïsme''. La manifestation doit prouver la vitalité du socialisme ou de l'anarchie.

Mais la commémoration a surtout un caractère ''religieux''. C'est un ''pèlerinage rouge'', une ''pieuse coutume'' que l'on suit par ''devoir'', un ''acte de fidélité révolutionnaire'', un ''rite''. On se rassemble dans une émotion collective d'où l'esthétique n'est pas absente. La montée au Mur est un immense enterrement toujours recommencé : on vient endimanchés, en deuil, avec habits et chapeaux, en famille. Le ''peuple militant'' semble aimer cette pompe. Dès l'origine, les organisations ont suivi l'exemple des veuves ou des mères de fédérés en amenant des fleurs sous forme de bouquets, mais surtout de couronnes mortuaires. Il y a bien eu quelques protestations contre ces ''emblèmes religieux'' mais, finalement, toutes les ''chapelles'', généralement au niveau d'un quartier ou d'une association, se sont conformées à cette nouvelle tradition en votant l'achat ou la souscription d'une couronne quand les finances le permettent. Le prix en est élevé : 25 à 50 F après 1900. La plupart sont en immortelles rouges, cette fleur que chacun et chacune accroche à sa veste ou à son corsage. Mais on verra aussi des roses, des myosotis, des bleuets, des pivoines, des coquelicots et même des

1888 : Dans Le Cri du Peuple, Jules Vallès célèbre Delescluze



CINQ Centimes — CINQ Centimes

LE CRI DU PEUPLE

Jules VALLÈS

Anniversaire de la Semaine Sanglante

Vive la Commune!

CHARLES DELESCLUZE

JULES VALLÈS

LA MANIFESTATION D'AUJOURD'HUI

TOMBEAU DE CH. DELESCLUZE

géraniums ! Les boutonnières, avec le temps, ont tendance à s'orner d'églantines. Symphonie des couleurs. Bleus des ouvriers, redingotes noires des élus. Le rouge est partout : robes des femmes, bonnets phrygiens des enfants, cravates, ceintures, rubans, parapluies, drapeaux...

Si devant le Mur, des hommes se décoiffent et des femmes se signent, c'est parce que le 28 mai est la journée du ''culte des martyrs de la sociale'', célébré par les ''grands prêtres et prêtresses de la Commune'', Louise Michel, Paule Minck, Lissagaray, Chabert, Joffrin, Brousse, Allemane, Vaillant...

Dans leur ''homélie'', leur ''prêche dominical'', ils prophétisent chaque fois la Révolution. Cette messe rouge permet à tous les fidèles de témoigner de leur ''foi socialiste''. Ils ''communient'' dans un souvenir de plus en plus beau, de plus en plus inaccessible. Les ''héros de 1871'' sur les ''tombes'' desquels on va se recueillir, sont sanctifiés. Personne ou presque ne se pose de questions sur ce qui avait pu les diviser. On les transforme au besoin. Lissagaray présente par exemple le jacobin Delescluze comme ayant été ''éminemment socialiste''. Sur la semaine sanglante, guère d'analyse non plus, ni de recherche. Après les hésitations du début sur le nombre des morts — de 17 000 à 40 000 — la ''mémoire collective'' adopte celui de Pelletan, 35 000, qui sonne terriblement bien. Trop bien. Ce chiffre épouvante. C'est pourquoi les manifestants, en venant ''honorer la mémoire des morts'', enterrent aussi ''la Révolution insurrectionnelle''. Pour les jeunes, la Commune est certes une page ''merveilleuse'' de l'histoire ouvrière, mais elle est surtout une tragédie qui finit au pied d'un mur atrocement triste où des mitrailleuses impitoyables vous déchiquettent. Le 28 mai a le goût amer de l'impuissance et de la déroute. On vient donc saluer des ''vaincus'' ; la majorité des inscriptions sur les couronnes sont plutôt ''défaitistes'' (''Aux victimes'', ''Aux martyrs'', ''Aux morts''...) : 20 sur 36 en 1897, 25 sur 39 en 1900, 19 sur 28 en 1911...

La bataille du souvenir

L'origine des commémorations annuelles de la semaine sanglante, le dimanche le plus proche du 28 mai, date finale de la Commune de 1871, est mal connue.

L'une des premières remonte à 1878, lorsque *l'Egalité*, le journal du marxiste Jules Guesde, organise un banquet-souvenir. L'année suivante, une ''poignée'' de pélerins se rassemble au Père-Lachaise, mais la première véritable manifestation se déroule le 23

LA SEMAINE SANGLANTE (21-28 mai 1871)

Par l'insurrection du 18 mars 1871, les gardes nationaux fédérés chassent de Paris le gouvernement et installent la Commune à l'Hôtel de ville. Thiers, réfugié à Versailles avec l'assemblée nationale, réorganise l'armée régulière. Le dimanche 21 mai, cette armée pénètre par les quartiers bourgeois de l'ouest dans la capitale et ne cesse de progresser jusqu'au dimanche 28 mai vers l'est ouvrier de la ville. (Le Père-Lachaise, où se sont retranchées quelques batteries fédérées avec leurs artilleurs, est pris par les Versaillais dans la soirée du samedi 27 mai). La garde nationale communarde, très affaiblie par des défections massives, est écrasée malgré quelques hauts faits de résistance. Des milliers de personnes sont tuées au combat derrière les barricades, deux ou trois dizaines de milliers, désarmées, sont fusillées sommairement, enfin plus de 40 000 sont emprisonnées. Les conseils de guerre prononceront ensuite 10 137 condamnations contradictoires (93 à mort, 251 aux travaux forcés, 4 586 à la déportation en Nouvelle Calédonie) et 3 313 par contumace (175 à mort, 159 aux travaux forcés, 2 910 à la déportation, 46 à la prison).

mai 1880, entre l'amnistie partielle des communards (condamnés, exilés ou déportés) du 3 mars 1879, et l'amnistie totale du 11 juillet 1880 (1). Zehr, ex-officier fédéré et ouvrier en bronze, l'aurait d'abord proposée, mais le grand initiateur est le "Comité socialiste d'aide aux amnistiés et non amnistiés". Outre ce comité, les promoteurs sont l'Union fédérative ouvrière, l'Union syndicale des travailleurs de la Seine, et les journaux socialistes *le Prolétaire* et *l'Egalité*. Bref, l'idée est venue des milieux où s'est constitué le Parti ouvrier, moins de dix ans après l'écrasement de la Commune de Paris (2).

L'endroit retenu, le terrain situé dans la 76ème division, devant le mur de Charonne, à l'est du cimetière du Père Lachaise (20e arrondissement), correspond, semble-t-il, à l'une des fosses communes de 1871, mais aussi à un lieu où il y eut des exécutions sommaires. Ernest Pichio, dès 1872, dans son tableau *"Le triomphe de l'ordre"*, le représente : on y voit une fosse et une foule tombant sous les balles devant un mur. Spontanément, dans les années suivant la défaite, des familles viennent fleurir ce terrain dont l'accès est interdit. En 1880, *le Prolétaire* affirme que c'est là que les derniers combattants de la Commune, acculés, ont été fusillés et là aussi qu'on aurait déversé des tombereaux de cadavres. Y a-t-il eu 147, 800 ou 2 200 fusillés devant le "mur fatal" ? A t-on enfoui ici 1 200, 1 600 ou 10 000 corps ? Provenaient-ils de la prison proche de la Roquette où près de 2 000 personnes auraient été massacrées ? Au mystère s'ajoute le mythe. En 1883, le socialiste Joffrin aurait dit sur les lieux : "Ici reposent 35 000 camarades". Les cartes postales de 1908 représentant le Mur portent en légende : "20 000 hommes, femmes et enfants ont été fusillés devant ce mur".

Le Mur lui-même, en 1880, n'est encore qu'un élément du "sinistre" décor, on n'évoque alors que "la tranchée des insurgés".

La première montée au "Mur funèbre" est l'occasion pour les socialistes d'affirmer un camp et un "parti de classe" face aux radicaux. Ces derniers ne cherchent-ils pas à utiliser politiquement le drame des Communards ? Au Parlement, ils ont mené "la bataille" en faveur de l'amnistie et l'un d'entre eux, Camille Pelletan, vient de publier son livre *"La semaine de mai"*. Pour nombre de "révolutionnaires" en tout cas, la commémoration ne saurait être une journée d'émeute.

"Agir autrement qu'en paroles" (Louise Michel)

"Les insurrections, ces "filles de la misère" ne mènent qu'aux hécatombes", a écrit l'écrivain communard Jules Vallès. Malgré les divers incidents provoqués par la police, les groupes socialistes et les quelques milliers de personnes qui défilent de la Bastille au Père Lachaise accomplissent surtout un "acte religieux". Les amnistiés vont d'ailleurs réagir le plus souvent en anciens combattants. Beaucoup, sans doute "assagis" par la déportation et l'exil, se satisfont de cette nouvelle république qui se met en place après l'éviction du président Mac Mahon et des dirigeants conservateurs. En 1880, la première célébration du 14 juillet depuis la Révolution est un immense succès. Des socialistes qui voulaient alors monter au Mur y renoncent.

On veut ériger un monument aux Fédérés. Rochefort, ex-directeur républicain de *La Lanterne* et de la *Marseillaise*, demande fin 1880 au conseil municipal de Paris un emplacement. Un Comité des "combattants de 1871" se constitue au même moment autour de Gaillard, l'ancien Directeur des barricades de la Commune (3). Ce groupe fournira bientôt des hommes et des idées au Comité du monument des Fédérés, animé dès 1882 par Lissagaray, combattant et historien de la Commune.

Le mouvement ouvrier et socialiste se divise alors en diverses "chapelles". En 1881, anarchistes et blanquistes quittent le Parti ouvrier qui éclate de nouveau l'année suivante en deux partis : les "possibilistes" et les "guesdistes". Ajoutons les groupes indépendants, les cercles et les syndicats, et les journaux comme *la Bataille* de Lissagaray et *le Cri du peuple* de Jules Vallès. Querelles et dissensions forment la toile de fond des manifestations de mai. Ce qui est en cause ne semble pas être le principe de la Révolution, mais la question des moyens, Pour les 28 mai, les anarchistes, qui parlent de revanche, veulent sortir du style processionnaire : Louise Michel est pour une attitude plus offensive, elle aimerait "qu'on agisse autrement qu'en paroles (...) nos cadavres serviront de piédestal aux générations futures". On parle "d'armée prolétarienne" mais, en fait, une conception strictement commémorative se dessine rapidement. Blanquistes (1884), puis possibilistes (1885), expriment leur doute sur l'efficacité d'une journée de "lutte armée" à l'occasion de ces anniversaires.

Drapeaux rouges contre drapeaux noirs

A cette époque, la double question du "terrain" et du monument préoc-

LOUISE MICHEL VEUT LA VENGEANCE

"Citoyens, nous avons rendu aujourd'hui aux vaincus de 1871 un hommage mérité mais notre tâche n'est pas terminée.

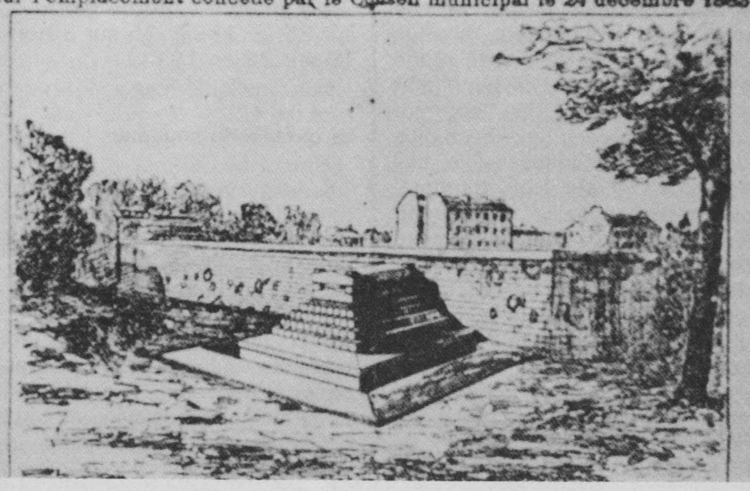
Plus que jamais la bourgeoisie écrase le peuple de sa tyrannie et de son insolence, elle reste notre grande, notre seule ennemie et nous devrons songer au repos que lorsque nous l'aurons abattue.

Les prolétaires ne peuvent espérer que ses exploiteurs se suicideront pour leur faire place : c'est donc aux révolutionnaires de toutes écoles de s'unir, de se fondre en un seul et puissant groupe et de supprimer les exploiteurs par la Révolution sociale.

Nous devons ne former qu'une masse compacte, prête au moment voulu à faire autant de victimes dans la bourgeoisie que la bourgeoisie a fait de victimes parmi les héros de 1871".

Intervention de Louise Michel dans une réunion du groupe anarchiste du 20e arrondissement, selon un rapport de police du 28 mai 1882.

Un monument qui ne sera jamais édifié.



1. L'amnistie, "mesure d'oubli" réclamée par la gauche radicale, a fait l'objet d'un long débat parlementaire : elle vise les milliers de déportés en Nouvelle Calédonie et les milliers de condamnés par contumace dont une partie s'est réfugiée en Grande Bretagne, en Belgique et en Suisse.

2. Le congrès de Marseille, en octobre 1879, qui démarque les socialistes des radicaux en adhérant au "collectivisme", décide de la création d'un "parti ouvrier socialiste".

3) Voir *Gavroche* n° 3, "Les barricades de la Commune".

cupe beaucoup les militants. Le terrain où se trouve le mur étant transformé en décharge publique et menacé d'une vente par concessions, les socialistes et leurs alliés radicaux, appuyés par le journal *la Justice* de Clémenceau, obtiennent au conseil municipal, fin 1883, la réservation pour 25 ans. Mais le préfet de la Seine, Poubelle, s'y oppose. Une souscription est néanmoins ouverte dans *la Bataille* et Joffrin réussit à faire voter par le conseil municipal, le 16 mars 1884, une proposition invitant l'Administration à donner l'autorisation d'ériger un monument. Poubelle réitère son refus. La souscription rassemble 6 134 F, dont 2 459 F vont au monument à Delescluze, l'un des "grands martyrs" de mai (4).

Le comité général du monument tente, le 16 mai, d'installer un semblant d'édifice : une grille de 37 mètres de long et douze dés en pierres de Lorraine. Scandale ! Une partie provient du Palais des Tuileries, brûlé par les Communards en mai 1871 ! L'Administration séquestre les matériaux. On craint des affrontements pour le 23 mai, mais les manifestants se contentent de suivre les consignes du Comité en apportant plantes et arbustes. Les journaux socialistes ont appelé au Mur ! Le mythe devient réalité. Malgré une "boue effroyable" due à la pluie, chacun tient à s'en approcher le plus possible...

Le 24 mai 1885, le gouvernement de "concentration républicaine", dirigé par des radicaux, veut empêcher le déploiement du drapeau rouge, cet "emblème de la guerre civile". Des heurts extrêmement violents opposent manifestants et "forces de l'ordre" dans la nécropole, et devant le Mur sur lequel flotte un drapeau rouge géant de l'Union socialiste révolutionnaire. *Le Cri du peuple* dénonce ces "massacres" — on parle de plusieurs morts — et leur préméditation. Côté pouvoir, le préfet de police Gragnon met en cause les "meneurs" et les "bandes armées", le ministre de l'Intérieur Allain-Targé, la "minorité d'agitateurs qui a voulu déborder la démocratie parisienne".

La répression de 1885 provoque l'éclatement des "fidèles du 28 mai". Les possibilistes, par hostilité pour Lissagaray, ce "pierrot enroué et vantard" et sa "feuille de chou", par peur aussi d'être entraînés malgré eux dans des affrontements causés par les anarchistes, défileront maintenant le matin, sans drapeau rouge. Tous les autres groupes vont poursuivre en 1886 la "guerre des drapeaux" et l'année suivante, après la manifestation de l'après-midi, 400 "marcheurs" cherchent à envahir la voie publique. Mais c'est en 1888 que les tensions internes au mouvement révolutionnaire vont brutalement se révéler à cause du boulangisme.

4) Charles Delescluze, vieux jacobin, élu à la Commune, a été membre du Comité de salut public, puis Délégué à la Guerre. Déprimé par les déchirements communards, il marche à la mort le 25 mai 1871.

"Notre brave général Boulanger"

Le général Boulanger, ministre de la Guerre républicain en 1886, a évolué vers la droite. Mis à la retraite, il est maintenant soutenu par des royalistes et des bonapartistes et paraît menacer l'assemblée nationale d'un coup d'Etat. Son nationalisme revanchard et son antiparlementarisme sont populaires. Il a aussi des appuis à gauche et à l'extrême gauche. Pour lutter contre "l'opportunisme" de Jules Ferry, certains socialistes, notamment les blanquistes, vont jusqu'à oublier que Boulanger à participé comme colonel de l'armée versaillaise à la semaine sanglante ! Rochefort, avec son journal *l'Intransigeant,* bataille pour le "brav'général".

Les possibilistes, qui montent au Mur le matin du 27 mai, veulent, militairement au besoin, mettre un terme à l'aventure boulangiste, "afin de sauver la République", ce "minimum de la Sociale". Ils viennent de participer avec Clémenceau, Pichon, Chautemps, Pelletan, Lissagaray, Camelinat, à la fondation du Comité des droits de l'homme et du citoyen qui mêle, dans un réflexe de défense républicaine anti-boulangiste, "prolétaires et bourgeois". Les autres "écoles révolutionnaires" les condamnent au nom de la "lutte des classes". Mais cet accord fragile et superficiel vole en éclats dans l'après-midi, car les anarchistes mettent leurs menaces anti-boulangistes à exécution. L'un d'entre eux, Lucas, grimpé sur le Mur des fédérés avec deux compagnons, tire trois coups de révolver sur Rouillon et d'autres blanquistes proches de Rochefort. Des bagarres s'ensuivent. Aux lendemains de ces incidents, des blanquistes prennent leurs distances vis à vis de Boulanger.

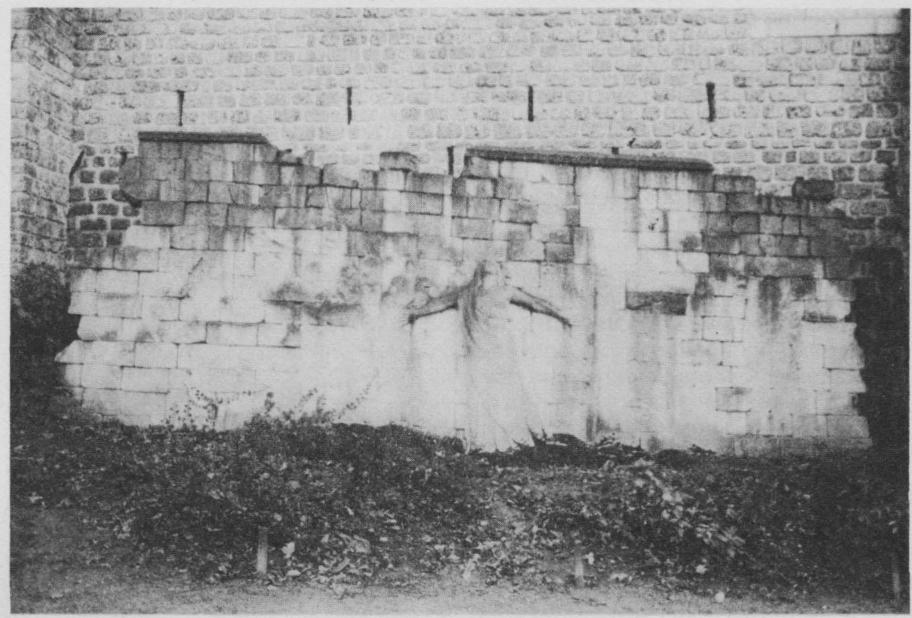
On se dispute l'héritage. En mai 1889, le possibiliste Lavy déclare que son parti est le "vrai continuateur de la tradition communaliste", les blanquistes (C.R.C.) qui défilent de leur côté avec les terrassiers en tenue de travail se réclament, eux aussi, de 1871. En octobre 1889, le C.R.C. se divise : d'un côté ceux qui, avec Granger, restent fidèles à Rochefort, de l'autre ceux qui, avec Vaillant, dénoncent la "déviation boulangiste". La mêlée entre frères ennemis a lieu le 28 mai 1890. Le matin, un seul incident : la couronne des "boulangistes" est jetée à l'égoût par les possibilistes. L'après-midi, au milieu des tombes, les vaillantistes donnent aux "traîtres", aux "renégats sacrilèges", une leçon de cannes plombées ! Rouillon est grièvement blessé. Il mourra trois mois plus tard. Les rochefortistes vont alors créer le comité central révolutionnaire socialiste qui deviendra antisémite.

En 1891, après la fusillade contre les grévistes du 1er mai à Fourmies, malgré le vent unitaire qui semble se lever, il y a trois montées distinctes au Mur. Le 24 mai, les possibilistes "nuance Brousse" y vont le matin, les possibilistes "nuance Allemane" (ils ont formé l'année précédente le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire) et les anarchistes l'après-midi. Le 29 mai, c'est au tour des autres organisations, sous l'égide de la Commission d'organisation du 1er mai dominée par les Guesdistes.

L'année suivante, tandis que l'on est entré dans la période des attentats anarchistes, les efforts de cette commission amènent un progrès. Certes il y a encore trois défilés et, lors de celui du 22 mai, des anarchistes attaquent les rochefortistes, mais le 29 mai, c'est presque une "manifestation d'ensemble" à laquelle participent, P.O.S.R., P.O.F., C.R.C., Socialistes indépendants, étudiants collectivistes, anarchistes. En fait, l'union reste superficielle.

Les tentatives de réconciliation connaissent leur sommet et leur limite le 28 mai 1893. Dans le cortège explosif, guesdistes, allemanistes, blanquistes,

Le "faux mur" du square Gambetta, sculpté par Moreau Vauthier en 1909.



anarchistes, rochefortistes, ouvriers et étudiants, Russes et Polonais, se côtoient. Des multitudes de gamins de 14-15 ans sont là, criant avec ardeur. Lorsque la foule arrive au Mur, où Lucas a apposé *"le Manifeste des dynamiteurs"*, on entend "Vive Ravachol ! Vive l'anarchie !". Des coups sont échangés. Un formidable tumulte couvre les seize discours. Brunet préconise "la propagande par le fait". Le cri le plus repris est "Vive la Révolution !", mais on entend aussi "A bas la patrie !". Les bagarres, dans des "flots d'étoffes rouges", se poursuivent durant toute la cérémonie. Cette manifestation de masse, qui ravit "les fidèles à l'Idée", précède le bras de fer entre le mouvement ouvrier et le gouvernement républicain qui ferme la Bourse du travail.



Renaudel. — Tout a bien marché : On m'a tiré Lépine du pied.

Les beaux dimanches du "Père Lépine"

Le 9 décembre 1893, l'anarchiste Auguste Vaillant lance une bombe dans la Chambre des députés ; le 12 février 1894, un autre anarchiste, Emile Henry, fait de même au café Terminus. Ces attentats à Paris entraînent le vote des "lois scélérates" contre les libertés et, début 1894, "l'exposition et le port de drapeaux soit sur la voie publique, soit dans les édifices, emplacements et locaux ouverts au public" sont interdits. Les deux comités organisateurs de la manifestation du Père-Lachaise acceptent, avec regret, cette suppression. Le 27 mai, la police fait savoir aux députés socialistes envoyés en délégation que les manifestants ne pourront se rendre au Mur que par "petits paquets", afin de déposer silencieusement leurs couronnes. Les 1 500 personnes rassemblées salle Lexellent refusent d'y aller. Les gouvernants veulent-ils "massacrer les socialistes" ? 1 000 "argousins" sont devant le cimetière, 2 000 au fond. On voit Lépine, le nouveau préfet de police, parader en souriant. Il s'agit en fait d'une nouvelle politique répressive. En 1896, le P.O.S.R. appelle à l'abstention, pour ne pas voir "défiler les révolutionnaires tels que de dociles moutons". Le processus unitaire ayant été relancé quelques mois plus tard par le banquet socialiste de Saint Mandé, de très nombreux manifestants retrouvent le chemin du Mur le 28 mai 1897, mais le Père-Lachaise est alors "transformé en campement militaire".

Le 28 mai 1899, lors de la commémoration organisée par le Comité d'entente socialiste mis en place à l'occasion de l'affaire Dreyfus pour défendre la République à nouveau menacée, les chants, les cris et le drapeau rouge réapparaissent et les "réacteurs" rochefortistes sont sévèrement corrigés. Bagarres, arrestations. En 1900, c'est pire. La manifestation se fait contre le ministre de la Guerre Galliffet, "le fusilleur" de la Commune et le ministre socialiste Millerand, le "traître", tous deux membres du gouvernement de Défense républicaine de Waldeck-Rousseau, formé en juin 1899 pour faire face à l'agitation antidreyfusarde. Les heurts sporadiques se transforment en violents affrontements, suivis de nombreuses arrestations. Lépine et ses "brutes policières" sont dénoncés. Cette répression, très dure, continue en 1901 contre la manifestation des "ministériels", le 19 mai, et contre celle des "révolutionnaires", le 26 mai (5). Le Mur est littéralement couvert de policiers, des manifestants y sont frappés à coup de crosse.

Un cran de plus est franchi l'année d'après. Les manifestants, tronçonnés en minuscules paquets, après avoir passé sept rangs d'agents, doivent suivre, dûment encadrés, un itinéraire allongé à plaisir. Plus on approche du Mur, plus les forces de l'ordre sont denses. Un tract, un cri de "Vive la Commune !", un couplet de *l'Internationale,* et les hommes de Reisse, l'officier de paix du 20ème qui fait "la police du Mur", se précipitent. Il y a peu de riposte physique de la part des manifestants. On se contera de poser ensuite la "question Lépine" au Conseil municipal ou à la Chambre des députés. Les numéros des "agents brutaux" sont désignés, un réquisitoire contre le "petit monsieur maladroit" que serait Lépine est dressé. Celui-ci, nullement impressionné, va, en 1903, jusqu'à faire savoir par une note adressée aux journaux que des milliers d'hommes sont mobilisés avec des consignes "très sévères" contre les "provocateurs".

5) Les "ministériels", qui comprennent dans leurs rangs les blanquistes vaillantistes (Parti socialiste révolutionnaire, ex-C.R.C.), l'Alliance communiste (résultat d'une scission du P.O.S.R.), les broussistes (F.T.S.), les allemanistes (P.O.S.R.), les socialistes indépendants, et même des anarchistes, se placent sous le patronage du Comité général socialiste ; beaucoup ont soutenu l'entrée du socialiste Millerand dans le gouvernement et la plupart appuient le ministère anticlérical Combes. Les "révolutionnaires", qui se veulent intransigeants, rassemblent les blanquistes-rochefortistes et les guesdites.



Reiss, officier "de paix" (?) et sa fidèle bourrique

Lors de cette commémoration, placée sous le signe de la lutte contre "la calotte" — on est alors sous le ministère Combe qui prépare la loi sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat — il y a de sérieux incidents mais, dans l'ensemble, les manifestants, moins nombreux que les "tartares de la préfecture", sont découragés. Devant ce débordement de "flicaille" beaucoup ne vont plus au Mur. Les élus socialistes blocards", qui soutiennent le gouvernement, recommandent le calme ; quant aux autres, ils se désintéressent de la manifestation. Lépine, en 1904, est arrivé à ses fins ; les socialistes semblent matés.

Anciens Communards et nouveaux socialistes

C'est en 1904 que le comité du monument aux fédérés et le groupe fraternel des combattants de la Commune relancent leurs activités. Après les nombreux refus essuyés depuis des années, Jean Sery, secrétaire du comité, et Allemane reprennent la question du terrain et surtout du monument en 1907, dans le quotidien socialiste *L'Humanité.* Ce dernier note que deux des premiers défenseurs du projet ont atteint aux plus hautes fonctions : Clémenceau est président du Conseil, Pichon ministre. L'occasion semble propice. Surtout après le vote, le 20 décembre 1907, par le Conseil municipal, de la concession perpétuelle.

Le comité et les "pouvoirs publics" connaissent alors une lune de miel. L'inauguration d'une plaque de marbre de 2,20 m portant l'inscription en lettres dorées "Aux morts de la Commune, 21-28 mai 1871", est négociée. Drapeaux rouges et chants seront acceptés, mais la police devra être respectée et les "suspects et provocateurs" écartés.

Le parti socialiste S.F.I.O., unifié depuis 1905, prend en main la manifestation que les anarchistes boudent. 10 000 personnes viennent, le 25 mai 1908, déposer 25 couronnes et écouter 16 discours. On en profite pour inaugurer le monument à Pottier,


TOUS AU MUR DES FÉDÉRÉS !

La Manifestation d'Aujourd'hui

LES RENDEZ-VOUS

GROUPES D'HOMMES DE CONFIANCE

l'Humanité

JOURNAL SOCIALISTE QUOTIDIEN

Directeur Politique : JEAN JAURÈS

Grandiose Manifestation

Un Droit nouveau

Histoire d'une Libération

La Bataille Syndicaliste

QUOTIDIENNE

APRÈS QUARANTE ANS

Au Mur des Fédérés

Paris ouvrier a commémoré magnifiquement le souvenir de la Commune

1911 : la presse "rouge" appelle à la "montée au Mur".

l'auteur de *l'Internationale.* Une cérémonie réussie, à peine ternie par des incidents de dernière minute : des socialistes indépendants, Faillet, un ancien communard, Morel et Lajarrige, sont bousculés et même frappés par des socialistes "unifiés", leurs couronnes mises en pièces. Lépine, qui intervient, est malmené. Pour Faillet, les manifestants qui chaque année, viennent "en bande hurler *la Carmagnole* et *l'Internationale* n'ont rien à voir avec les Communards".

> **LA COMMEMORATION DEVOYEE**
>
> **Presque toujours ces démonstrations ont provoqué du côté du gouvernement de terribles représailles. En 1884 et 1885, en 1887 et 1888 notamment, la police, aidée parfois par les possibilistes, se livrait contre les manifestants à de véritables massacres (...).**
>
> **Cette année, ce sont les groupes unifiés les plus près du pouvoir, dit-on, qui occupent la première place dans ses rangs (...).**
>
> **Depuis vingt-cinq ans, en dépit des fureurs réactionnaires et des représailles gouvernementales, les socialistes blanquistes ont tenu à honneur, à l'occasion de l'anniversaire de la semaine sanglante, d'aller au Mur des fédérés rendre un hommage public à leurs aînés de 1871 morts pour la cause de la République communeuse.**
>
> **Mais aujourd'hui que le pouvoir bourgeois ordonne lui-même des cérémonies devenues outrageantes pour la mémoire de nos morts ; aujourd'hui que les assassins prétendent recueillir l'héritage moral de leurs victimes et que la fosse commune où repose Duval est foulée par ceux qui furent les suppôts de Galliffet ; il ne convient plus aux révolutionnaires de s'associer à ces démonstrations hypocrites. Ils ne recommenceront leur pèlerinage commémoratif que le jour où ils auront pu reprendre aux mains de ceux qui se traînent aux pieds de tous les pouvoirs leur beau drapeau rouge, encore imprégné du sang des 35 000 fusillés de mai.**
>
> *L'Intransigeant "rochefortiste"*
> du 30 MAI 1905

Il est vrai que les survivants sont moins nombreux chaque année. En 1893, il reste en vie une trentaine des 86 élus qui avaient siégé à l'Hôtel de ville en 1871 ; ils ne sont plus que treize en 1907. Le Groupe de l'Association fraternelle des anciens combattants de la Commune ne rassemble que quelques dizaines d'hommes, 50 en 1892, autour de Navarre, Sery, Camelinat, Chatelain, Champy, Lejeune... En 1880, la majorité des manifestants sont de jeunes ouvriers de quinze à dix-huit ans. Des gens interpelés entre 1895 et 1914, il ressort que le "militant du Mur" est le plus souvent un ouvrier des métiers qualifiés, d'une trentaine d'années, d'origine plutôt provinciale. Il n'a donc pu connaître la Commune que par tradition. Le Mur, pour lui, est "historique". Vaillant, député du 20e arrondissement, dans son discours de 1908, le sacralise tout en confortant le mythe : "Et c'est à ce mur — s'écrit-il — que les derniers, les plus valeureux combattants de la Commune, étaient fusillés. Aussi le Mur est-il devenu pour nous le monument de la Commune, le monument de ses héros, le monument de la République sauvée, de la Révolution prolétaire en marche". Désormais, le Mur, "notre mur", comme l'écriront et le ressentiront les militants de la gauche, est devenu le tombeau des Communards inconnus et la commémoration, un pélerinage.

"Sous les pavés... les flics"

Le parti socialiste S.F.I.O. va renforcer son contrôle sur la manifestation. L'idée d'un service d'ordre et son ébauche étaient anciennes mais, en 1908, la première convention est passée entre les autorités officielles et les organisateurs. Des "commissaires" du parti, avec "consignes" et "insignes", doivent écarter les "gens suspects ou provocateurs". On sait que la trêve est bien éphémère et qu'aux lendemains de l'inauguration de la plaque du Mur, le

Une arrestation au cours de la manifestation de 1909





1911 : le parti socialiste S.F.I.O. introduit le "service d'ordre" dans la manifestation.

sang ouvrier coule à Draveill Villeneuve-Saint-Georges. Clémenceau, le "premier flic de France" entame une autre épreuve de force avec la C.G.T. des syndicalistes-révolutionnaires et des anarchistes. Lors de la commémoration de mai 1909, les violences policières recommencent. Un argument de plus pour renforcer le service d'ordre socialiste. Des "camarades" sont désignés par les sections pour organiser le cortège. En 1911, ces "hommes de confiance", munis d'un brassard rouge avec l'inscription P.S., sont 200. Il faut y ajouter des cyclistes de la Fédération sportive socialiste. Renaudel sera le chef de ce service d'ordre qui doit, en principe, protéger les manifestants des "brutes lépiniennes", mais qui, en fait, sert la nouvelle politique du parti. En effet, pour conquérir le droit de manifestation à la manière des Britanniques, celui-ci veut prouver qu'il est capable de faire respecter "l'ordre public" en s'auto-disciplinant. Tâche d'autant plus délicate que la police semble vouloir ignorer cette bonne volonté : "Les flics sortaient de sous les pavés" écrit en 1910 *L'Humanité.* Néanmoins la campagne contre Lépine, "l'empereur des flics", s'intensifie dans les journaux de gauche. La S.F.I.O., qui joue la carte de la légalité, ne fait que signaler les "mauvais policiers" coupables de "passage à tabac". C'est dans cet esprit qu'elle intègre dans la manifestation du Père-Lachaise les "minorités agissantes" : "insurrectionnels" (groupe de la Guerre sociale d'Hervé et Jeunes gardes d'Almeyreda), libertaires de la Fédération anarchiste communistes, puis militants de la C.G.T. Cette dernière, qui s'estime aussi "l'héritier légitime de la Commune", n'appelle officiellement à la montée au Mur qu'en 1913, au cours de la lutte contre le rétablissement des trois ans de service militaire. Cette manifestation unitaire, interdite, est remplacée par le meeting de masse du 25 mai organisé par la S.F.I.O. au Pré Saint Gervais (100 à 200 000 personnes).

La "montée au Mur" de 1914 connait aussi un gros succès numérique. Plus de 100 députés socialistes viennent d'être élus. La commémoration, le 24 mai, sera pour le parti l'hommage des jeunes triomphateurs à "ceux qui leur ont tracé la route" ; ils viendront "puiser" la volonté de réaliser le socialisme, ce que le secrétaire du parti, Dubreuilh, appelle la "Revanche" ! Pour y parvenir, plus question d'une insurrection romantique comme celle des Communards. La S.F.I.O. préconise la voie électorale et la C.G.T., grève générale. *L'Humanité* socialiste souligne donc "le calme et la dignité" qui ont caractérisé la manifestation. Et l'anarcho-syndicaliste de la C.G.T., Yvetot, se félicitant du succès dans *la Bataille* le quotidien syndicaliste, écrit : "Je n'ignore pas que la Commune a mis fin à une forme d'action révolutionnaire du peuple.

Autre temps, autres mœurs.

C'en est bien fini sans doute de la guerre civile sur les barricades"...

Alain DALOTEL □

UN MODÈLE INSURRECTIONNEL ?
TOUS AU MUR !

"L'an dernier, mêlé au cortège dans les rangs de la 13ᵉ section de la Fédération de la Seine, je rageais et je bouillais, surtout au moment des charges policières qui clôturent régulièrement cette solennité, de constater que les éléments les plus révolutionnaires de Paris, communistes révolutionnaires, libertaires, syndicalistes, brillaient par leur absence.

Je sais les raisons qui, depuis quelques années, les font s'abstenir.

Ce défilé-procession semble à beaucoup une ritournelle sans intérêt trop loin des événements qu'il s'agit de commémorer ; mais comment nos amis révolutionnaires ne sentent-ils pas l'intérêt qu'il a, au point de vue éducatif, à perpétuer le souvenir de la dernière grande insurrection parisienne ?

La manifestation au Mur des fédérés est une procession symbolique, dont le sens est très clair. Elle signifie à la bourgeoisie que nous sommes prêts, à la première occasion, à suivre les traces de nos amis de la Commune, que nous n'avons pas renoncé à l'idée de venger aucun de nos morts, ni ceux de la semaine sanglante, ni ceux de Fourmies, de Limoges et de Draveil Villeneuve, que si depuis 1871, le prolétariat a appris quelque chose, il n'a rien oublié (...).

Il ne s'agit pas de venir se livrer à de vaines provocations ou à des désordres hors de saison trop faciles à réprimer, en plein jour surtout, avec les forces policières dont dispose l'empereur des apaches de la préfecture (...).

Un sans patrie".

La Guerre sociale du 25/31 mai 1910

QUELQUES SIGLES

F.T.S. Fédération des travailleurs socialistes : possibilistes. Pour beaucoup partisan d'un socialisme "réformiste" et municipal.

C.R.C. Comité révolutionnaire central : blanquistes dit vaillantistes après 1890. Se réclame de l'héritage de Blanqui-partisan de la grève générale.

C.C.S.R. Comité central socialiste révolutionnaire : blanquistes dit rochefortistes ou intransigeants. Ultranationalistes et antisémites.

P.O.F. Parti ouvrier français : guesdistes. Introduisant le marxisme en France.

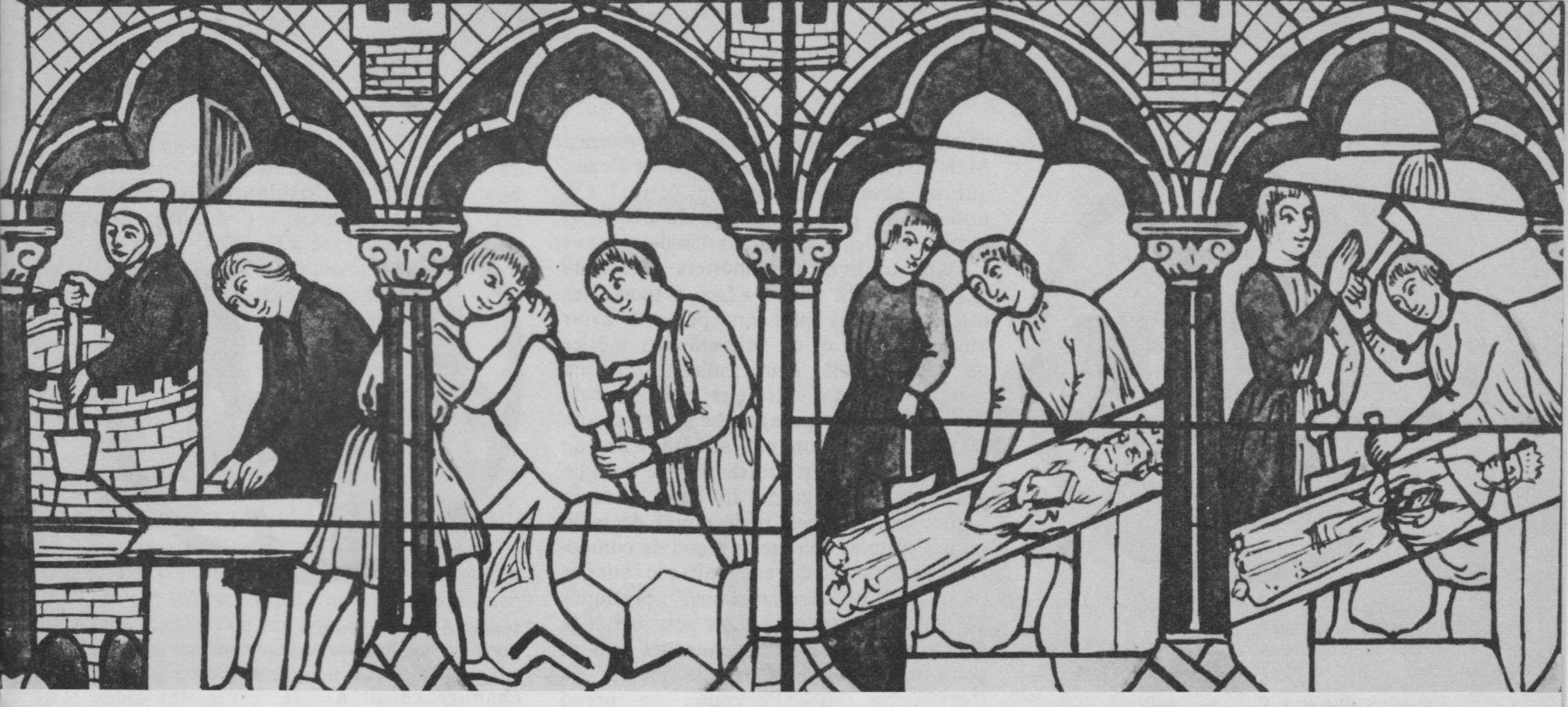
P.O.S.R. Parti ouvrier socialiste révolutionnaire : allemanistes. Pour la grève générale.

P.S.U.-S.F.I.O. Parti socialiste unifié, section française de l'Internationale ouvrière. Constitué en 1905. Rassemble les tendances précitées.

C.G.T. Confédération générale du travail : dite anarcho-syndicaliste ou syndicaliste révolutionnaire.

Pour en savoir plus

- **Sur les personnages de la Commune :**
- Bernard Noël, *Dictionnaire de la Commune* (2 tomes), Flammarion (collection Shamps).
- Jean Maitron et collaborateurs : *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier* (en bibliothèque).



Les constructeurs de cathédrales : maçons, tailleurs de pierre, sculpteurs statuaires (carton de vitrail ancien).

SUR LES CHANTIERS DES CATHEDRALES

LES TAILLEURS DE PIERRE

« C'était dans toute la chrétienté un concours à qui posséderait les plus riches et les plus belles églises. La terre faisait peau neuve. On eût dit que le monde dépouillait ses haillons pour vêtir une blanche robe d'église. » **Au 11ᵉ siècle, le moine Raoul Glaber évoque ainsi la frénésie de construction qui s'empare des populations de l'Europe occidentale. Au cours des migrations des 9 ᵉ et 10 ᵉ siècles, de nombreux monuments religieux, souvent en bois, avaient été détruits. Villages, villes et abbayes en profitent pour les reconstruire, plus spacieux, plus solides, plus splendides : c'est à qui aura l'édifice le plus admirable :** ***« On voyait jusqu'à mille personnes, hommes et femmes, vieillards, enfants, nobles et pauvres, attelés à des chars remplis de matériaux, avançant avec effort, dans un silence impressionnant... ».*** **Dirigés par le maître d'œuvre, des maçons, des terrassiers, des tailleurs de pierres, des menuisiers, des verriers et des ferronniers travaillent avec ardeur sur un chantier gigantesque où se dressent huttes et baraques.**

Une cathédrale, le plus souvent mesure plus de cent mètres de long, sa nef s'élève à trente ou quarante mètres au-dessus du sol et ses tours s'élancent jusqu'à cent mètres!

Parmi cette multitude de travailleurs, le rôle du tailleur de pierres se place à la croisée de celui de l'architecte et de celui du manœuvre chargé d'extraire les pierres de la carrière. En outre, c'est, avec celui de l'architecte, le seul travail qui se poursuive tout au long de l'année, été comme hiver. Les carriers, les charpentiers, les forgerons, les maçons travaillent soit au début du chantier, soit durant l'été uniquement. Les tailleurs de pierres, eux, œuvrent l'été en plein air, l'hiver dans la loge.

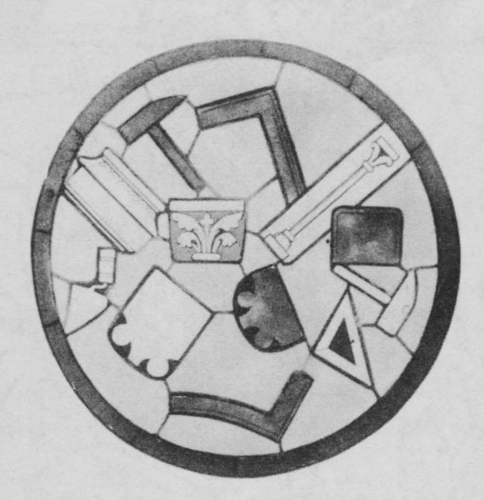
Celle-ci est la première construction édifiée sur un chantier. Les loges de l'abbaye de Vale Royal en Angleterre, faites respectivement de 1 400 et de 1 000 planches, témoignent de l'importance de ce bâtiment, quand on sait qu'il n'y avait pas plus de trois ou quatre tailleurs de pierres par chantier, comme ce fut le cas pour celui de l'église des Cordeliers de Provins établi en 1294, ou de celui du couvent des Augustins de Paris, en 1299. Dans la loge, les tailleurs de pierre entreposaient leurs outils et prenaient leurs repas, faisaient la sieste pendant les grandes chaleurs et y discutaient des problèmes que posait la construction, y préparaient les pierres pour les maçons qui reviendraient l'été, mais n'y dormaient pas la nuit. Ils habitaient soit chez le tavernier, soit chez l'habitant, dans les villes évêchés; soit encore dans des dortoirs de bois, sur les chantiers de monastères situés à l'écart des cités.

Ils travaillaient, estime-t-on, de l'aube au crépuscule, soit approximativement, huit heures par jour en hiver et douze heures en été. Mais il y avait de nombreux jours chômés.

Le tailleur à l'œuvre

Le tailleur n'était pas libre de faire ce qu'il voulait; les autorités se mêlant souvent de son art. Ainsi la municipalité de Douai impose, en 1264, des dimensions précises que devaient avoir les pierres de forme parallélépipédique appelées « carreaux », utilisées dans les constructions des villes : 8 pouces, soit 24 centimètres de parement, c'est-à-dire le côté visible de la pierre une fois scellée, 1,6 pouce d'épaisseur (18 cm) et 8 pouces de lit. La pierre devait être taillée suivant son lit, c'est-à-dire que les dépôts successifs de sédimentation qui l'avaient formée dans la carrière, devaient toujours se trouver en position horizontale par rapport au sol afin de présenter une meilleure résistance à la compression.

Les outils dont se servaient les tailleurs de pierres étaient le fil à plomb, les équerres et un outil emmanché, sorte de


Les outils du tailleur de pierre.
(vitrail de la cathédrale de Chartres, 13e siècle)

marteau-pioche, qui se maniait comme tel.

Les pierres une fois sur le chantier, étaient hissées soit à dos d'homme, soit avec des engins de levage de bois que l'on voit représentés sur un grand nombre de miniatures. Les porteurs montaient sur des échelles en portant une sorte de grande cuillère de 50 centimètres de long sur 30 centimètres de large et 10 centimètres de hauteur, dans laquelle se trouvait la pierre. Cette « cuillère » était maintenue sur l'épaule grâce à un baton fixé perpendiculairement au fond. Les engins de levage se composaient de treuils et de cabestans. Les treuils, arbres horizontaux, étaient actionnés par de grandes roues à échelons sur lesquels grimpaient des hommes à la façon des écureuils. Parfois ces roues étaient munies de poignées qui permettaient de les faire tourner à la main. Dans d'autres engins, le treuil était remplacé par un arbre vertical appelé cabestan. Les pierres étaient fixées au bout du câble soit par un nœud coulant, soit par une grande tenaille – employée plus tardivement, aux 14e et 15e siècles –, soit par un cône de fer pénétrant dans un trou pratiqué dans la pierre et fixé par des coins de bois. Les grues datent aussi des 14e et 15e siècles. Certaines étaient tournantes et assez perfectionnées.

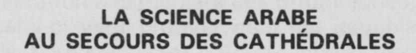
Les pierres arrivaient déjà dégrossies sur le chantier, car le prix du transport était élevé, équivalant au prix de la pierre achetée dans la carrière. Les charrettes étaient tirées par des chevaux plutôt que par des bœufs, du moins à partir du 12e siècle. Sur le chantier de la cathédrale d'Autun, des sommes d'argent importantes étaient consacrées aux attelages pour le foin des chevaux, les fers, la location d'écuries, les selles, les bourrelets, les colliers, les chevêtres et autres équipements. Sur le chantier lui-même, les pierres étaient transportées soit dans des brouettes, soit sur des sortes de petits brancards.

La coupe des pierres posait un certain nombre de problèmes de géométrie dont la solution a dû être trouvée soit sur place, soit dans les traités de géométrie arabes et grecs, traduits en latin au cours du 12e siècle.

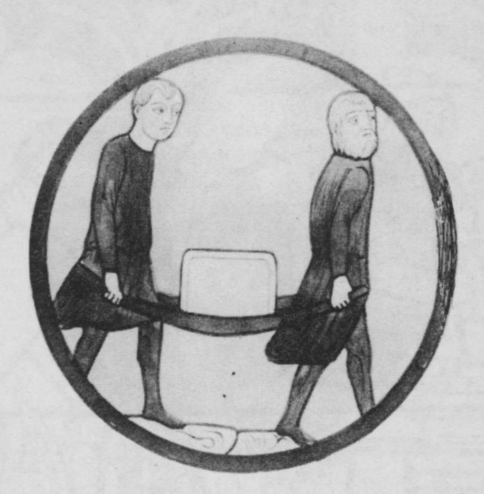
Des calculs complexes permettaient à l'architecte de faire le trait des pierres et de le reporter sur les panneaux qui servaient de modèles aux tailleurs de pierres. Mais comment donner les mesures à ceux qui ne savaient ni lire, ni écrire? On utilisait un procédé connu depuis longtemps, celui du calcul sur les doigts.

Dans le livre des métiers d'Etienne Boileau, on lit ceci : « Les maçons, les mortelliers, les plâtriers peuvent avoir autant d'aides et de valets à leur métier qu'il leur plaît, pour autant qu'ils ne montrent à nul d'entre eux, nul secret de leur métier. » Ce paragraphe s'adresse aux manœuvres et non pas aux tailleurs de pierres; aussi il est vraisemblable qu'il ne s'agissait pas de garder le secret de techniques compliquées, mais plutôt de techniques simples comme la façon de composer un mortier ou de reconnaître le sens des pierres. Ces connaissances pratiques étaient-elles tenues secrètes pour éviter la concurrence? Par les statuts des « us et coutumes » des tailleurs de pierres de Ratisbonne, en Allemagne, on prend d'abord soin de protéger la corporation contre les sanctions des autorités en place : le seigneur et l'ecclésiastique. Pour éviter l'intervention de ces derniers, il est spécifié qu'aucun serf ne sera admis dans la communauté sans l'accord de son seigneur, qu'aucun membre de la communauté ne devra vivre en concubinage, gaspiller de l'argent au jeu, pratiquer l'usure ou recevoir de l'argent pour son enseignement. Par ailleurs, les litiges à l'intérieur d'un chantier doivent être réglés sur le bien-être même, par ceux qui y œuvrent et non par une autorité extérieure. Ensuite, il est interdit (à la différence de Paris) d'avoir plus de deux aides sur un chantier. Si le chantier venait à être fermé, les aides devaient être employés par le même maître jusqu'à la fin du contrat. En outre, le salaire convenu doit être intégralement versé. De plus, un maître ne peut pas abandonner le travail en cours de réalisation. Il ne peut non plus empêcher quelqu'un de parfaire sa connaissance du métier.

Ces statuts, qui se veulent la codification d'un état de fait antérieur, paraissent avoir été établis pour protéger à la fois les tailleurs de pierres et la qualité du travail. Mais ils n'intervinrent qu'à la fin du Moyen Age.


LA SCIENCE ARABE AU SECOURS DES CATHÉDRALES

Les traités de géométrie arabes et grecs avaient été transmis à l'Occident par les Arabes qui ayant préservé et assimilé cette science ainsi que celle des Indiens, l'avaient développée, surtout en ce qui concernait l'algèbre et la chimie. Par ailleurs, ils sont les pères de la trigonométrie. Ils enseignaient les sciences dans les Medersas où venaient étudier des écoliers tant arabes ou juifs que chrétiens. Là a pu être trouvée, semble-t-il, la solution au principal problème de la coupe de la pierre, celui du calcul du volume. Comment, en effet, calculer le volume d'une pierre quand on ne dispose que d'éléments qui permettent d'en calculer la surface ? La solution qu'en ont donnée les géomètres du Moyen Age est celle de la duplication du carré qui a son origine dans le *Ménon* de Platon. Cette solution consiste à tracer un carré, ses diagonales, puis un autre carré ayant des côtés de la même dimension que celle des diagonales et qui est le double du premier ; ensuite, on replace le premier carré dans le second. Cette solution était vérifiée par un procédé empirique qui consistait à représenter sous une forme solide les figures réalisées sur un plan. On utilisait pour cela la cire qui permettait d'évaluer l'équivalence des volumes par rapport à une égale quantité de matière.


Transport d'un "carreau".
(vitrail de la cathédrale de Chartres).

« Travail gratuit » pour le paradis

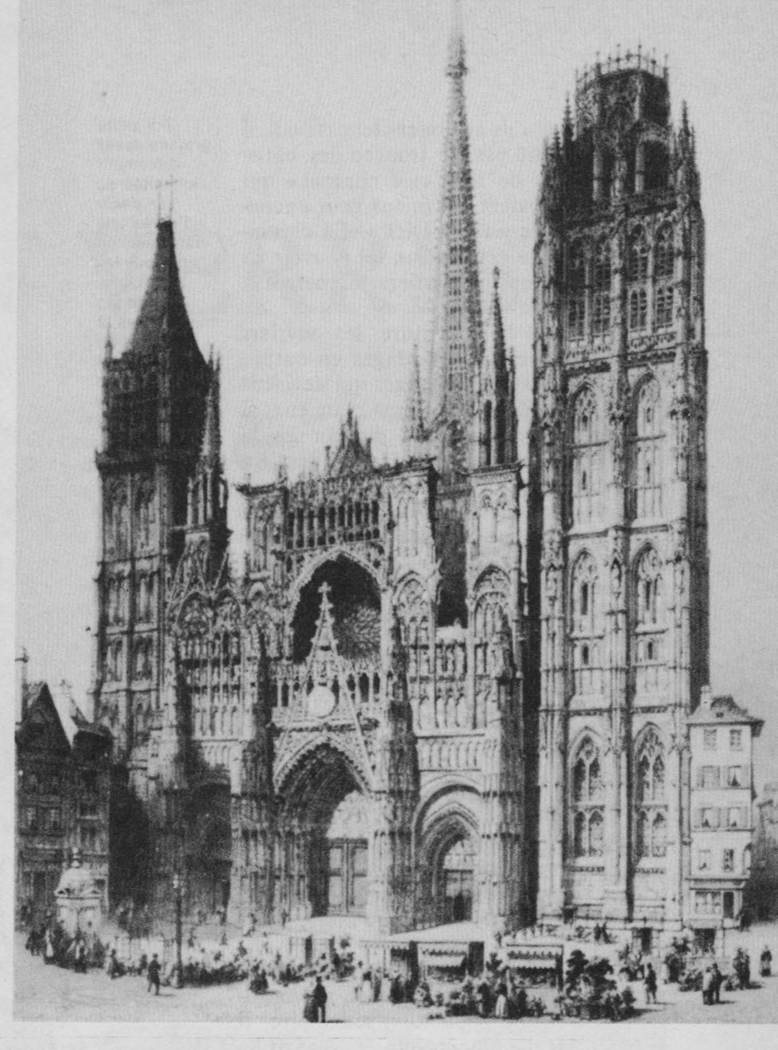
Avec les tailleurs de pierres, les manœuvres hantent les chantiers. La plupart des tailleurs de pierres ont d'abord été manœuvres, les écoles de métier n'existant pas encore. Les manœuvres étaient souvent recrutés parmi des paysans, serfs fuyant leur seigneur et qui, lorsqu'ils n'avaient pas été réclamés au bout d'un an, étaient libres. Le manœuvre le plus important sur un chantier médiéval est le carrier, qui extrait les pierres. Pour la construction de l'abbaye de Vale Royal en 1277, les carriers ont travaillé par groupe de huit, sous les ordres d'un maître-carrier. En trois ans, de 1278 à 1281, 35 448 charrettes de pierres ont été chargées et conduites de la carrière au chantier distant de huit kilomètres, chacune chargée d'une tonne environ. Les carriers étaient payés pour chacune des pierres extraites, et proportionnellement à sa dimension. Les marques de tâcherons que l'ont voit sur les pierres, ont souvent été faites par eux. D'une part, elles permettaient au chef de chantier de dénombrer les pierres extraites pour payer les carriers et les tailleurs de pierres en conséquence, d'autre part, de repérer les pierres de même origine quand deux carrières fournissaient le même chantier. Les marques de tâcherons n'étaient pas à confondre avec les marques de position dans l'édifice. Ces dernières étaient gravées par les tailleurs de pierres, afin que les maçons placent correctement les pierres dans un assemblage un peu compliqué.

On estime que les carriers recevaient 7 deniers par jour, soit la moitié du salaire

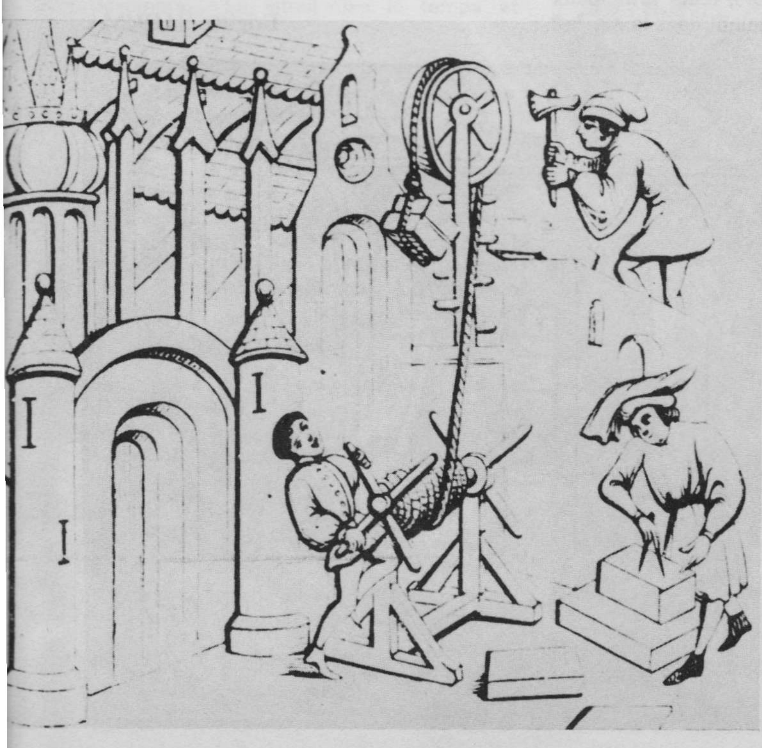
des tailleurs de pierres. Parmi les autres manœuvres, on compte les porteurs de hottes, les mortelliers, les plâtriers, ceux qui creusent les fondations, ceux qui posent les tuiles. Le travail des plâtriers, en particulier, était soumis à une vérification rigoureuse. En effet, dans le 48 ᵉ statut du livre des métiers d'Etienne Boileau, rédigé vers 1268 et concernant « les maçons, tailleurs de pierres, plâtriers et mortelliers », on lit que le plâtrier était soumis à 5 sous d'amende, soit l'équivalent de 9 jours de travail, dans le cas où il aurait trompé le chef de chantier sur le mélange ou la mesure du plâtre. Par ailleurs, 5 sous représentaient la somme d'impôts annuels.

Les conditions de travail des manœuvres étaient suffisamment dures pour expliquer leur réaction de rejet vis-à-vis des bénévoles qui venaient gagner leur Paradis en participant gratuitement à la construction de l'édifice. La chanson de geste des « quatre fils Aymon », datée du 12 ᵉ siècle, raconte une légende qui est née de cette réaction. Renaud de Montauban, pour expier ses fautes, se fait engager comme manœuvre sur le chantier de la cathédrale de Cologne. Là, il travaille mieux que les autres et n'accepte qu'un denier par jour, et cela pendant huit jours. Mais ses compagnons, inquiets, car il risquait ainsi de faire baisser les salaires, se concertent et décident de l'assommer traiteusement à coups de marteau, de mettre ensuite son corps dans un sac et de le jeter dans le Rhin. Mais, « par miracle », les poissons du Rhin se rassemblent et soulèvent le corps qui suit le fil de l'eau, « éclairé par trois cierges ». Ses compagnons n'ont plus qu'à faire pénitence... cette légende reflète l'état d'esprit corporatif qui pouvait régner chez les manœuvres.

Au-dessus des manœuvres et des tailleurs de pierres, on trouve l'architecte. C'est un ouvrier plus qualifié, qui partage leur vie, du moins jusqu'au 14 ᵉ siècle. Il ne reçoit pas un salaire supérieur à celui d'un tailleur de pierres, mais bénéficie d'avantages en nature. Sur le chantier de la cathédrale d'Autun, pour l'année 1294-1295, il ne reçoit que 3 livres, mais 60 sous ont été payés au tavernier pour son logement et 10 livres pour son vêtement, soit en tout 200 sous. Par ailleurs, il reçoit une prime annuelle et peut être exempté d'impôts. En outre, il dirige souvent plusieurs chantiers à la fois, ce qui lui assure une certaine aisance. Son rôle consiste à tracer les « panneaux » c'est-à-dire les modèles de bois qui permettront de tailler les pierres selon des dimensions précises. D'une manière générale, il est chargé de résoudre tous les problèmes de géométrie pratique qui se posent avant et pendant la construction et est responsable de la bonne marche du chantier. L'architecte médiéval que l'on connaît le mieux, car son album a été conservé, est Villard de Honnecourt, du 13 ᵉ siècle. Cet album témoigne de l'étendue et de la diversité de son savoir. On y trouve des dessins de charpente, d'engins de levage, d'horlogerie, d'ornements, de chauffe-main...



La cathédrale de Rouen. Construite du 12ᵉ au 16ᵉ siècle, sa façade porte la marque des styles qui s'y sont succédés, du roman au gothique flamboyant.



Sur ce bois gravé du Moyen-âge on voit comment on montait les pierres taillées sur les chantiers.

Conflit autour d'un porc

Au couvent des Augustins à Paris, les tailleurs étaient payés soit à la journée, soit à la semaine, c'est-à-dire pour 4 à 5 jours de travail, pas plus. Pour une journée, ils recevaient 20 à 22 deniers, le double du salaire d'un plâtrier ou d'un mortellier; pour une semaine de 4 jours, ils recevaient 8 sols, et pour une semaine de 5 jours, 10 sols. Il semble que les salaires n'aient pas comporté de viande dans la nourriture fournie, car c'est elle qui provoqua au 19 ᵉ siècle, la grève du monastère d'Obazine. Les ouvriers y avaient acheté un porc en avaient mangé une partie et dissimulé l'autre en cachette des moines qui, n'ayant pas le droit de consommer de la viande, voulaient imposer cette règle aux tailleurs de pierres. Malheureusement, ce reste fut découvert par l'abbé qui le fit jeter. Le lendemain, les ouvriers, s'apercevant de la chose, injurièrent l'abbé et le menacèrent de ne plus travailler pour lui. A quoi il leur

répondit que, s'ils arrêtaient leur travail, il ne manquerait pas de trouver des bâtisseurs « libres de tout vice charnel » qui n'en travailleraient que mieux pour « achever l'œuvre destinée à Dieu ». La chronique ajoute que cela eut un tel pouvoir de persuasion, que les ouvriers tombèrent à ses pieds (?)

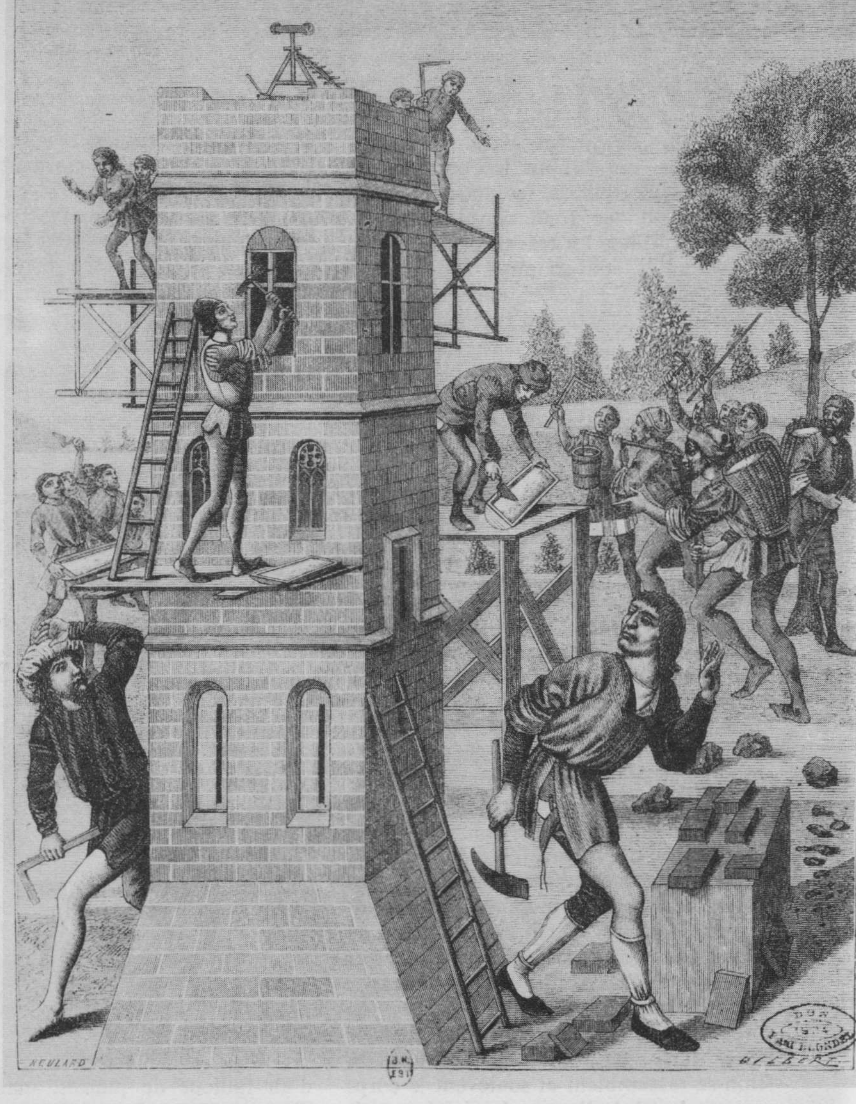
En plus de la nourriture, les ouvriers recevaient quelques avantages en nature comme la boisson, avantages qui devaient être relativement importants pour eux, si on considère la querelle du vin de la cathédrale de Sienne qui dura 30 ans! En 1308, les ouvriers de ce chantier demandèrent qu'on leur donne du vin provenant des vignes appartenant aux religieux, car ils étaient obligés d'aller se désaltérer à la taverne, d'où une perte de temps et d'argent pour ceux qui étaient payés à la pierre extraite ou à la mesure de plâtre. Ils n'obtinrent satisfaction qu'en 1337.

Ces revenus faibles étaient soumis à l'impôt. Ainsi les tailleurs payent-ils la taille. A Paris, en 1292, Roger « le tailleur de pierres » a versé 16 sous, soit environ 3 % de son revenu annuel. Sa dame a payé pour ses propres revenus 5 jours. Il est curieux de constater dans les registres d'imposition la mention de femmes « plâtrières, mortellières » et même « maçonnes »! Faut-il en conclure que des femmes pratiquaient ces métiers-là?

Les tailleurs de pierres, comme la plupart des ouvriers d'un chantier, ne constituaient pas une population sédentaire. Il arrivait fréquemment que les constructions soient interrompues par manque d'argent, par la peste ou la guerre. Ils devaient alors aller à la recherche d'un nouveau chantier. Parfois, ils étaient congédiés sans préavis et sans indemnités. Certains partaient de leur propre gré, soit dans l'espoir de recevoir un salaire supérieur dans d'autres chantiers, soit pour voir du pays et connaître de nouvelles techniques. En Angleterre, par exemple, les « réquisitions » ont largement accentué ces déplacements. En effet, le roi avait le pouvoir de faire recruter 25 à 40 hommes pour les envoyer sur un chantier distant de plusieurs centaines de kilomètres.

De par ces voyages perpétuels, il n'était pas possible aux tailleurs de pierres, du moins avant le 13 e siècle, de se grouper pour défendre leurs intérêts. Par ailleurs, l'Eglise et les seigneurs, leurs principaux employeurs, s'y opposaient dans la mesure où ils auraient été contraints de discuter des salaires et des conditions de travail. Ce n'est qu'au 15e siècle que furent rédigés pour la première fois, à Ratisbonne les statuts des tailleurs de pierres, comprenant leurs droits et leurs devoirs, et qui précisent en particulier que les secrets du métier ne doivent pas être divulgués aux étrangers. Mais l'esprit qui inspirait alors la construction des cathédrales n'était plus le même qu'au 11 e siècle.

Brigitte SAOUMA



Sur cette gravure assez drôlement exécutée au 19e siècle d'après une miniature, on voit tous les bâtisseurs, depuis les manœuvres (à droite au fond) jusqu'à l'architecte (en bas à gauche)

LE FINANCEMENT DES CATHÉDRALES

L'une des sources de financement a été constituée par les dons de riches seigneurs ou de riches bourgeois désireux d'assurer leur salut dans l'au-delà. Une autre source a été la « tournée des reliques », un morceau de la chemise de la Vierge, une parcelle de la vraie croix, un fragment de l'éponge de la Passion, etc., pour susciter la générosité publique. Cependant, le culte des reliques a eu ses excès qui ont lassé les donateurs.

Pour le chantier de la cathédrale d'Autun, une autre source a été la vente des « indulgences » : le pêcheur remettait à l'Eglise une somme d'argent en échange de la rémission d'une faute à expier sur cette terre, et non dans l'au-delà. Par exemple, ceux qui souhaitaient ne pas faire carême payaient le prix fort pour éviter une pénitence, alors sévère.

On faisait également payer le droit d'être enterré dans l'enceinte d'une église.

Les fonds étaient collectés par le Chapitre, assemblée des chanoines, indépendante de la juridiction épiscopale.



INTERVIEW

VITRAUX ET VERRIERS

Le vitrail, c'est d'abord des couleurs. Au Moyen Age, existe-il un symbolisme des couleurs?

Oui, par exemple, le blanc représente la pureté, le jaune le diable, l'or la sainteté... De plus, la lumière agissant par filtre, la juxtaposition des couleurs n'est pas indifférente pour créer une harmonie.

Au cours des siècles, les thèmes ont varié; l'Histoire a-t-elle influencé le vitrail?

Aux 14ᵉ et 15ᵉ siècles, période de guerres, famines et pestes, la vie des saints disparaît, tandis que les calvaires et les vierges se multiplient. La mort est alors omniprésente et les contemporains ont le désir de *gagner* leur rédemption sur terre. Pour cela, Marie devient l'intercesseur privilégié. Si l'on remonte au 13ᵉ siècle, au contraire, c'étaient les saints qui apportaient le confort et qui intercédaient auprès de Dieu.

Le vitrail est-il l'une des formes privilégiées de la culture populaire?

Le vitrail est là pour montrer à ceux qui ne savent ni lire ni écrire ce qu'il faut croire. C'est en quelque sorte un « livre », une « bande dessinée » religieuse qui n'a pas pour vocation la beauté, mais la pédagogie. Ainsi les animaux révèlent-ils d'abord un symbolisme sous-jacent. Le lièvre, c'est le symbole des Vertus, le cheval celui du Voyage; le coq rappelle le reniement de Jésus par son apôtre Pierre. Ils sont là également pour situer un évévement : les moutons signifient une scène pastorale. Ils peuvent également symboliser les moments de l'année : le porc rappelle février, le mois où l'on tue le cochon, la glandée le mois de novembre... Le vitrail fixe le temps et l'espace.

N'existe-il pas de vitraux faisant allusion à des personnages puissants, dans un but contestataire?

On peut effectivement en découvrir. Mais il est difficile de savoir de quelles personnalités certains verriers se sont servis pour représenter les visages humains de la Bête de l'Apocalypse... Dans d'autres cas, c'est évident. Dans l'église de Pont-Sainte-Marie (Aube), ont peut voir Henri IV en diable pour symboliser le « mal » protestant. Aujourd'hui encore, cette tradition se maintient. Si vous vous rendez à la Bonneville, dans l'Eure, vous découvrirez un De Gaulle « diabolique » qui reçoit « le feu du ciel » — (vitrail de 1970). Et en 1982, toujours en Normandie, un maître-verrier a dessiné deux créatures maléfiques où l'on reconnaît Mitterrand et Marchais.

Que nous apprend le vitrail de la vie du peuple?

En fait, toutes les corporations d'artisans ont commandité des vitraux, surtout à partir du 14ᵉ siècle. Grâce à elles, la vie quotidienne des humbles peut être reconstituée. Des vitraux de la cathédrale de Chartres nous montrent les savetiers au travail; au Mans, vignerons et tonneliers; à Bourges, les maçons; à Saumur, drapiers et foulons; ailleurs des laboureurs, en général des propriétaires. Les maladies, les famines sont évoquées. A Auxerre, on voit des gens en état de disette. Quant à la ville, elle n'apparaît réaliste qu'à partir du 15ᵉ siècle. A Évreux, un vitrail offert par Louis XI nous peint la rue médiévale avec ses étals, ses maisons de pierre et de bois, ses marmots... Cependant, la prédominance des thèmes aristocratiques reste, et la représentation des paysans, la majorité de la population, est bien conventionnelle...

Comment devient-on verrier au Moyen-Age?

En général de père en fils. Pour former un verrier, cinq ans sont nécessaires. Pour devenir maître-verrier, il faut avoir de l'argent, ce qui favorise bien sûr le fils du maître. Après avoir réalisé son « chef-d'œuvre » (un calvaire), l'ex-compagnon doit offrir un repas. Le nombre de verriers varie avec la conjoncture économique et les transformations des mentalités. En France, au 13ᵉ siècle, il y a 1000 maîtres-verriers emloyant un ou deux compagnons. Aujourd'hui il n'en existe plus qu'une centaine. Avant les guerres de religion du 16ᵉ siècle, et paradoxalement, leur nombre a doublé, plus de 2 000! La hausse des prix (favorable surtout aux bourgeois, aux nobles et grands propriétaires), les guerres d'Italie (1494-1525), l'essor des banques ont favorisé, au 16ᵉ siècle, les constructions et donc les vitraux. Faire édifier un vitrail coûte excessivement cher. C'est en fin de vie qu'un maître-artisan, un abbé, de riches marchands ou des nobles passent commande; jusqu'aux villageois qui n'hésitent pas à s'endetter, comme ceux de Triel (Yvelines). Les classes dominantes se trouvent dans l'obligation morale de faire faire des vitraux.



Le marchand de vin (vitrail de Saint-Lubin, 13ᵉ siècle, d'après les célèbres ''corporations'' de la cathédrale de Chartres).

LE MONTAGE

Après cuisson de la grisaille, le montage du vitrail commence par la mise en plomb. Le carton ou le calque du carton est reporté sur une table. Le verrier assemble les verres découpés, soit à partir d'un angle, soit autour d'une figure centrale – souvent un visage – que l'on sertit de plombs. Un plomb est une baguette de ce métal dont la coupe affecte sensiblement la forme d'un H couché. Il se compose d'un cœur correspondant à la barre du H et de quatre ailes disposées comme les jambages du H.

Les verres sont insérés entre les ailes et poussés contre le cœur : ils se trouvent alors encastrés dans les rainures des plombs; ceux-ci sont tenus en place de proche en proche par des clous enfoncés à la périphérie; puis les morceaux adjacents sont disposés par rangées successives en une figure convexe. C'est un travail très délicat qui demande beaucoup de jugement; certains tours de main sont difficiles, en particulier la pose « en chef-d'œuvre », qui consiste à insérer un morceau de verre dans un autre, sans coupe auxiliaire rejoignant les bords de la pièce.

L'une des techniques employées pour réaliser une telle découpe circulaire dans un morceau de verre loin de l'un des bords consiste à dessiner le contour au diamant, puis à couvrir l'aire intérieure d'un fin réseau quadrillé de traits exécutés au diamant. Le verrier essaie ensuite d'obtenir une brisure limitée du verre au centre du réseau, soit par choc thermique au fer rouge, soit par de petits chocs mécaniques très sec. Les ruptures s'amorcent en général le long des traits du réseau; il en faut au moins quatre pour parvenir à dégager un ou plusieurs carrés contigus. Le verrier procède ensuite de proche en proche jusqu'aux limites du contour.

Restauration d'un vitrail ancien : ici, le montage, par remise en plombs après nettoyage des verres.



Les ailes des plombs sont rabattues à l'aide d'une spatule, de façon à maintenir solidement les verres; ensuite, on soude les plombs sur une face, puis sur l'autre.

L'ensemble est rendu étanche à l'eau en introduisant du mastic entre le verre et le plomb.

Jusqu'au milieu du 16e siècle, les plombs, coulés dans des moules de bois de mélèze, étaient épais et robustes : certains ont tenu jusqu'à nos jours. A partir du 16e siècle, ils ont été étirés et laminés; ces traitements plus économiques, engendrent des microcraquelures à la surface du métal, avec pour conséquence une durée de vie à peine supérieure à cent ans.

Les panneaux reçoivent, par soudure, les attaches qui relieront la résille aux vergettes, et ils sont insérés dans des cadres de fer assurant la tenue mécanique de l'ensemble. Les cadres supportent les vergettes, sur lesquelles les attaches sont repliées et serrées en viroles; ils sont entretoisés et maintenus dans la feuillure de la fenêtre par des barres épaisses, les barlotières. Enfin, les panneaux sont scellés en place.

Jusqu'à la fin du 16e siècle, et même au-delà, tout ce travail demeura le plus souvent anonyme. Les archives mentionnent de loin en loin le nom de quelque peintre verrier sans qu'il soit jamais possible de le rapprocher à coup sûr d'une œuvre connue. Par exemple, le cartulaire de l'abbaye de Molesnes (Côte-d'Or) livre le nom de Walterius, moine et verrier. Rien n'a subsisté de lui en dehors de son nom. Un texte de 1279 cite un certain « Richard le Vitrier » dont la maison jouxtait celle d'Étienne de Mortagne, maître d'œuvre de la cathédrale Saint-Gatien de Tours, mais rien ne permet de lui attribuer avec précision une seule des verrières du chœur posées vers cette époque.

Ailleurs on trouve des monogrammes ininterprétables, à Clermont-Ferrant, par exemple. Il n'en allait pas toujours de même à l'étranger. On verra que, dès le 12e siècle, le maître allemand Gerlachus avait signé ses vitraux. C'était une pratique courante en Italie bien avant le début du « Trecento ». En France, on ne connaît qu'une seule signature de verrier au 13e siècle, sur un vitrail de la cathédrale de Rouen

C'est d'une certaine façon un « impôt sur les grandes fortunes » et une manière de remettre de l'argent dans le circuit économique. Le vitrail a une fonction économique. On fait ainsi redescendre l'argent en bas de l'échelle sociale.

Quel est le temps de fabrication d'un vitrail?

Cela varie avec les techniques. Au 12e siècle, il faut 1 000 heures pour un mètre carré au 16e siècle, 250 à 300 heures. Aujourd'hui, de 50 à 200 heures. Mais la restauration prend bien 700 heures.

La densité des vitraux en France?

On les trouve surtout dans les régions riches en forêt et en sols siliceux. C'est-à-dire le nord de la France. La coloration se fait grâce aux oxydes métalliques. La couleur donnée n'est pas obligatoirement celle du matériau utilisé. Ainsi le cuivre donne-t-il toutes les couleurs : bleu, rouge, vert, jaune. Au Moyen-Age, on usait de procédés empiriques; ainsi se servait-on de fiel de bœuf ou même d'urine! Aujourd'hui certaines couleurs comme le « Rouge d'or » de Bourges demandent des préparations très complexes. De plus, on ne fait plus toutes les couleurs (le bleu-gris du 16e siècle). Quant au montage du vitrail, c'est l'essence même du métier de verrier, c'est la partie la plus délicate *(voir encadré)*.

Quels sont les risques de dégradation du vitrail?

Il faut dire qu'il ne subsiste qu'un dixième de ce qui a été produit. Un tiers du reste a été détruit au 16e siècle, un tiers pendant la Révolution et le dernier par les guerres et les vandales. De plus, les vitraux se corrodent. Le phénomène est ancien, on peut le constater dès le 18e siècle. A Champs-sur-Marne, il existe un laboratoire qui travaille avec des verriers du monde entier pour lutter contre la dévitrification et les attaques de champignons. Afin de sauver ce qui peut l'être, il suffirait de cinq bons photographes. En cinq années, le recencement peut être terminé. Le Ministère de la Culture devrait intervenir. Quant à certains historiens du Moyen Age, comme Georges Duby, ils parlent beaucoup, mais ne font rien...

Propos de **Jean Rollet**
recueillis par **Hervé Luxardo**

Les maîtres de la lumière **de J. Rollet. Préface de Jacques le Goff.** (Bordas) 365 F. (300 pages, 180 photographies couleurs, 11 cartes couleurs, 24 dessins, une carte des sites en encart). Un livre somptueux au texte simple et passionnant. Dans la première partie, l'auteur expose, pour la France, l'art du vitrail, son histoire, les sources de son inspiration iconographique, les techniques de sa création et de sa conservation. Avant d'aborder le vitrail des pays étrangers, la seconde partie comporte un inventaire départemental permettant les excursions et une recension par ordre alphabétique des lieux des verriers. Une superbe invitation au voyage, doublée d'une préface claire pour retrouver un art populaire par excellence.

AU CINÉMA DANTON

de Andrzej Wajda; Scénario : Jean-Claude Carrière; avec Gérard Depardieu (Danton), Wojciech Pszoniak (Robespierre), Patrice Chéreau (C. Desmoulins).

Qui oserait en 1982 voir l'histoire révolutionnaire à la lumière des cultes supposés contradictoires de Danton et de Robespierre ? Peut-on encore susciter de l'intérêt pour Danton ? Pourtant, de 1897 à 1982, on trouve à peu près un film tous les deux ans sur le thème de la Révolution française.

Wajda, cinéaste polonais, choisit de réactiver le passé en partant de la sensibilité actuelle. Le choix de Depardieu est révélateur ; acteur au jeu très charnel et très présent, il écrase Danton, et le présent écrase le passé. Ceci n'enlève rien à la richesse du film, mais produit une dérive importante.

Le choc des Titans

Le film se divise en deux parties d'inégale qualité. Jusqu'à l'arrestation de Danton domine une manière de théâtre filmé où règnent le gros plan, les scènes d'intérieur et surtout une opposition outrée et caricaturale entre Danton et Robespierre. L'excès du jeu de Depardieu ne suffit pas à rendre son personnage crédible. Pszoniak est bien plus juste en Robespierre. La deuxième partie décolle, enfin, de la technique du champ/contrechamp. La dramatisation sied bien à Depardieu. Le procès n'est pas filmé de façon très originale. Cependant, la caméra réussit quelques saisissantes contre-plongées sur la guillotine dégoulinante. Le film s'épanouit à l'ombre de la guillotine. C'est à la fois ses limites, dans le scénario, et son centre dans la réflexion du cinéaste.

Wajda a privilégié la psychologie pour nous mener aux grands débats politiques qui sont au centre de ses six mois (novembre 1793-avril 1794) de la Révolution. Mais si l'analyse psychologique permet de focaliser l'action, elle ne nous donne guère de points de repère, utiles pour comprendre une période si féconde. D'après le film, la Révolution en 1793 se résumerait en trois mots : misère, désordre, terreur. On pouvait espérer autre chose de la part de Wajda.

Fallait-il tant simplifier la Révolution pour la faire tenir dans les cerveaux de Danton et de Robespierre ? La question qui les oppose est celle de la Terreur. En décembre 1793, Danton se déclare, avec les Indulgents, partisan de la fin de la Terreur. Robespierre veut son maintien, en ajoutant : « La Révolution a fait fausse route ».

Au fond, cette Terreur, en lisant nos livres d'Histoire, nous étions prêts à l'accepter, à la justifier plutôt « par les nécessités du temps », une fois oublié le claquement de la guillotine. Cependant, celle de l'autre camp (terreur nazie, terreur stalinienne) faisait toujours horreur, était injustifiable. Le grand mérite de Wajda est de poser le regard sur la terreur de « son camp », celui qui s'est inspiré de la Révolution Bolchevique qui avait pris pour modèle les Révolutions de France. Wajda, victime de la nouvelle terreur qui s'est installée en Pologne, reconsidère la Terreur de 1793-94, essayant de comprendre sa mise en place et son fonctionnement.



Gérard Depardieu : sans doute plus proche de Danton par son côté excessif que par le physique...

Pour le bien du Peuple

Danton et Robespierre participent de la même mécanique : ils parlent au nom du Peuple, ils veulent le Bien du Peuple, chacun à sa manière. Danton, c'est le spontané, l'intuitif. Il se croit du peuple, parce qu'il est vulgaire et débraillé. Se comportant de manière « populaire », il pense que le peuple s'identifie à lui, donc qu'il peut parler en son nom. Robespierre, c'est l'antithèse, certes très forcée. Il cherche à comprendre, à analyser les besoins du peuple, pour lui servir de guide vers le Bien. C'est de la démagogie que de lui dire, comme Danton : « Peuple de France, le tribunal, c'est toi ! », ou comme Robespierre : « Quand il s'agit du bien de la République... nous avons tous les droits. »

Or, pour Wajda, l'intuitif et l'analyste commettent la même erreur, celle qui conduit à la terreur. Parler au nom du peuple signifie que l'on devra écraser ceux qui ne sont pas d'accord, fussent-ils du peuple.

Mais Wajda montre que le peuple n'est pas dupe. Il ne se révolte pas pour défendre « son tribun populaire », tout comme l'exécution de Robespierre, trois mois plus tard, ne suscitera pas de mouvements de foule.

Mais Wajda n'accable pas Danton, puisqu'il le crédite d'une lucidité tardive, de même que Robespierre d'ailleurs. On aimerait mieux comprendre l'attitude de Danton. Le film ne nous y aide guère : S'agit-il d'un retournement idéologique, compromissions diverses, amélioration de la situation économique et militaire ? L'affrontement avec Robespierre, trop centré sur la psychologie, explique trop peu de chose.

Peut-on traiter la Révolution comme il le fait ? Peut-on s'engluer dans un face à face aussi scolaire ? Ce qui est grave, c'est que la Révolution ne devient que Terreur, Robespierre un pourvoyeur de la guillotine, Danton défenseur du peuple et victime des « nouveaux tyrans ».

Un débat sur la terreur est certainement très important. Mais cela autorise-t-il Wajda à tordre les matériaux qu'il utilise ? Il est un peu fort de faire dire par Danton : « Le plus grand ennemi du peuple, c'est son gouvernement », quand c'est Saint-Just qui a prononcé cette phrase. Mais il fallait faire de ce dernier un exalté qui poussait Robespierre à la dictature.

Et surtout, que penser de ce Danton devenu dénonciateur du Comité de Salut Public, tout comme du tribunal révolutionnaire, alors qu'il en a été un des créateurs ? L'habit de visionnaire politique lui va très mal.

Non, décidément, Danton est trop marqué pour être un sérieux accusateur de la Terreur. Les arguments de Wajda, portés par un si mauvais cheval, peuvent perdre de leur poids, car la réalité du personnage de Danton et de la Révolution est plus complexe que ce qu'il nous montre.

Cependant, si ce film est très critiquable sur le plan strictement historique, la dénonciation de la « mécanique terroriste » est remarquablement soutenue par un souffle et une grande intensité dramatique. Un film à voir.

J.G. FICHAU

AUTOUR D'UN FILM

DOSSIER DANTON

Quel fut le véritable Danton? En quelques lignes il est impossible de retracer la biographie d'un homme dont l'histoire se confond largement avec celle de la Révolution. Deux exemples illustrent cependant la complexité du personnage : Danton après la chute du roi, lors de son premier passage au pouvoir; puis Danton et l'argent, c'est-à-dire sa corruption et sa vénalité.

« De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace... »
(Danton 2.9.1792)

Louis XVI fut renversé par l'insurrection parisienne du 10 août 1792. Danton fut nommé ministre de la justice le 11 août; il accéda à ce poste grâce à l'appui des députés Girondins, portés au pouvoir par une insurrection qu'ils n'avaient pas souhaitée; Danton fut alors l'intermédiaire entre le peuple insurgé et la Gironde déjà largement contestée par les vainqueurs du 10 août; il fut le bouclier des Girondins contre une nouvelle émeute. Quelle fut son attitude au gouvernement, jusqu'au 9 octobre 1792? Incontestablement il fut l'élément moteur, le véritable chef de ce gouvernement provisoire. Il s'occupa de tout : désignation des agents envoyés dans les départements pour y accélérer les levées d'hommes; envoi des agents secrets à l'étranger, interventions multiples devant l'Assemblée législative puis la Convention, la Commune de Paris et le club des Jacobins pour y organiser la défense nationale, dénoncer les traîtres et les contre-révolutionnaires. Ce fut le grand rôle historique de Danton : il incarna alors la lutte à outrance contre les envahisseurs austro-prussiens. Il fut alors le « ministre révolutionnaire » par excellence. C'est lui qui organisa les visites domiciliaires dans Paris, l'arrestation de plusieurs centaines de suspects et la réquisition des armes. Il s'opposa à toute mesure d'éloignement du gouvernement de Paris, vers Blois ou Tours comme le proposait le girondin Roland, car il pensait que la force de la Révolution résidait dans le peuple de Paris en armes. Bref il n'est pas excessif de dire que Danton contribua, plus que tout autre dirigeant du moment, à la victoire de Valmy le 20 septembre 1792. Après Valmy il fut de ceux qui poussèrent la Révolution vers les conquêtes et la généralisation de la guerre; il fut l'homme des « frontières naturelles » et sa politique ne se différencia pas fondamentalement de celle des Girondins.

Voilà pour l'attitude publique de Danton. C'est sur elle que repose la popularité dantoniste. C'est du reste un extrait de son discours du 2 septembre 1792 qui a été gravé sur le socle de sa statue à Paris : « Pour vaincre que faut-il? De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace, et la France sera sauvée. »

Or la réalité n'est pas aussi simple. Certes, on peut porter à son actif ses tractations secrètes avec l'Angleterre en vue de maintenir cette puissance dans la neutralité, en échange de concessions coloniales (les îles de Tabago et Sainte-Lucie dans les Antilles). Il utilisa également à Londres les services de Talon, ancien agent du roi et distributeur des fonds secrets de la cour, pour négocier avec le 1er ministre anglais Pitt. Avec la Prusse, le rôle de Danton fut le même : pendant la retraite de l'armée française de l'été 1792, avant la victoire de Valmy (20 septembre) il négocie une trêve avec ce pays, en espérant le séparer de l'Autriche. Mais un fait surprenant est que Danton continua cette négociation après Valmy, au lieu de poursuivre l'armée prussienne en retraite qui obtint ainsi un répit lui permettant d'évacuer ses troupes malades et d'éviter la déroute. Ces négociations furent poursuivies jusqu'au 28 septembre, et ne furent rompues que sur l'initiative du roi de Prusse qui exigeait une restauration monarchique en France. Sur cette question Danton était entré en relation avec le duc de Chartres (le futur roi Louis-Philippe). Ces tractations ne purent aboutir, la République ayant été proclamée aussitôt après Valmy. Ainsi Danton jouait sur deux tableaux : il négociait en secret

LE JEU DES 8 ERREURS SUR « DANTON »

1. La bousculade effrénée avant l'ouverture d'une séance du Comité de Salut Public qui aurait pu se passer lors de la révolution de février 1848, est imaginaire en 1794.

2. Ce n'est pas Danton qui prononce la parole : « La Révolution est glacée » mais Saint-Just en juin 1794, deux mois plus tard. Il en est de même pour : « Le peuple n'a qu'un ennemi, son gouvernement. »

3. Les affiches sur la volonté de maternité des « nonnes républicaines » sont bien antérieures à cette période où Robespierre condamne les mascarades anti-religieuses.

4. Le « Déguerpissez ! » de l'accusateur public Fouquier-Tinville aux membres des Comités qui lui demandent d'être plus énergique dans la conduite du procès des Dantonistes est étonnant de la part d'un haut-fonctionnaire respectueux des autorités constituées.

5. La (belle) scène de l'atelier du Louvre entre Robespierre et le peintre David (membre du Comité de Sûreté Générale chargé des œuvres de police politique) comporte des erreurs. La célèbre toile *La mort de Marat* fut terminée cinq mois avant, en octobre 1793 et portée par David à la Convention.

6. Le *Serment du Jeu de Paume,* dessin inachevé de David fut exposé au Salon de 1791. Fabre D'Eglantine ne pouvait en être effacé, il n'était pas député à l'époque du serment.

7. Robespierre ne pouvait faire des séances d'essai de costume pour une fête de l'Être Suprême dont le principe ne fut acquis que deux mois plus tard (7 mai 1794) et qui se déroula le 8 juin 1794.

8. « L'homme de marbre » dans l'attitude du penseur est anarchique, car on ne sculpte ni dans cette matière, ni dans cette position en l'An II (1793-1794).

S. BIANCHI

Danton et ses femmes : à gauche, Gabrielle Charpentier épousée en 1787, morte en 1792. A droite, Louise Gély, jeune fille de 16 ans, épousée six mois après le veuvage de Danton.



une paix de compromis, en proposant des colonies à l'Angleterre et une restauration monarchique au profit du duc de Chartres, tout en menant une politique belliqueuse à la tribune. Cette attitude double s'éclaire d'un jour différent si l'on fait intervenir la vénalité de Danton.



Le trafiquant, ennemi juré du peuple. Ici, il ne s'agit en somme que d'un modeste "marché noir". Danton brassait de bien plus grosses affaires !

De l'argent, encore de l'argent, toujours de l'argent...

Danton était corrompu, ce fait était connu de tous les contemporains et lui-même ne cherchait d'ailleurs pas véritablement à le nier. Une fortune acquise si rapidement, ne pouvait s'expliquer par les seuls revenus ordinaires de Danton.

Danton était d'origine relativement modeste, sans jamais avoir été pauvre cependant. Avocat en 1786, il acheta son étude parisienne en mars 1787, pour 78 000 livres. Il ne possédait que 12 000 livres et dû emprunter le reste. Fin 1791, il avait remboursé intégralement ses dettes, sans pour cela cesser de mener un train de vie assez large. Pendant la même période il acheta de nombreux biens nationaux, comme beaucoup d'hommes politiques à cette époque. En mars et avril 1791 il en acquit pour 56 600 livres, le 13 avril 1791 il acheta sa maison à Arcs-sur-Aube pour 25 300 livres. En octobre 1791, député à la législative, il acquit à nouveau des propriétés pour 43 650 livres. Tous ces biens furent payés comptant alors que la loi accordait douze années pour les régler. Il faut ajouter son appartement de Paris, une maison à Sèvres et une autre à Choisy-le-Roi. Les achats ne peuvent s'expliquer par ses revenus ordinaires. En effet il avait cessé son activité d'avocat en mars 1791 et resta sans revenu officiel jusqu'en décembre de la même année, date de son élection à la fonction de substitut du procureur de la Commune de Paris avec le revenu modeste de 6 000 livres par an. Pendant son ministère (août-septembre 1792) il disposait d'un revenu confortable de 100 000 livres par an, mais il ne fut ministre que deux mois; ensuite il n'eût plus que son indemnité de député : 6 480 livres par an. Rien dans tout cela qui finance ses achats, ni son train de vie de plus en plus fastueux. Il faut donc chercher ailleurs la source de ses revenus.

Il apparaît que dès octobre 1789 Danton reçut de l'argent : 30 000 livres payées par Montmorin, ministre des affaires étrangères de Louis XVI. Il reçut ensuite une somme au moins équivalente, prise sur la liste civile, c'est-à-dire du budget personnel du roi. Elle lui fut versée par Talon, sur intervention de Mirabeau. Après la mort de Mirabeau (2 avril 1791), ce furent les frères Lameth (monarchistes constitutionnels) qui servirent d'intermédiaires entre la cour et Danton. Du reste ce fut par Danton que Lameth put obtenir un passeport pour émigrer en Angleterre fin août 1792; Talleyrand obtint le même service, ainsi que le fameux Talon. Danton fit également libérer Adrien Duport, (monarchiste constitutionnel) qui avait lui aussi disposé des fonds de la liste civile en 1791. Danton, ne pouvait leur refuser un passeport... De même Danton fut en relation étroite avec le duc d'Orléans (cousin du roi et régicide). Mais là, aucune trace d'éventuelles sommes versées à Danton par ce prince, par ailleurs si généreux avec ses amis politiques.

A ces sommes reçues par Danton avant la chute de la royauté, il faut ajouter ses relations avec les banquiers au moment du procès du roi. Danton tenta alors, par l'intermédiaire de Chabot, (ancien moine, ex-évêque, député, gendre de banquier) d'acheter les voix des députés, pour sauver Louis XVI. Il disposait de deux millions cinq cent mille livres versées par Ocariz, représentant du roi d'Espagne à Paris. Il essaya, en vain, par l'intermédiaire de ses agents à Londres, d'obtenir une somme équivalente du gouvernement anglais. Rien ne prouve qu'il s'appropria une partie de ces sommes énormes, mais rien ne permet non plus de connaître la part exacte qui fut effectivement distribuée aux députés indécis. Cependant Danton, ne pouvant sauver le roi, vota sa mort; il avait d'ailleurs averti Lameth que s'il ne pouvait sauver la tête du roi, il ne voulait pas tomber avec lui.

Reste la question des comptes de Danton quand il fut ministre. Il reçut alors des fonds exceptionnels : deux cent mille livres pour dépenses extraordinaires, deux millions de livres (ministère de la justice) puis 147 910 livres pour dépenses secrètes accordées par le ministère des Affaires étrangères. Il ne justifia publiquement que d'une dépense de 68 684 livres. Le reste fut dépensé de façon totalement inconnue.

Enfin, pendant sa mission en Belgique auprès de Dumouriez (hiver 1793) Danton fut accusé de dépenses excessives et de pillage. Rien ne fut jamais prouvé. Si Danton envoya effectivement deux voitures pour Paris, leur contenu restera inconnu à jamais car l'inventaire fait à Béthune a disparu. Ce point ne peut donc être retenu de façon certaine contre Danton, mais le doute subsiste.

la Révolution fut donc pour lui comme tant de révolutionnaires une occasion inespérée de faire fortune. Mais devons-nous faire de Danton un simple trafiquant sans aucun idéal politique? Assurément non. S'il accepta de l'argent, rien ne permet d'affirmer qu'il remplit toujours les engagements pris auprès de ses bailleurs de fonds; l'exemple du procès du roi le prouve. Il resta attaché à la Révolution de façon sincère, mais il ne vit pas de contradiction à servir à la fois cette révolution et à recevoir de l'argent de ses ennemis. Ce double jeu pesa très lourd au moment de sa chute, au printemps de l'An II (avril 1794). La lutte sans merci engagée entre la Révolution et l'Europe coalisée ne permettait plus cette compromission et Danton fut irrémédiablement perdu; ses liens avec des affairistes notoires (Chabot, Fabre, Basire...) achevèrent de le discréditer aux yeux des partisans d'une victoire de la Révolution sans compromis avec les forces de l'Ancien Régime.

Marcel DORIGNY

Danton, croquis d'audience de Vivant Denon. C'est plutôt Orson Welles que Depardieu...



CHRONOLOGIE COMPARATIVE DANTON ROBESPIERRE

Période	Date	Danton	Robespierre
DES CARRIÈRES DIFFÉRÉES	1758		Naissance de Maximilien Marie Isidore de Robespierre (bourgeoisie de robe et marchande) Arras
	1759	Naissance de Georges Jacques Danton	
	1770		Études au collège Louis-le-Grand
	1781		Robespierre avocat
	1787	Danton avocat au conseil du roi	
	1789	Président du district des Cordeliers	Député du tiers Robespierre au club des Jacobins
	1790	Danton fonde le club des Cordeliers	
	1791 Juillet	Massacre du Champs-de-Mars à la suite d'une pétition des Cordeliers proposé par Danton	Robespierre demande l'abolition de la peine de mort
	Septembre	Danton élu à la législative	
	Décembre	Substitut au procureur de la commune de Paris	
	1792	Danton favorable à la guerre et à la République	Robespierre contre la guerre mais favorable à la République
PÉRIODE D'ENTENTE CORDIALE	Août	Danton ministre de la justice	Robespierre membre de la commune insurrectionnelle de Paris
	Septembre	A l'origine du Tribunal Révolutionnaire	
		Danton élu à la Convention siège à La Montagne	Robespierre élu à La Convention siège à La Montagne
	Octobre	Danton accusé de corruption par les Girondins	Robespierre défend Danton
	1793	Danton vote la mort du roi	Robespierre vote la mort du roi
	Avril	Danton dirige le premier Comité de Salut Public	
	27 juillet	Danton écarté avec ses amis du Comité, se retire à Arcis-sur-Aube	Robespierre dirige le second Comité de Salut Public
	Novembre	Danton condamne les mascarades anti-religieuses (22 et 26)	Robespierre freine la déchristianisation (21)
	Décembre	Danton fait lever la peine de mort pour les spéculateurs (1)	
		Attaqué aux Jacobins Danton est défendu par Robespierre (3)	
		Danton et Robespierre font passer le décret de centralisation jacobine (4)	
		Desmoulins lance le « vieux Cordelier » (5)	
	1794		Robespierre « fache Danton (23)
PÉRIODE D'OPPOSITION	Janvier	Danton contre la Terreur avec Desmoulins	Robespierre demande de brûler le vieux Cordelier, le n° 5 (7)
		Exécution des Hébertistes (24)	Le vieux Cordelier est saisi et brûlé
		Danton et Desmoulins arrêtés (30)	Robespierre obtient le décret d'accusation (31)
	Avril	Procès des Dantonistes, les accusés mis hors débat Exécution des Dantonistes (5)	
	Juillet		Arrestation et exécution des Robespierristes (27).

Pièces de théâtre et films *

	Dantonistes	*Robespierristes*
1834	La Mort de Danton (Georg BÜCHNER)	
1891	Thermidor (Victorien SARDOU)	
1900		Danton (Romain ROLLAND)
1925-27	*Napoléon* (Abel GANCE)	
1931	Le Sang de Danton (Georges DE BOUHÉLIER)	
1932	*Danton* (A. ROUBAUD)	
1934		L'Affaire Danton (Stanislawa PRYBYSZEWSKA)
1956	Pauvre Bitos (ANOUILH)	
1964		*La Terreur et la Vertu* (A. DECAUX, A. CASTELOT, S. LORENZI)
1978		Maximilien Robespierre (CHARTREUX et JOURDHEUIL)
1979	Danton et Robespierre (Robert HOSSEIN)	
1983	*Danton* (A. WAJDA)	

* Les titres des films sont en italique.

La lutte des factions : EXAGERES, INDULGENTS ET ENDORMEURS (février-avril 1794)

A l'été 1793, la révolution est à un tournant décisif, sur tous les fronts la contre-révolution menace. Quant aux prix, ils flambent et en juillet l'assignat perd encore 30 % de sa valeur. C'est alors que les porte-paroles les plus radicaux des sans-culottes, les « Enragés », dont Varlet et Jacques Roux exigent la taxation générale des denrées et la guillotine pour les accapareurs. Du 25 au 28 juin, les blanchisseuses parisiennes manifestent et taxent le prix du savon. A l'automne 1793 rien n'est réglé. Une « journée révolutionnaire » des sans-cuilottes impose au Comité de Salut Public et à la Convention la taxation générale des prix, la constitution d'une « Armée Révolutionnaire » chargée d'organiser les réquisitions des céréales autour des grandes villes, l'arrestation des « suspects » et le versement d'une indemnité de présence aux Assemblées de section. Pourtant, au même moment, Robespierre et le Comité de Salut Public, font arrêter Jacque Roux et Varlet qui avaient protesté contre le décret limitant à deux Assemblées Générales par semaine le droit de réunion des sans-culottes...

Au printemps 1794, la crise politique, un instant masquée par l'effort de guerre, rebondit. La dictature du Comité de Salut Public risque d'être remise en cause par le peuple parisien car, à la fin du mois de février 1794, le pain devient rare et même immangeable, le prix de la viande inaccessible... Les représentants de la sansculotterie, alors les dirigeants du Club des Cordeliers, bientôt appelés « Exagérés » (ou Hébertistes) réclament la libération des « patriotes emprisonnés » (Vincent et Ronsin), le renforcement de la Terreur contre les commerçants et la mise en accusation des « traîtres qui trompent le peuple » (c'est-à-dire le Comité de Salut Public). Fin février, Hébert demande que « les bouchers qui ne donnent que des os à ronger jouent à la main chaude » (la guillotine). En mars, les « Hébertistes » dénoncent les Robespierristes comme des « Endormeurs ». Le 2 mars, Ronsin, général de l'Armée Révolutionnaire de Paris, se prononce en faveur d'une insurrection. Deux jours plus tard la déclaration des Droits de l'Homme du Club des Cordeliers est voilée en signe d'insurrection. On doit « frapper à mort les oppresseurs ». « Le jour de la vengeance est arrivé... il faut balayer toutes les autorités constituées » (le Père Duchesne, journal d'Hébert). Cependant, dans la nuit du 23 au 24 ventôse (13-14 mars) le Comité de Salut Public (en accord avec Danton) fait arrêté tous les dirigeants sans-culottes. Le 24 mars 1794 Hébert, Ronsin, Vincent et Momoro des Cordeliers auxquels sont amalgamés des aventuriers, des banquiers et des « agents de l'étranger » sont guillotinés.

C'est dans ce contexte tragique qu'intervient Danton.

En mars-avril 1794, Danton n'a plus grand chose à voir avec le peuple. Le fondateur du démocratique Club des Cordeliers ne le fréquente plus depuis bientôt deux ans. C'est lui qui, en accord avec Robespierre et les Conventionnels, porte un coup d'arrêt à la dechristia-



Sur le chemin de l'échafaud (gravure romantique). **La légende commence.**

nisation issue de certains milieux populaires militants. Et comme Robespierre, il est partisan de relâcher les mesures de contrainte économique. Il y a bien longtemps que le lien qui unissait le tribun à la sans-culotterie est rompu. Danton pense légitimement que son heure est arrivée en proposant la fin de la Terreur. Mais, le 18 mars, certaines de ses relations Fabre d'Eglantine, Chabot, Delaunay et Basire sont emprisonnés pour avoir trempé dans une affaire de pots de vin, celle de la Compagnie des Indes. Dès lors, tout va se précipiter. Dans la nuit du 29 au 30 mars, Collot d'Herbois et Billaud-Varenne, appuyés par le Comité de Sûreté Générale, convainquent le reste du Comité de Salut Public d'arrêter Danton ainsi que Philippeaux, Delacroix et Camille Desmoulin. Ces derniers sont alors accusés de tous les maux et amalgamés à des spéculateurs, et encore une fois des « agents de l'étranger ». Pourtant « un orage horrible gronde depuis que la séance du procès (du 4 avril) est commencé. Les accusés forcenés réclament l'audition des témoins à décharge » (l'Accusateur Fouquier-Tinville). Mais « aucune pièce, aucun témoin » ne sont produits. Pour mettre fin à un procès qui tourne mal pour les accusateurs, le Comité de Salut Public fait voté par la Convention un décret mettant « hors des débats et jugé sur-le-champs » (!) « tout prévenu de conspiration qui résistera ou insultera la justice nationale »...

Le 16 germinal An II (5 avril 1794), les « Dantonistes » qui « s'étaient mal conduits la veille » (la loi est donc *rétroactive*...) sont évacués, jugés et condamnés à mort.

Afin d'éliminer toute opposition les Robespierristes mettent en branle un troisième procès prenant comme prétexte une soi-disante « conspiration des prisons ». Le 13 avril, ils envoient à la guillotine les veuves de Camille Desmoulins et d'Hébert, des chefs sans-culottes et des contre-révolutionnaires. Encore une fois, le procédé de l'amalgame a été efficace... Robespierre et ses amis venaient de liquider leurs adversaires.

Hervé LUXARDO □

NOUS AVONS DEJA PUBLIE...

SUR LA REVOLUTION FRANÇAISE

— Les révoltes de la faim 1789-92 *(LPF n° 2)* - 5 F

— La déchristianisation au village *(LPF n° 7)* - 6 F

— Les Vendéens *(LPF n° 5-6-7)* - 6 F chaque

— Délits ruraux et droits collectifs *(LPF n° 7)* - 6 F

— Les insurrections de l'An III *(Gavroche n° 1)* - 15 F

— Les colonnes infernales de 1794 *(Gavroche n° 4/5)* - 32 F

— Le théâtre de l'An II *(Gavroche n° 7)* - 16 F

(encore disponibles)

ORANGE : 1789 EN 1983

Les 7, 8 et 9 janvier 1983, un colloque sur *la Révolution Française* fut organisé par la Commission des Affaires culturelles de la Mairie d'Orange. *Gavroche* y était invité au même titre que des historiens tels que M. François Furot, Daniel Guérin, Michel Vovelle... Pendant trois jours, communications, débats et films se succédèrent devant un public nombreux et divers. L'organisation remarquable et la gentillesse des responsables ajoutèrent à l'intérêt (historique) de ces journées.



De nombreux mouvements de grève, souvent très durs, marquent aux Etats-Unis la période 1881-1886. En 1886, c'est la grève générale. On voit ici la police enlevant les véhicules disposés en barricades par les employés des tramways de New-York, en mars.

LE PREMIER 1er MAI

A l'occasion du centenaire de la Révolution française, le 14 juillet 1889, lors du premier Congrès constitutif de la IIe Internationale organisée par Friedrich Engels à Paris, les représentants des partis socialistes ouvriers décident que la journée du 1er mai sera désormais célébrée chaque année comme journée internationale des travailleurs, « de la lutte et de la solidarité prolétarienne », en commémoration des martyrs américains des événements sanglants survenus à Chicago trois années auparavant.

8 heures de travail, 8 heures de repos, 8 heures de loisirs.

Chicago, 1886 : il fait un temps superbe en ce samedi du premier mai. Les ouvriers américains s'en réjouissent d'autant plus qu'il s'apprêtent à revêtir leurs plus beaux habits de dimanche afin de participer aux défilés prévus un peu partout à travers le pays, au lieu d'aller au travail, comme d'habitude, le samedi. Ce soleil de bon augure promet un succès éclatant au mot d'ordre de grève générale pour obtenir la réduction de la durée de la journée du travail à huit heures : huit heures pour dormir, huit heures pour travailler et surtout, huit heures pour vivre! Pour une fois, ce mot d'ordre est repris par la plupart des syndicats enfin réunis : « La Federation of Organised Trades and Labor Unions (1) Fédération des Syndicats des Professions et du Travail » forte de 100 000 membres, avait lancé, en 1884, l'appel à la grève générale pour le 1er mai 1886. (Journée de renouvellement des baux de locations et des contrats de travail). Les Knights of Labor (Chevaliers du Travail), syndicat regroupant plus de 700 000 ouvriers qualifiés et non-qualifiés, qui s'étaient ralliés massivement à ce mot d'ordre, en dépit des réticences exprimées par leur dirigeant Terence Powderly. Les branches locales du Brotherhood of Locomotive Engineers (Confrérie des Ingénieurs des Chemins de Fer) s'étaient aussi désolidarisées de leur direction afin de manifester massivement « pour les huit heures ».

En tout, ils devaient être près de 350 000 à participer à la campagne de mobilisation, mais il fallait compter avec les manœuvres des grands patrons, des financiers comme Jay Gould (voir encadré), Henry Morgan, Cornelius Vanderbilt, des bâtisseurs d'empire) industriels comme Andrew Carnegie ou John D. Rockefeller. Ce patronat voulait désamorcer l'organisation de la grève générale afin de minimiser les dégâts. A la veille du 1er mai, ils avaient consenti à accorder à plus de 150 000 ouvriers la réduction de la journée du travail à huit heures, accordant à 40 000 autres des concessions salariales. Pourtant, en dépit de ces manœuvres, 190 000 ouvriers participent à la grève générale dont 80 000 à Chicago. L'arrêt du travail touche près de 12 000 entreprises à travers les États-Unis. A Chicago, la plupart des usines restent fermées, les quais des gares déserts, les chemins de fer paralysés. La foule très nombreuse à Chicago s'amasse en haut de « Michigan Avenue » dès le début de la matinée ensoleillée. L'atmosphère de fête est teintée d'une détermination certaine, puisque les manifestants s'aperçoivent que les forces de l'ordre les attendent le long de l'avenue : troupes fédérales, police locale et détectives privés (les

(1) Syndicat fondé en 1881, précurseur de l'AFL créé en décembre 1886.

célèbres « Pinkertons »). Ils sont tous armés jusqu'aux dents, certains rangés sur les trottoirs et d'autres perchés sur les toits des immeubles des deux côtés. Parmi les manifestants qui commencent maintenant à défiler dans le calme sur « Michigan Avenue », se trouvent deux jeunes hommes âgés d'une trentaine d'années, tous les deux moustachus : Albert Parsons, militant syndicaliste des Chevaliers du Travail et son camarade, August Spies, rédacteur-en-chef du journal socialiste « l'Arbeiter-Zeitung ». Aux cris « Dernières nouvelles! Demandez le " Chicago Mail "! » lancés par un petit vendeur depuis le coin de l'avenue, Spies se retourne pour acheter le journal. Jetant un coup d'œil à l'éditorial qui ne l'étonne guère, il présente le journal à Parsons pour qu'ils puissent le lire ensemble :

« ... Il y a deux fauteurs de troubles à l'œuvre dans cette ville... L'un s'appelle Parsons, l'autre Spies... Ils cherchent à fomenter l'émeute... Prenez garde... Surveillez-les bien... Il faut les tenir personnellement responsables dans le cas où... et en faire un exemple... » Mais, ce jour-là, ils ne se soucient guère des menaces du quotidien « financé par le grand patronat ». Ils défilent main dans la main avec des dizaines de milliers de leurs camarades, chantant les refrains de l'Internationale jusqu'au bout de « Michigan Avenue ».

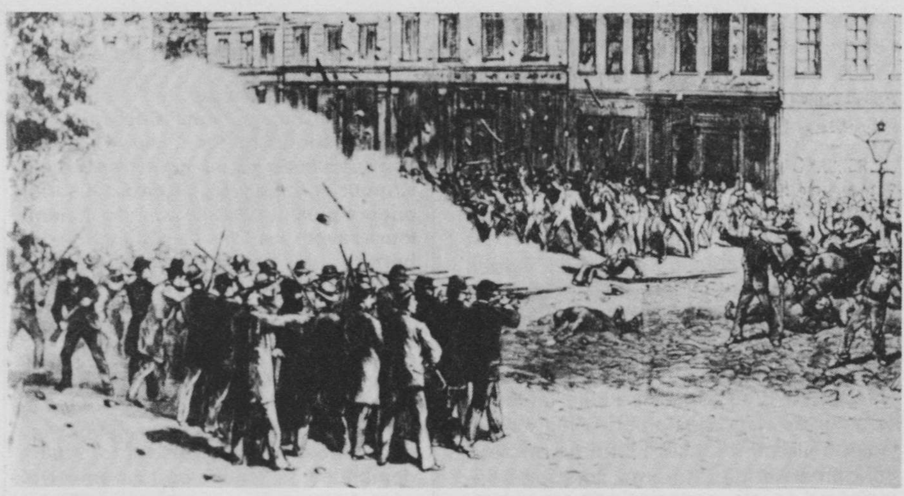
« Aux armes! Ouvriers! »

A ce samedi marqué par la réussite de la grève générale du 1er mai 1886 succède un dimanche tranquille. Cependant, le lendemain survient un incident mortel qui met le feu aux poudres. Devant l'usine de matériel agricole McCormick Harvester, la police de Chicago tente de contenir la colère des grévistes à la sortie des « jaunes » embauchés à la hâte pour briser la grève. Lorsque les grévistes se mettent à scander des slogans et à lancer des pierres, les policiers retournent leurs fusils et tirent à bout portant dans la foule. Bilan : quatre morts et plusieurs dizaines de blessés. Plusieurs rescapés courent prévenir Spies à l'imprimerie de « l'Arbeiter-Zeitung ». Celui-ci publie aussitôt un tract bilingue (allemand-anglais) appelant les ouvriers de Chicago à prendre leur revanche :

« Depuis des années tu souffres des humiliations les plus abjectes... tu es obligé de travailler jusqu'à ce que tu en crèves... tu sacrifies tes enfants au Seigneur patron... tu n'es qu'un esclave misérable et obéissant : pourquoi? Pour satisfaire à l'avarice insatiable, pour remplir les coffres de ton maître paresseux et voleur? Or, quand tu oses lui demander d'alléger ton fardeau, il t'envoie ses chiens de garde pour te tirer dessus, te tuer!... Aux armes! Ouvriers, nous t'appelons! Aux armes! » Pour riposter à l'assassinat des ouvriers sans défense de McCormick Harvester, les syndicats locaux appellent à un meeting unitaire le lendemain soir à Haymarket Square. Les tracts distribués au cours de la journée du 4 mai précisent que les discours commenceront vers 20 heures l'angles des rues Randolph et Des Plaines.

Il fait un temps maussade, ce soir-là. Malgré l'orage menaçant, quelques milliers de personnes se rassemblent sur la grande place (1 000 mètres de long et 50 mètres de large) entourée des hautes murailles des usines et des entrepôts. Tandis qu'Auguste Spies se prépare à monter sur la charrette à quatre roues qui tient lieu de tribune, la pluie se met à inonder la place. Lorsqu'elle s'apaise, la foule a diminué de moitié, elle est trempée jusqu'aux os, mais attentive. Spies prend la parole vers 20 h 30. Vingt minutes plus tard, reconnu et acclamé par la foule, Albert Parsons monte à ses côtés pour parler de « l'injustice » de la répression, des dures conditions de travail et des « justes revendications » des ouvriers pour la journée de huit heures et pour « un salaire décent ». Il fait référence à la « violence patronale », qu'il compare aux terribles répressions subies par les travailleurs du « Vieux Monde » que ses auditeurs, européens immigrés récemment, ne connaissent que trop bien. En conclusion, il ajoute :

« Je ne suis pas venu ici pour inciter quiconque à quoi que ce soit, mais pour énumérer les faits tels qu'ils sont,



En 1877, en Pennsylvanie, les conflits sociaux avaient dégénéré en émeute et en affrontements sanglants (ici, les milices armées font feu sur des ouvriers manifestant, à Stranton).

LE MASSACRE DES CHEVALIERS

Spéculateur, financier et propriétaire des chemin de fer, Jay Gould réussit à réduire le salaire des cheminots de 10 % pendant le « Krach de 1873 ». La grande grève qui l'oppose aux « Chevaliers du Travail » en 1877 lui fait dire : « Je peux embaucher la moitié de la classe ouvrière pour tuer l'autre moitié! ». En 1884, il essaie de réduire à nouveau les salaires, mais cette fois-ci les « Chevaliers » déclenchent une grève des cheminots qui paralysent tout le réseau Gould dans le sud-ouest du pays. C'est ce grand succès, de l'année précédant la campagne de mobilisation pour les huit heures, qui explique la montée spectaculaire des adhérants de 110 000 à plus de 700 000 de 1884-1886. L'échec de la grève des cheminots en 1886 décimera les rangs des « Chevaliers » à tel point, que l'American Federation of Labor deviendra rapidement l'alternative choisie par les ouvriers qualifiés.

L'ONCLE SAM : Un géant agité.

La période 1881-1886 est significative dans l'histoire du mouvement ouvrier américain. Il y eut environ 500 grèves en moyenne chaque année et plus de 1 400 grèves au cours de l'année 1886, l'année de la revendication des huit heures. Selon certaines estimations, plus de 1 320 000 ouvriers des mines et des chemins de fer, des usines métallurgiques, de textiles et de conserves participèrent aux luttes syndicales pendant cette période. Pourquoi? Les États-Unis deviennent la première puissance industrielle dans le monde vers 1894. Le pays s'industrialise depuis la fin de la Guerre de Sécession (1865) à un rythme soutenu, grâce à ses matières premières, à une main d'œuvre renouvelable (la supression de l'esclavage et la montée de l'immigration) et grace à une législation favorable aux grands intérêts privés. De l'autre côté, les ouvriers immigrés aux grands intérêts privés de l'après-guerre de sécession ne pouvaient plus espérer s'installer sur les terres vacantes de l'Ouest prises par des « homesteaders » et les grands éleveurs de bétail. Ce ne sont plus des anglophones, mais des immigrés d'Europe centrale et méridionale, plus corvéables en temps de crise, mais connaissant les idées socialistes répandues dans le Vieux Monde. La crise de 1873 est suivie de la grande grève de 1877, la récession de 1884 de la grève générale de 1886 et ainsi de suite, les cycles de conflits et de ripostes se poursuivent.

même si celà devait me coûter la vie cette nuit... Citoyens! pour préserver votre liberté et votre indépendance, pour ne pas voir mourir affamés ou assassinés vos femmes et vos enfants, il vous faut prendre des armes!...

Le millier d'hommes et de femmes ne peuvent qu'applaudir ces paroles courageuses mais comment faire? C'est alors que le syndicaliste Samuel Fielden prend la parole. Il dénonce l'injustice des lois en vigueur, derrière lesquelles s'abritent « patronat et milice ». Il s'apprête à faire allusion à la Constitution des États-Unis, dans laquelle la rébellion contre l'oppression et l'injustice est solennellement inscrite comme un droit fondamental de l'homme, lorsque soudain, un détachement de 180 agents de police en uniforme fond sur l'assistance en se dirigeant sur lui. Le capitaine Ward arrête ses hommes devant la charrette et crie : « Au nom du peuple de l'État de l'Illinois, je vous ordonne de vous disperser! ». Entouré d'une foule devenue silencieuse et tendue, décidé à éviter le pire, Fielden répond : « Mais, capitaine, le meeting s'achève justement! ».

Or tandis que Fielden descend de la charrette, suivi par Parsons et Spies, un éclair rougeâtre traverse l'assistance et un bruit de tonnerre se fait entendre. Ce n'est pas l'orage, mais une bombe qui explose aux pieds des policiers! Les cris aïgus de douleur et de rage à la vue des uniformes ensanglantés percent l'obscurité silencieuse. Pris de panique, les hommes et les femmes dans l'assistance se mettent à courir, à se bousculer, à s'enfuir de la place dans tous les sens. Certains policiers valides frappent à coups de matraque, d'autres ouvrent le feu pour tirer sur tout ce qui bouge. En quelques minutes, Haymarket Square est transformé en sène de bataille qui s'étend le long des artères avoisinantes. Tout le quartier est investi par les manifestants en fuite, qui cherchent refuge contre les balles meurtrières. Certains tombent blessés ou morts, piétinés par d'autres qui s'abritent dans les entrées d'immeubles, dans les bars, derrière les comptoirs. Les portes vitrées des boutiques sont brisées pour laisser passer les rescapés. Si certains propriétaires se défendent des intrus, matraque ou révolver à la main, d'autres les laissent se cacher derrière des meubles renversés.

Entre-temps, la grande cloche du commissariat sonne l'alarme. Improvisant un hôpital, les policiers étendent les corps inertes des leurs. Ils sont sur les tables, les bancs, par terre, ou sur les chaises. Des volontaires descendent des couvertures, des matelas, nettoyent les ruisseaux de sang, font venir un chirurgien, un prêtre, les femmes des blessés et des mourants. Le télégraphiste avertit les commissariats locaux et bientôt, des cars de police arrivent pour chasser ce qui reste de la foule. Maintenant, les passants se confondent aux manifestants le long de « Randolph Street ». Les spectateurs sortent du Théâtre de Lycéum sur Madison Street, se mélangeant à la foule. Vers 23 h 30, les policiers défient la masse compacte des badauds et des manifestants rassemblés sur les principales artères de la ville, cette fois-ci, à coups de révolvers « tirés à blancs » diront-ils. Mais comment expliquer que parmi les blessés se trouvent passants et spectateurs?

Des deux côtés, le bilan est lourd : sept morts et soixante-six blessés parmi les « forces de l'ordre », contre dix morts et un nombre inconnu de blessés (estimés à moins de cinquante jusqu'à plus de deux cents) parmi les civils.

ÉDITORIAL DU NEW YORK TIMES

« Sans aucun doute, les ouvriers en grève à Chicago sont sincères lorsqu'ils dénoncent les " durs " qui se sont servis du mouvement revendicatif pour commettre l'attentat. Il serait encore plus évident ils abandonnaient, leurs revendications de réductions des horaires de travail. Il serait absurde qu'une telle réduction ne puisse être attendue quelques semaines de plus. Après tout, ils ont vécu toute la vie ainsi, quelques semaines de plus ne feront pas une grande différence... Si jamais ils décidaient de reprendre le travail, en attendant un moment plus convenable(!) pour présenter leurs demandes, la preuve de leur sincérité sera faite pour ce qui concerne les assassins dynamiteurs et ils mériteraient la bienveillance et la gratitude de toute la communauté... »

(8 mai 1886)

« La main rouge de l'anarchie »

Au lendemain de l'explosion à Haymarket Square, toute la presse patronale se déchaîne contre les agiteurs professionnels que sont les « anarchistes, responsables de meurtre avec préméditation », selon le « New York Times ». Celui-ci dénonce la « lâcheté barbare des provocateurs Spies, Parsons et Fielden » sous le titre « La Main Rouge de l'Anarchie » (voir encadré). L'éditorialiste du « Globe Democrat » paraphrase un vieux cri de ralliement, réservé autrefois pour les Indiens d'Amérique : « Les seuls bons anarchistes sont les anarchistes morts! ». Le « Washington Post » s'en prend à l'origine allemande des anarchistes « provenant des catégories inférieures de l'espèce humaine », exigeant l'expulsion immédiate de ces « immigrés barbares ». Le « New York Tribune » demande une punition exemplaire des « anarchistes », puisqu'ils « ne sont guère des ouvriers honnêtes, mais des brigands ». Le « Chicago Journal » annonce l'arrestation de huit anarchistes « bien connus pour leurs activités subversives » au sein du mouvement syndical : Spies, Parsons et Fielden, mais aussi, Fischer, Schwab, Neebe, Lingg et Engel. Tous sont d'origine allemande à l'exception de Parsons, ce qui facilite la tâche à la propagande patronale, qui ne vise qu'à décapiter le mouvement ouvrier de ses éléments les plus politisés et à revenir sur les avantages acquis.

Le Gouverneur Altgeld accuse

« Les preuves démontrent que la bombe était probablement lancée par une personne non-identifiée à la recherche d'une revanche personnelle contre les autorités naturellement responsables... Dans plusieurs affaires, un bon nombre d'ouvriers innocents avaient été abattus froidement par les Pinkertons... A Chicago, il y avait bon nombre de grèves pendant lesquelles certains agents de police avaient provoqué des confrontations violentes... souvent matraquant sauvagement des innocents... Les preuves démontrent que la plupart des témoignages au procès furent des fabrications pures et simples; certains officiers de police ont terrorisé les témoins par l'incarcération et la torture... ou s'ils acceptaient, de l'argent ou du travail... »

(le 26 juin 1886)

Le patronat se sert de l'hystérie anti-anarchiste qui règne pour reprendre la situation en main. A Chicago, entre autre la conserverie de viande de bœuf Armour's réinstaure la journée de dix heures, mais les bouchers pour la plupart d'origine tchèque ne se laissent pas intimider. Durant toute la soirée du 5 mai, ils défilent par centaines dans les rues de Chicago, jusqu'à ce que deux officiers de police ouvrent le feu. Matthew Blanc est tué sur le coup et la foule se disperse dans le désordre. Quant aux cheminots syndiqués aux « Chevaliers du Travail », l'échec de leur grève du 4 mai contre le réseau ferroviaire Gould entraîne des conséquences dramatiques. Outre la remise en cause des huit heures, il y a des licenciements massifs et les cheminots syndiqués sont mis sur la liste noire. Cette victoire encourage les grands capitaines d'industrie de Chicago, de faire front commun contre les syndicats :

« Nous n'emploierons plus aucun homme, qui est membre de ces organisations ouvrières. Nous exigeons de tous nos employés qu'ils se retirent de ces organisations et remettent leurs déclarations signées aux employeurs ».

Ce sont ces « yellow dog contracts » qui briseront l'organisation des Chevaliers du Travail.

Avant l'ouverture du procès des « 8 anarchistes de Chicago » (« Chicago 8 »), toute la presse subventionnée par le patronat réclame à cors et à cris : « La peine de mort! ». Et ceci, en dépit d'une absence évidente de preuves

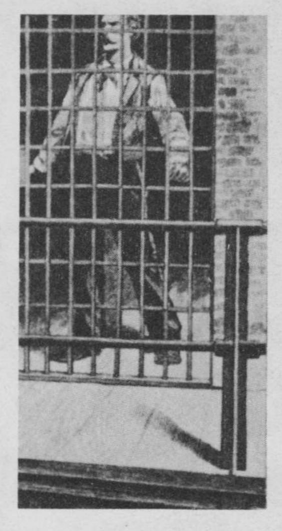
L'Internationale
version anglophone
(chantée le premier 1er mai)

Arise, ye prisoners of starvation!
Arise, ye wretched of the earth,
For justice thunders condemnation,
A better world's in birth.

No more tradition's chains shall bind us,
Arise, ye slaves! no more in thrall!
The earth shall rise on new foundations,
We have been naught, we shall be all.

(Refrain)

'Tis the final conflict,
Let each stand in his place,
The industrial union
Shall be the human race.



Dans sa cellule, Pearsons chante *l'Internationale*

tangibles. Personne, en fait, ne sait d'où provenait la bombe. Selon le témoignage d'un des officiers de police, le Lt. Bowler, elle aurait été lancée depuis la charrette. Il aurait remarqué plusieurs hommes se faufilant dans la foule, des révolvers cachés sous leurs vestes : acte prémédité, sans aucun doute à son avis. Par contre, un des agents blessés au cours de la mêlée jure avoir vu l'engin jeté d'une des fenêtres de l'immeuble en briques face à la charrette. Enfin, d'autres témoins oculaires affirment que la bombe avait été lancée depuis le trottoir par quelqu'un dans l'assistance. Mais, peu importe la provenance de la bombe en définitive. Ce qui intéresse les hommes d'affaire de la ville de Chicago, c'est l'élimination définitive de tous les « dirigeants politiques » du mouvement ouvrier local. Tirant les ficelles derrière les coulisses du tribunal, ils se réunissent subrepticement pour décider quelles sont les mesures à prendre. Entre autres, ils envoient un propriétaire de plusieurs grands magasins, Marshall Field, à l'Hôtel de Ville pour convaincre le Maire qu'il faut supprimer, au moins temporairement, le droit d'assemblée les droit, d'expression et la liberté de la presse pour qu'ils puissent en finir une fois pour toutes!

Le jour de la condamnation des « huit de Chicago », la décision en faveur de la peine de mort ne faisait aucun doute dans la grande presse. Plus tard, le sénateur Lyman d'Illinois dira que « l'atmosphère d'hystérie collective anti-anarchiste était tellement bien orchestrée pendant le déroulement du procès, qu'il était impossible que le jury rende un verdict impartial. D'après lui, ce que le jury était appelé à juger, ce n'était guère l'incitation et la complicité au meurtre, mais l'anarchie elle-même. Le verdict « attendu » tombe : « coupables de meurtre avec préméditation ». Lorsque le juge se retourne vers les accusés pour demander s'ils ont une dernière déclaration à faire, Auguste Spies se lève pour prendre la parole :

« Si vous pensez que nos morts puissent étouffer le mouvement qui apporte de l'espoir à des millions d'exploités qui peinent dans le besoin et la misère, si vous pensez ainsi, pendez-nous donc! Ici, vous ne faites qu'éteindre des étincelles. Mais, là-bas et plus loin, derrière et devant vous, partout, les flammes s'embrasent! Un incendie souterrain que vous ne pourrez jamais éteindre! »

L'opinion publique est très partagée après la condamnation. Selon les lois de l'État de l'Illinois, quiconque incite au meurtre doit être considérée coupable de ce meurtre. La grande presse alimente la division des travailleurs : les citoyens américains des immigrés récents, les syndicalistes des « activistes » politiques. Et pourtant une riposte populaire s'organise autour de Lucy Parsons, l'épouse d'origine métisse du seul anglophone des huit condamnés. Elle essaie de mobiliser l'opinion contre l'iniquité qu'il y a à condamner des hommes pour leurs idées. Peu à peu, les protestations s'étendent à travers les États-Unis. La Cour Suprême d'Illinois, à laquelle « les huit » ont fait appel, est submergée de pétitions, de lettres et de télégrammes. La contestation du verdict gagne également l'Europe. Devant un meeting à salle comble réunis à Londres en faveur des « Chicago 8 », George Bernard Shaw le célèbre dramaturge anglais et militant socialiste conclut son intervention ainsi : « Si le monde doit perdre 8 personnes, il vaudrait bien mieux que ces 8 soient les huit membres de la Cour Suprême de l'État d'Illinois! ». En dépit des protestations populaires, la Cours rejette l'appel sans se prononcer sur le fond, prétextant que l'affaire dépasse ses compétences!

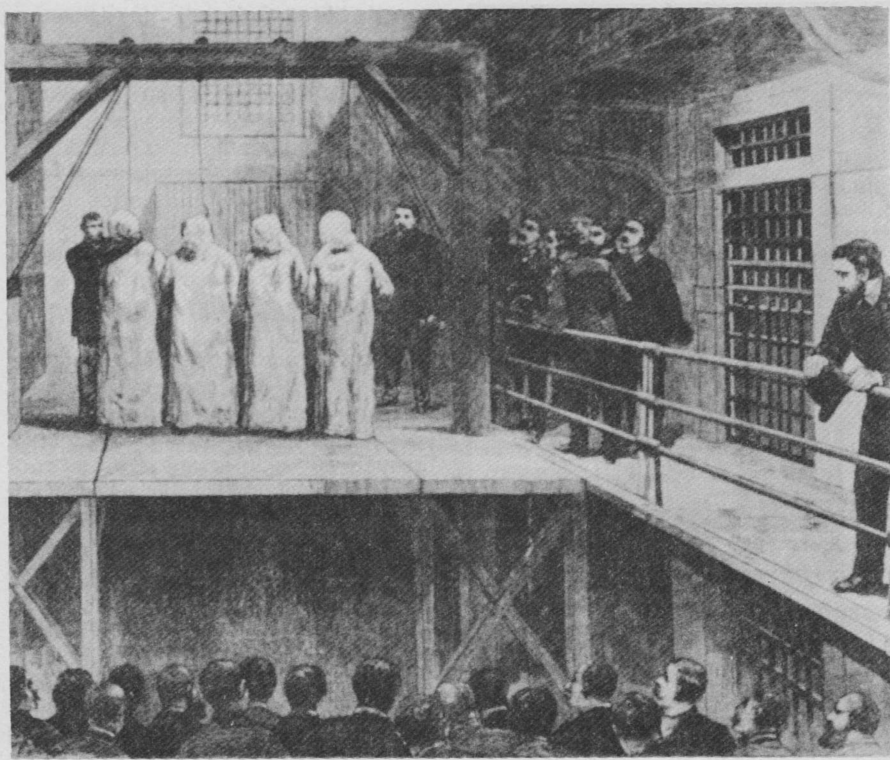
« Que la voix du peuple soit entendue » (Parsons)

Il ne reste qu'une seule solution : le recours en grâce. Lorsque le Gouverneur de l'État, Oglesby, refuse d'accorder la grâce aux anarchistes, la date de l'exécution est alors fixée pour le 11 novembre 1887. Depuis les cellules du « couloir de la nuit » (Death row), le plus jeune des condamnés, Louis Lingg, charpentier de métier, se donne la mort en faisant exploser une cartouche de dynamite dans sa bouche. De sa cellule, Albert Parsons se lève et se met à chanter les refrains familiers de l'Internationale. Les autres s'apprêtent à mourir. Les gardiens de la prison revêtent Spies, Parsons, Fischer et Engel de la robe blanche des condamnés à mort, et leur lient les mains dans le dos. Lorsqu'il arrivent devant la potence dressée sur la mezzanine de la cour intérieure de la prison, ils se trouvent devant environ 200 spectateurs, les « honnêtes gens », assis devant la trappe comme témoins. Le Shérif Matson ne leur laisse même pas le temps de parler avant qu'il ordonne au bourreau de recouvrir leurs visages de capuchons blancs et de mettre les cordes en place autour du cou. Mais, soudain, les témoins entendent la voix forte de Spies : « Le jour arrivera que notre silence pèsera plus lourd que les voix que vous étouffez aujourd'hui! », puis celle de Parsons : « O hommes d'Amérique! Aurai-je la permission de parler? Shérif Matson, laissez-moi parler! que la voix du peuple soit entendue! » Trop tard. La trappe s'ouvre et les prisonniers restent suspendus au-dessus des têtes des spectateurs.

Quatre hommes pendus, un suicide et trois prisonniers en attente dans le « death row ». Au lendemain de l'exécution, les funérailles sont grandioses. Le cortège solennel composé de plus de 25 000 personnes défile à travers « Michigan Avenue », sur les lieux même de la grande grève du 1er mai. Les pétitions continuent à parvenir au gouverneur Oglesby pour qu'il accorde la grâce aux trois derniers survivants : Fielden, Schwab et Neebe. Chaque année des meetings unitaires sont organisés au 1er mai pour commémorer les martyrs de Haymarket Square, et ceci, non

La marche vers l'échafaud, sous la robe blanche des condamnés à mort (gravure extraite d'un hebdomadaire américain de 1886).





Les capuchons recouvrent les quatre têtes. La trappe va s'ouvrir...

seulement à Chicago, mais à travers les États-Unis et l'Europe.

Enfin, un nouveau gouverneur est élu dans l'État d'Illinois en 1892. John Peter Altgelt, autodidacte, ancien combattant de la Guerre de Sécession chez les nordistes, apprenti puis avocat, politicien libéral, il décide d'examiner l'Affaire de Haymarket à la suite d'une pétition portant 60 000 signatures. Pendant des mois, il relit les témoignages et les plaidoiries prononcés au cour du procès. Le 26 juin 1893, lors d'une conférence de presse, il signe les trois demandes de grâce et s'explique sur le fond de l'affaire (voir encadré). En somme, il décide que tous les huit étaient innocents, que le procès n'était qu'une parodie de justice et qu'il représentait une menace bien plus grande pour la démocratie que les activités ou les idées des « huit de Chicago ».

L'acceptation des recours en grâce et l'argumentation de cette décision fourniront à la grande presse des armes de propagande inespérées. Altgeld est accusé d'être « favorable à l'anarchie et au renversement violent de la civilisation américaine ». Sa carrière politique sera brisée...

En ce qui concerne le mouvement ouvrier américain, si les conflits de travail se poursuivent, les « Chevaliers » perdent leur influence en faveur de « l'American Federation of Labor (AFL), syndicat corporatiste issu de la Fédération des Syndicats des Professions et du Travail dès le mois de décembre suivant la grève générale. Quant aux avantages acquis en mai 1886, il ne restait que 15 000 ouvriers bénéficiant de la journée de huit heures, sur les 350 000 qui avaient participé à la campagne de mobilisation...

Notons enfin, qu'une année après la libération des trois derniers condamnés de Haymarket (cinq années après la décision de la IIe Internationale), « la journée du travail » est instituée en tant que congé légal aux États-Unis par une loi du Congrès américain. Seulement, elle n'est pas fixée au 1er mai, fête considérée comme trop chargée de souvenirs, mais au premier lundi du mois de septembre, date qui sera célébrée jusqu'à nos jours! En France, paradoxalement, c'est sous le régime de vichy que le 1er mai deviendra légalement « la fête du Travail »!...

Susan ASCH.

POUR EN SAVOIR PLUS :

Le mouvement ouvrier aux États-Unis 1867-1967, Daniel Guérin, Maspéro, Paris 1968.

Le Capitalisme Sauvage aux États-Unis 1860-1900, Marianne Delouzy, Ed. Seuil, Paris 1972.

Le Mouvement ouvrier aux États-Unis, Henry Pelling, Ed. Seghers, Paris 1965.

Où va le peuple américain, Daniel Guérin, 2 volumes, Ed. Julliard, Paris 1950.

« Histoire du 1er mai », Maurice Dommanget (1953).

La bibliothèque du Travail, nº 665 (1er mai 1968). ICEM. Cannes.

TABLE
des principaux articles parus dans Gavroche

Tous ces numéros sont disponibles

PANORAMA DE 1903

II. LA BELLE ÉPOQUE

La France comprend 38 960 000 habitants, en léger accroissement sur l'année précédente, malgré une proportion de 5 % d'enfants mort-nés. Près de la moitié de la population est agricole. Sur 36 000 communes, 12 ont plus de 100 000 habitants et seulement 124 plus de 20 000. Pour relier ces villes, il y a 38 000 km de routes nationales et 44 000 km de voies ferrées. 200 000 km de chemins complètent le réseau routier.

A Paris, sur une population globale de 2 600 000 habitants on dénombre 2 500 millionnaires (dont 800 étrangers). Les revenus moyens annuels par ménage s'échelonnent de 1070 F par an, dans le 20e arrondissement, à 20600 F dans le 8e. Si 510 locataires ont un revenu annuel de 400 000 F, 700 000 ont moins de 1000 F par an pour vivre, les obligeant à consacrer plus du quart de leur gain à leur logement.

Dans les mines, les ouvriers mineurs de fond travaillent 285 jours par an et gagnent en moyenne 1454 F par an à condition d'extraire 1 tonne de charbon... par jour. Ce salaire, c'est le salaire minimum d'un employé de bureau à Paris qui peut atteindre parfois le double. En Bretagne, une femme travaillant en saison dans une usine de conserves reçoit 150 F pour 5 mois de travail; un soudeur, 600 F; un pécheur, 300 F. Pendant la crise bretonne (voir *Gavroche* Nº 8), le revenu saisonnier de la femme est de 12 F, du soudeur, 60 F, du pêcheur, 35 F.

Cette disparité dans les revenus crée une différence de classes : les « capitaines d'industrie », qui sont les nouveaux féodaux; les bourgeois, en jacquette et chapeau melon; enfin, le peuple, en blouse et casquette.

Et pourtant...

Cette année-là, mis à part quelques troubles au Maroc, au Venezuela, au Honduras, en Macédoine, la Terre connaît un calme inhabituel. Les accords diplomatiques signés avec la Russie, l'Angleterre et l'Italie, semblent devoir nous écarter de tout conflit. La France est riche, c'est le plus gros banquier du monde. Son empire colonial est immense. Les finances sont saines. Le taux d'escompte de la Banque de France est de 3 %. Le coût de la vie est stable et l'épargne bat tous les records. A titre d'exemple, 7 millions de Français possèdent un livret de caisse d'épargne, représentant 4 milliards 1/2 de francs! (environ la valeur de l'or monnayé circulant en France). Un enfant sur 5 a un livret à son nom, dont il pourra disposer à sa majorité. 2 millions 1/2 d'ouvriers et d'employés épargnent ce qu'ils peuvent pour assurer leurs vieux jours.

Parmi les conscrits de 1903, on ne compte que 5 % d'illettrés à Paris. Les établissements d'enseignement public et privé sont alors fréquentés par 6 340 000 élèves.

On vit dans la bonne humeur. Il semble régner une atmosphère de joie dans la sécurité. On chante « Viens Poupoule [1] » et on danse le « Cake Walk », première influence de la musique noire nord américaine, qui connaîtra un si grand succès après la guerre. Des dîners mondains de chez Maxim's aux fêtes populaires de la Foire du trône, au bal Bullier, au caf' conc' au quartier latin, c'est le triomphe de l'esprit et du rire.

L'HISTOIRE DE LA COIFFURE FÉMININE EN 1903
RACONTÉE PAR L'IMAGE

Cl. Gerschel.

D'APRÈS LES DOCUMENTS DE REUTLINGER

Fig. 158 à 163.

PROVERBE : Quand la messe est chantée, la dame est parée.

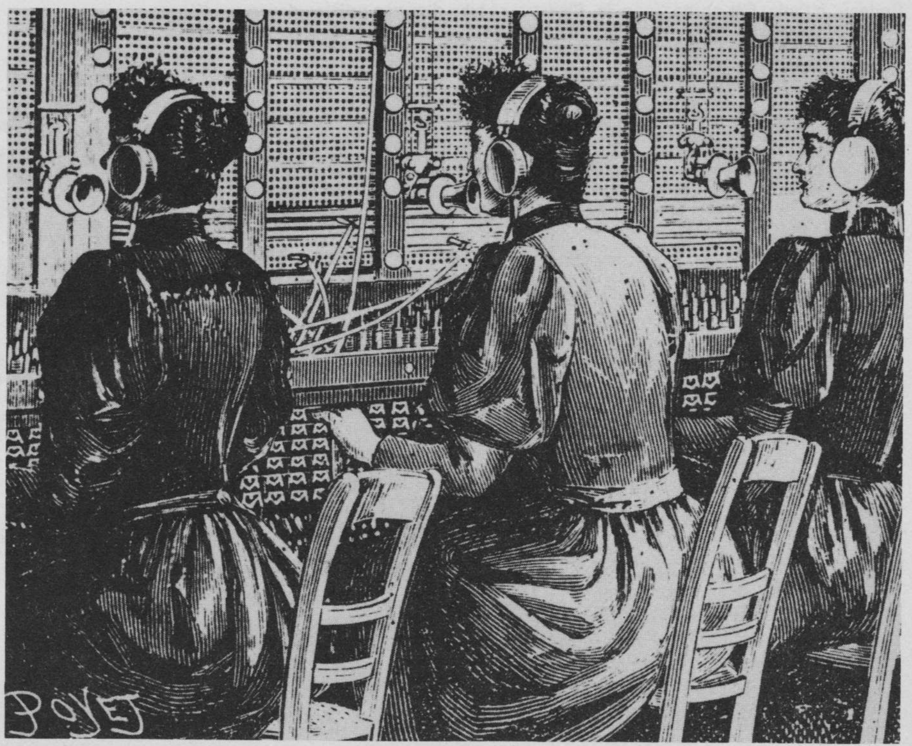
La femme...

On admire la femme. De la femme du monde à la midinette, tout est fait pour sa gloire et sa conquête. On constate toutefois que l'homme n'est pas pressé de se marier, puisqu'un homme sur deux est encore célibataire à 28 ans, alors qu'au même âge, 70 % des femmes sont mariées. Le mari dispose de tous les droits sur sa femme, qui ne peut pratiquement rien faire sans son autorisation. Le 12 mars, un directeur de casino ayant engagé une actrice, malgré l'opposition de son mari, se voit condamné à 1 000 F de dommages et intérêts.

On écoute les chansons d'Yvette Guilbert. Le monde littéraire découvre les amazones de la poésie comme Lucie Delarue-Mardrus et Renée Vivien. Colette signe sa série des *Claudine* et Sarah Bernhardt, malgré ses 59 ans, remporte un franc succès dans *l'Aiglon*. En février, une exposition est réservée aux femmes peintres et sculpteurs. Mme P. Curie partage avec M. Becquerel les 100 000 couronnes du prix Nobel pour leurs travaux sur la constitution de la matière. La création des lycées de jeunes filles permet l'accession des femmes au baccalauréat et à la vie professionnelle. Le 26 novembre pour la première fois, une femme avocat plaide en cours d'assise. (Hte Garonne). C'est l'époque de la « Demoiselle du téléphone » dont Alfred Capus glorifie les mérites dans *La petite fonctionnaire*. Par contre, les typographes s'inquiètent de l'introduction dans leurs ateliers de personnel féminin, qui représentent 20 % des effectifs.

La femme porte un chapeau immense au bord très avançant sur le front qu'on nomme « capeline » sur lesquels sont jetées des fleurs ou des plumes d'autruche. Elle porte aussi la « toque » au bords hauts. La coiffure est relevée, dégageant la nuque. Un boléro ample sur une jupe collante très élargie dans le bas. Un corsage long, un buste qui n'en finit pas et une taille si basse qu'elle empiète sur les hanches et le ventre. Les manches sont plates du haut, s'élargissant au coude sur un poignet serré. Le col est haut, rond et tendu comme un carcan. Garnitures de pampilles, glands, olives... Le tailleur classique devient un costume de fantaisie. Bref, la femme est élégante.

Les demoiselles du téléphone, célébrées par Alfred Capus.



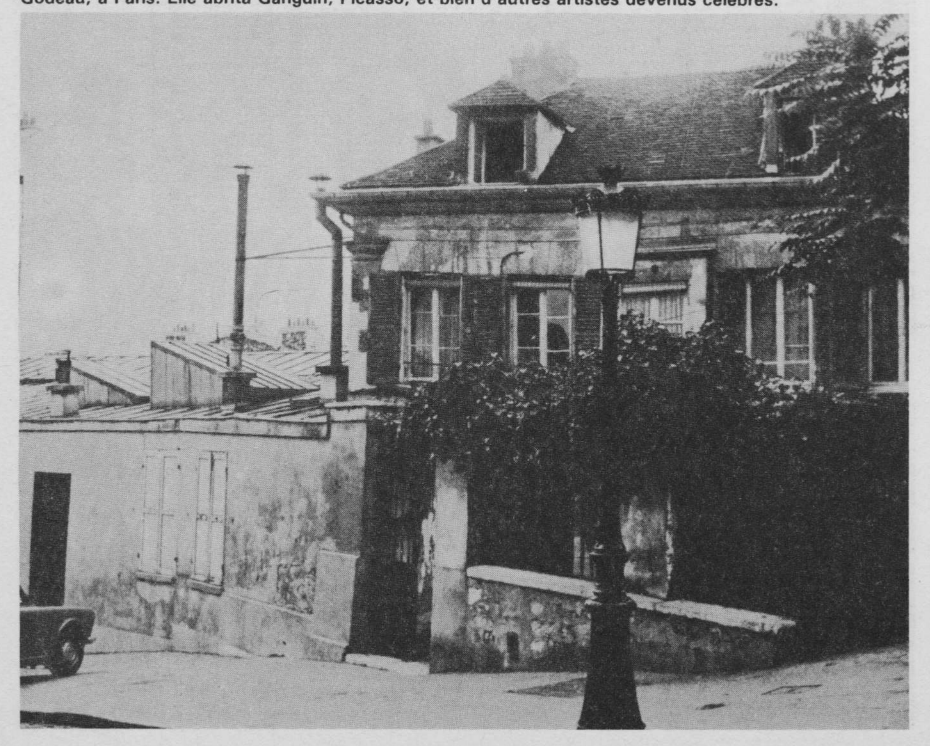
1. Adaptation de la chanson allemande « Komm Caroline ».


"... Un chapeau immense, un boléro ample sur une jupe collante très élargie dans le bas...".

Les artistes...

La revue *La Plume* reprend la tradition des soirées poétiques dans la cave d'un café de la place St Michel. On y retrouve Verhaeren, Jarry et Apollinaire l'ami des peintres Derain et Vlamink. Max Jacob les emmène chez Picasso qui vient de se fixer au « Bateau lavoir ». Si l'académie règne dans les salons de peinture, les futuristes vont pouvoir s'exprimer dans le Salon d'Automne qui vient d'ouvrir ses portes. Gauguin vient de mourir de la lèpre aux îles Marquises, alors que son œuvre est à peine reconnue. C'est le cas également de l'impressionniste Pissarro qui meurt cette année-là, alors que son admirateur Cézanne, d'ancien ami de Zola, travaille en solitaire. C'est aussi l'époque de Braque et de Matisse.

Le théâtre voit le triomphe du vaudeville avec Feydeau. Georges Courteline décrit, dans sa pièce *la paix chez soi* l'existence médiocre des employés et petits bourgeois, pendant que la musique de Debussy pour *Pelleas et Melissande*, de Maeterlinck, fait scandale.


Le fameux "Bâteau-lavoir", c'était cette bâtisse vétuste, délabrée et sans confort de la place Emile Godeau, à Paris. Elle abrita Ganguin, Picasso, et bien d'autres artistes devenus célèbres.

La province...

La vie en province est loin de ressembler à la vie parisienne. Le chemin de fer est le principal moyen de communication. La « montée » à Paris représente une véritable expédition. La bourgeoisie provinciale « case » dans les administrations publiques, ses fils dont l'ambition sera de se rapprocher de la capitale.

Les petits fonctionnaires viennent de la petite bourgeoisie et du peuple. Le prolétariat des employés d'État s'organise et devient le meilleur défenseur de la République dont il est le premier à récolter les bienfaits : salaire fixe, retraite, sécurité de l'emploi.

Cette nouvelle couche sociale va favoriser la création de coopératives de consommation et de grands magasins dans les principales villes de province.

Il y a un médecin pour mille habitants à Paris. En province, leur nombre va tendre à s'accroître : les ruraux se soignent mieux. Les pharmaciens profitent de cette situation et les chirurgiens font leur apparition, entraînant la création de cliniques dans les principales villes de province. Les professions libérales, elles, ne suivent pas la même courbe de croissance. Le Barreau végète et cherche plus que jamais à entrer dans la politique.

Les députés sont souvent « parachutés » et l'électeur provincial va savoir en tirer profit en « domestiquant » son élu qui doit lui donner satisfaction s'il veut être réélu.

Les paysans, qui possèdent encore près de 3 millions de chevaux, mettent en valeur 35 millions d'hectares. Ils découvrent les bienfaits de la mécanisation. Ils utilisent la faucheuse, la broyeuse, l'écrémeuse, la herse, le rouleau, la charrue brabant, etc. Les prix de ces engins deviennent abordables et permettent de pourvoir au remplacement des ouvriers agricoles, attirés par le travail en usine, plus rémunérateur.

Autre progrès imprévu, l'utilisation de la bicyclette, qui devient l'outil de liaison indispensable entre la ferme et le bourg. On note également l'apparition des engrais et de l'élevage sélectif.

Le timbre de 15 centimes sorti en 1903, représente une semeuse avançant d'un pas ferme vers le soleil levant. N'est-ce pas le symbole de cette confiance optimiste qui règne en cette année de la « Belle époque » ?

Le salon de l'automobile.

Le sixième salon de l'automobile se tient du 10 au 25 décembre, au Grand Palais. Les puissantes machines destinées à la fabrication des pièces détachées en série font leur apparition. On renonce définitivement aux moteurs alimentés par l'alcool pour adopter le moteur à explosion à pétrole. La maison Krieger expose sa voiture électrique. Mais c'est le train automoteur Renard qui remonte le plus grand succès. A la manière des chemins de fer, ce système comporte une « locomobile » entraînant les autres voitures par une transmission cinématique.

Par contre, le projet du même colonel Renard, sur la possibilité de soutenir en l'air un appareil hélicoptère en employant les moteurs à explosion ne retient pas l'attention.

Enfin, l'Association automobile propose un ensemble de 15 panneaux routiers très simples (ce sont les ancêtres de notre actuelle signalisation routière).

Sports.

Pour les « vélocipédistes », une grande première : le tour de France (voir *Gavroche* 4/5), en 6 étapes pour 2 417 kilomètres. Il voit la victoire de Maurice Garin. Aucouturier, vedette de l'époque, remporte Paris-Roubaix en 9 h 12 mn et Bordeaux-Paris en 20 h 3 mn à à peine 1 mois d'intervalle.

L'Alambra et le Casino de Paris présentent simultanément le « looping » à bicyclette, spectacle qui nous vient tout droit des États-Unis.

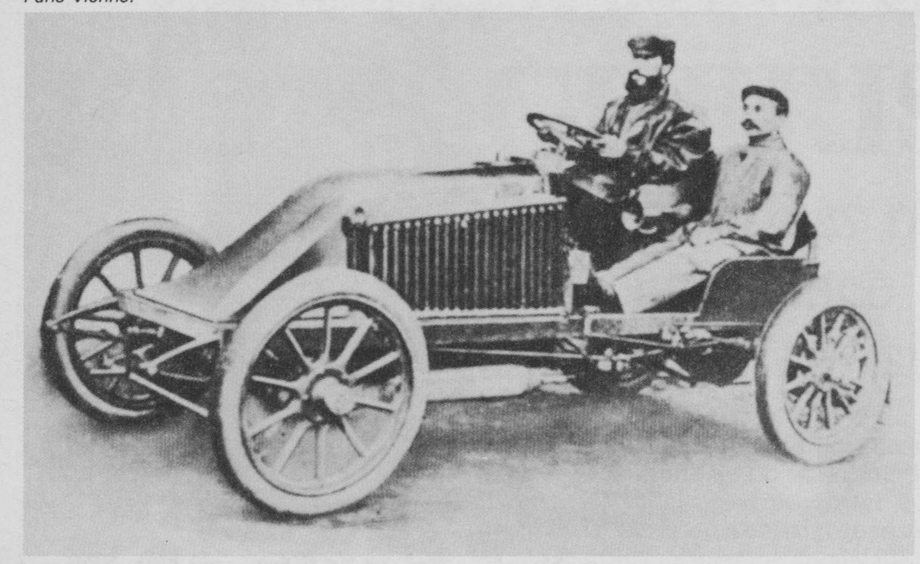
Le 20 décembre, on inaugure le vélodrome d'hiver à la galerie des machines du champs-de-mars. Le « football association » et le rugby ne connaissent pas encore la grande vogue. On parle toutefois du Racing club et du Stade français.

Par contre, la marche est un sport très populaire. A Paris, le 25 octobre, ont lieu la marche des midinettes et la marche des chansonniers. Deux mille cinq cents ouvrières de la couture s'affrontent de Paris à Nanterre, alors que Georges de la Fouchardière s'adjuge la victoire de la butte Montmartre à St-Cloud. Cette dernière épreuve impose aux concurrents de composer, pendant le trajet, une chanson sur le thème : *De l'influence des cors aux pieds sur la marche des poètes chansonniers.*

Le français Vignaux remporte, le 26 février, le championnat du monde de billard.

La course Paris Madrid. Le 24 mai, à 3 heures du matin, l'explosion de 2 bombes annonce au loin le départ de la course de vitesse automobile Paris Madrid, organisé par l'Automobile club de France. Il y a 228 véhicules au départ sur 274 engagés. Il est

La légende de cette carte postale : *Voiture légère Renault, montée par M. Marcel Renault, gagnant de Paris-Vienne.*



prévu 3 étapes, Bordeaux, Vitoria et Madrid. Dès les premiers kilomètres, c'est une hécatombe. Les accidents sont nombreux et souvent dramatiques. La Mercé des N° 290 brûle après avoir heurté un trottoir à proximité de Coignère. La n° 26 se brise contre un arbre à Angoulème; le conducteur est tué ainsi que 2 spectateurs. La voiture De Diétrich n° 5 écrase un chien et va se jeter contre un arbre, tuant le conducteur, M. Lorraine Barrow. A Couhé Vérac (Vienne), c'est Marcel Renault , qui trouve la mort, à 32 ans dans un accident. A l'arrivée, à Bordeaux, son frère Louis se classe 2e (à 99 km 400 de moyenne) derrière la Mors de Gabriel (105 km 700). Le ministre de l'Intérieur prend, en accord avec les autorités espagnoles, la sage décision d'interdire la continuation de la course. Il semble intéressant de préciser que ce n'est qu'en 1903 que les premières expériences de goudronnage des routes ont été jugées concluantes, essais réalisés sur des tronçons de 250 mètres.

Quelques performances de l'année :

Équitation : le maréchal des logis Peynaud, sur pur-sang, parcourt 400 km en 47 h 30 mn.

Marche : le sergent Plusjaud fait 200 km en 44 h. Le marathon est remporté par Cibot le 2 août en 2 h 35 mn.

Vélocipédie : Maurice Fournier remporte le championnat du monde de motocyclette sur 10 km en 5 mn 55 s.

Lancement du poids : 12 m 27.

Saut en hauteur : 1 m 76, en longueur, 6 m 56, en largeur (?) : 3 m 25.

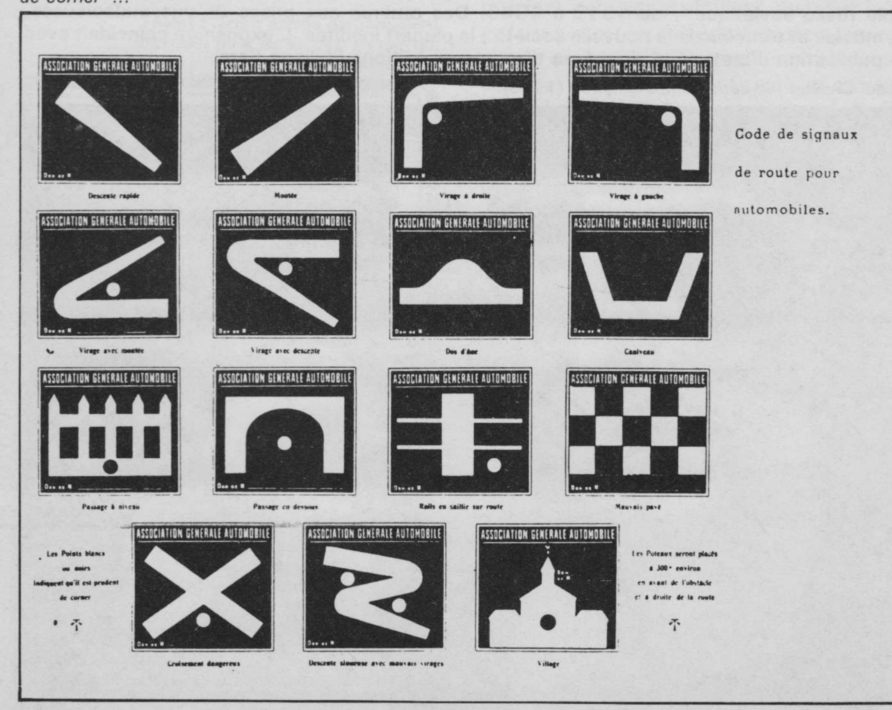
Course : 100 m : 11 s 3/5; 400 m : 4 mn 11 s.

Le capitaine Cody traverse la Manche de Calais à Douvres en 11 h 1 mn,... dans une barque remorquée par un cerf-volant!

Enfin, record détenu par les députés : la dernière séance de la session, avant les vacances de Pâques dure 27 heures.

1903 : le troisième volet paraîtra dans notre prochain numéro

Les premiers signaux routiers. La légende ajoutait : *''Les points bleus indiquent qu'il est prudent de corner''...*



Code de signaux de route pour automobiles.

EXPOSITIONS

« De la rosière à la miss »

La jeune fille dans les fêtes populaires; comment elles sont élues; ce qu'elles en pensent, ce qu'en pensent les féministes.

Jusqu'au 6 juin, au Centre Pompidou, entrée libre

(cf. article de *Gavroche* n° 6, oct./nov. 82 : « On couronne toujours une rosière à Nanterre », par Paule Joffre).

L'aiguille et le sabaron
Techniques de reproduction du costume en Poitou, 1890-1950

du 19 avril au 6 juin, au musée Sainte-Croix de Poitiers.

Plus de 540 objets et documents sont exposés pour évoquer un savoir-faire passant par l'aiguille ou s'attachant au sabaron, montant de cuir du sabot. De la pointe du pied à la coiffe, des costumes, mais aussi des documents, des machines, des photos viennent à l'appui d'une étude critique. L'apprentissage (à la maison, à l'école, à l'atelier), les petites industries (brodeuses, lingères, modistes, tailleurs, sabotiers, bottiers, cordonniers) comme les plus grandes (chemiserie, tricot) sont ainsi cernés. S'y ajoute de façon logique, l'étude du petit et du grand commerce, enfin les techniques et les modes oubliées. Vive la technique de l'exposition : voilà une approche sans reproche.

Sylvie FOURNET



Affiche de Rouchon pour les "Petites misères de la vie conjugale" de Balzac, d'après un dessin de Bertall (1845).

Jean-Alexis Rouchon (1794-1878)
Pionnier de l'affiche illustrée

Jusqu'au 6 juin au musée de la Publicité, 18, rue de Paradis, 75010 Paris

Cet imprimeur de papier peint mit sa technique au service de l'affiche. A partir de 1840, les parisiens vont voir se développer les placards colorés dont nos murs sont désormais blasés : l'affiche illustrée, en couleur et de grand format était née.

En avril, le musée des Arts décoratifs a présenté un panorama des "Pionniers de la photographie russe soviétique", de 1917 à 1940. Des œuvres aux prises de vue audacieuses, symboles et témoins de la nouvelle société ; la plupart inédites. L'exposition coïncidait avec la publication d'un livre — du même titre — aux éditions Philippe Sers.

Arcadi Chaïket : *la petite lampe d'Ilyitch* (1925)



ONDES
et petit écran

Nous vous signalons :

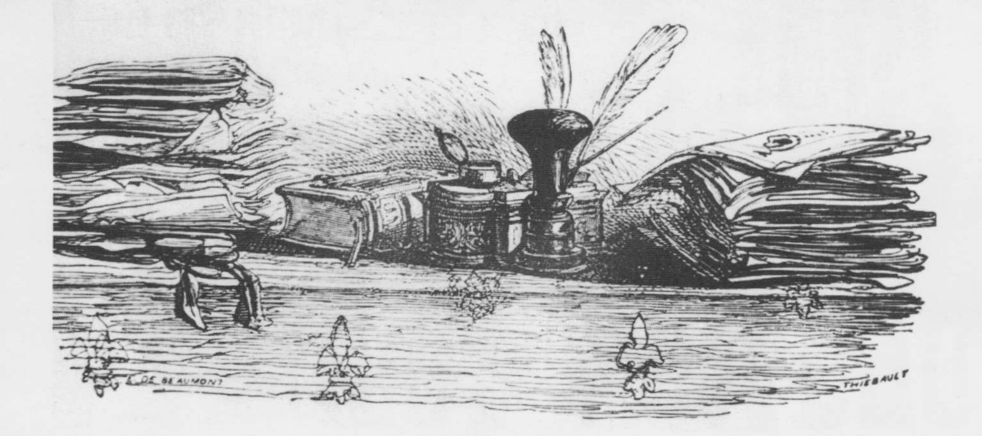
Au Ciné-Club d'A2 : *L'Atalante* (1934), dans le courant du mois de mai 1983.

Un marinier épouse une paysanne, qui s'acclimate mal à cette nouvelle vie... Entre la Normandie et le Paris des années 30, le Paris populaire, celui du chômage aussi, une histoire originale qui est en même temps un document sur le monde des pénichiers, très rarement représenté à l'écran.

Disparu à vingt-neuf ans; l'auteur, Jean Vigo, était le fils d'Almeyreda, anarchiste espagnol mort en 1917 en prison.

Le film passe dans un cycle consacré à Michel Simon, qui permettra de voir aussi *Boudu sauvé des eaux* (1932) de Jean Renoir, désopilante histoire d'un clochard qui, recueilli par un libraire, sème le désordre dans la vie de ce dernier et en détruit le confort moral.

Michel Serceau.



Notes de lecture

Pénélope

Groupe de recherches pour l'histoire des femmes. Centre de Recherches Historiques, 54,bd Raspail, 75270 Paris Cedex 06.

Abonnement 2 numéros par an : 50 F, le numéro 25 F (environ 130 pages dactylographiées).

"Les cahiers de Pénélope" se proposent d'étudier (sans a-priori) les femmes dans l'histoire. Tous les numéros tournent autour d'un thème. Retenons pour le n° 5 sur "les femmes soignantes" de bons articles (ou comptes rendus de thèses) sur "l'accoucheuse de campagne au 18e siècle" ; pour le n° 6 sur "les femmes et la violence" ; "les esclaves antillaises", la "violence familiale en 1980" (témoignages), la "violence conjugale dans le peuple", 18e siècle, etc. Si nombre d'articles sont passionnants et fournissent des renseignements originaux, quelques-uns tombent dans un verbiage à la mode dans certains milieux universitaires. C'est bien dommage car cette revue mériterait de toucher un plus large public. C'est néanmoins une initiative courageuse à soutenir.

□

Histoires des mères, par Yvonne Knibielher et Catherine Fouquet.
Éditions Montalba, collection Pluriel. 360 pages.

Vouloir en 360 pages, au format de poche, traiter de "l'histoire des mères", du Moyen Age à nos jours, même en se limitant à l'espace français, semble être une gajeure. Yvonne Knibielher et Catherine Fouquet, historiennes universitaires, l'on tenue et gagnée. Le sujet est cependant vaste. A propos de l'accouchement et des soins aux enfants il faut envisager l'histoire de la médecine et de la santé. Il faut faire appel aux taux de la natalité, de la mortalité infantile, à l'illégitimité, à l'abandon des jeunes enfants pour évoquer les difficultés qui pendant de longs siècles furent le lot des mères. La répartition des rôles masculin et féminin, l'éducation des enfants, les sentiments maternels doivent se comprendre à la lumière de l'évolution des mentalités. A l'aide d'exemples précis, de textes d'époque (bien souvent d'ailleurs écrits par des hommes : religieux, médecins, écrivains), la "fonction maternelle" est ainsi décortiquée avec beaucoup de clarté et d'agrément. C'est en fait l'histoire de "l'autre moitié du ciel" qui est ainsi évoquée avec une grande vérité.

Dans la collection "Les grandes civilisations", les éditions ARTHAUD ont déjà publié d'Albert Soboul, récemment disparu :

— *la crise de l'Ancien Régime :*

— *la Révolution française.* **Il s'agit là d'une œuvre faisant le point sur une période capitale de l'histoire du peuple français. Deux magnifiques volumes reliés, format 17x22, d'environ 750 pages chacun, richement illustrés par plus de 200 clichés en noir et couleur. Un troisième tome paraîtra en novembre 1983 sur :** *la France napoléonnienne.*

Conditions de souscription :
les 3 volumes : 685 F au lieu de 825 F
les 2 volumes (t.2 et t.3) : 465 F au lieu de 550 F.

Bon de commande ci-contre et règlement à adresser aux Éditions FLORÉAL.

année — N° 33. DIX CENTIMES LE NUMÉRO. Lundi, 23 Mai 1881.

LA RÉVOLUTION SOCIALE

ORGANE ANARCHISTE

HEBDOMADAIRE

L'anarchisme est un système politique d'après lequel la Société pourrait se gouverner sans gouvernement établi.

(DICTIONNAIRE ENCYCLOPÉDIQUE DE PIERRE LAROUSSE).

PRIX D'ABONNEMENT :

BUREAUX :
20, RUE ROYALE, A SAINT-CLOUD
(SEINE-ET-OISE)

PRIX D'ABONNEMENT :
ETRANGER : Un an. Six mois. Trois mois.

ON S'ABONNE PAR MANDAT-POSTE

LA SEMAINE SANGLANTE

C'est aujourd'hui le dixième anniversaire de la terrible semaine de mai.

Nous sommes en deuil.

Nous sommes en deuil, non pas pour remplacer le culte des vivants par celui des morts (nous ne voulons plus de religion); mais parce qu'en définitive le sang versé en 1871 crie vengeance! parce que le peuple doit montrer qu'on ne fait pas impunément quarante mille cadavres, — et enfin parce que, morts pour la liberté, nous devons suivre leurs traces !....

Et certes, pour notre part, la vengeance n'arrivera jamais trop tôt.

Tant de haine nous oppresse le cœur; tant d'infamies se commettent constamment, que le jour n'est pas loin où le cri **MORT AUX TYRANS!** ne retentira plus en vain....

Ce jour sera terrible, mais il sera aussi le jour de l'implacable **JUSTICE!**

Ce jour-là l'on dira au nain du bagne social : tu es géant!

Et puis, ne pourrions-nous pas en même temps porter le deuil pour le pauvre petit être de cinq mois de gestation, que le **MONSTRE** qui s'appelle Alexandre III vient d'arracher, avec un sang-froid de fauve, des entrailles de l'héroïque Jessa Helfmann?....

Il faut que cela finisse! il faut qu'une croisade sérieuse s'organise contre tout despote, mais le **RÉGICIDE** ne suffit plus, il faut y ajouter le **TYRANNICIDE**! Il existe un tas de fonctionnaires, grands ou petits, qui méritent le même sort qu'Alexandre II.

Allons! Grand Lion Populaire : lève-toi, et sus au vieux monde !

LA RÉDACTION.

LES JOURS NÉFASTES

Coule, coule, sang du captif ;
Germe, grandis, moisson vengeresse !

Faudra-il-il donc le redire toujours, vieux refrain de la Gaule, notre mère ? Non, voici la fin!

Allons! les esclaves, réjouissons-nous, c'est l'étape dernière; elle est longue, elle est terrible, qu'importe! on voit par delà ces horreurs, briller la grande lumière égalitaire.

Que de choses en dix ans! depuis que Paris, livré à l'ennemi d'abord, le fut ensuite à la mort, pour le punir d'avoir maudit les capitulards et conservé la République!

Aussi, sur le socle de l'immense statue que la Révolution triomphante dressera sur les fosses communes, on verra les glorieux bas reliefs de la lutte suprême....

Là, ils seront en marbre, les poteaux, d'où nos martyrs voyaient à travers les rangs des bourreaux passer les rouges bannières.

Elles seront en marbre, les buttes, que montait Varlin déchiré par les bêtes féroces de la réaction!

Et toi, vieux Delescluze, vous tous mes frères, mes braves compagnons d'armes, vous, les incendiaires, qui vouliez creuser entre l'ennemi et Paris un gouffre de feu. Vous, les cinquante, qui ceints de l'écharpe rouge alliez aux dernières barricades, d'où l'on arracha les derniers, le peuple voulant garder ses braves,....

Mais il ne put les garder : il fallait Satory, après l'égorgement. Au pied de la statue géante on rassemblera les restes épars des martyrs, tandis que s'émietteront les Foutriquet et que l'eau des fleuves emportera les dernières pourritures de la tyrannie !....

Avez-vous vu sur la Seine, rouge comme une aurore du reflet de l'incendie, couler deux longs ruisseaux de sang?

Avez-vous entendu les râles des mourants qu'on ensevelissait sous la chaux vive avec les morts?

Avez-vous entendu, la nuit, à Satory, les coups de pioche et les fusillades, tandis que les prisonniers, les pieds dans la boue, le corps frisonnant sous la pluie glacée, attendaient?

Partout l'air s'emplissait des odeurs empestées de Montfaucon.

C'est que Paris entier était un abattoir !....

L'abattoir du peuple, où coulait à flots le sang de la vile multitude.

Il l'avait fait si froid, si désert qu'on n'entendait plus rien dans l'immense sépulcre sur lequel s'abattaient les mouches horribles des charniers.

Ah ! il n'y a pas que les tzars qui sachent mettre ainsi l'ordre dans les villes, trop fières pour ramper sous le knout!

Par toutes ces horreurs, par tous ces crimes contre le peuple, nous tous qui voulons l'égalité, nous tous qui voulons la révolution sociale, étendons la main sur Paris égorgé, et jurons de nous unir pour la délivrance de l'humanité.

Salut à Marseille qui, fière et vengeresse à travers les vains efforts de la police, va porter à ses morts les rouges couronnes des martyrs de la liberté, et de là envoie ses malédictions aux bourreaux, ses acclamations à ceux qui les premiers passent seuls à seuls, évitant ainsi l'hécatombe horrible des foules.

Marseille, nous te saluons ; nous saluons la province où se réveille le sang des Gaules.

Oui :

Coule, coule, sang du captif ;
Germe, grandis, moisson vengeresse !

LOUISE MICHEL.

(voir page 19 notre article sur ''La montée au Mur des Fédérés'')